

P 8971B

517

CAHIERS DE **CLIO**

Périodique trimestriel

Numéro 63

Troisième trimestre 1980



Bruxelles

Liège

Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme

**SCIENCES DE L'HOMME
ET DE SON ENVIRONNEMENT**

COMITE DE PATRONAGE :

John BARTIER (†) - Marinette BRUWIER - Giovanni BUSINO - Roger CHRISTE - Gilbert DE LANDSHEERE - Huguette DUSSAULT-DUMAS - Pierre GOUBERT - Paul HARSIN - Etienne HELIN - Jean-Jacques HOEBANX - André JORIS - Christian LAVILLE - Jacques LE GOFF - Louis-Théo MAES (†) - Lucile MARBEAU - Philippe MOUREAUX - Albert SOBOUL - Jacques STIENNON.

COMITE DE REDACTION :

Minna AJZENBERG-KARNY - Françoise BOVY-LIENAU - Pervenche BRIEGLEB - René CORNET - Josette DEBACKER - Liliane DE KEYSER - Gérard DELCROIX - Jacqueline DELROT - Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE - Jean DUGNOILLE - Arlette GODFROID-LAURENT - Maggy HODEIGE - Nicole JOZIC-HIERNAUX - Jean LECLERCQ-PAULISSEN - Michel REVELARD - René ROBBRECHT - Freddy SCHANER - Gérard TURPIN - Jenny VANROELEN - René VAN SANTBERGEN - Marie-Rose VILLE.

ABONNEMENT 1980 (4 numéros) :

* Belgique, pays faisant partie de la Communauté économique européenne sauf le Royaume-Uni :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	400,— fr. b.
Professeurs retraités	350,— fr. b.
Etudiants	300,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie terrestre) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	500,— fr. b.
Etudiants	400,— fr. b.
Etudiants	500,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie aérienne) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	600,— fr. b.
---	--------------

Les abonnés belges verseront le montant de leur abonnement soit au compte 704-0423333-82 du Centre de la pédagogie de l'histoire - 4000 Liège, avec la mention « Cahiers de Clio, 1980 ». Les paiements peuvent se faire par virement bancaire, par virement postal ou par mandat postal.

Les abonnés étrangers verseront le montant de leur abonnement soit au compte bancaire 704-0420050-97, soit au compte chèque postal 000-0016824-43 de la Caisse d'Epargne IPPA - 4000 Liège (Belgique), avec la mention « D.S. 10.750.713, Centre de la pédagogie de l'histoire, abonnement Cahiers de Clio, 1980 ». Les bureaux de poste étrangers peuvent envoyer un mandat de poste international, de même d'ailleurs que les banques. Ces dernières peuvent également acheminer votre paiement par le truchement d'une banque belge.

Prix du numéro :

* Belgique et pays de la Communauté économique européenne :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	120,— fr. b.
Etudiants	100,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie terrestre ou par voie aérienne) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	150,— fr. b.
Etudiants	130,— fr. b.

Envoyez-nous vos suggestions et vos critiques

ADRESSE POSTALE (tant pour les articles que pour les abonnements) :

Maggy HODEIGE, rue Saint-Gilles, 343/054 — B - 4000 LIEGE (Belgique) —
Téléphone (041) 52 55 94.

CAHIERS DE CLIO

TRIBUNE LIBRE

LE JOURNALISTE, HISTORIEN DU PRÉSENT ?

Introduction

Le titre de cette conférence⁽¹⁾ s'achève en point d'interrogation, comme vous l'aurez certainement remarqué. Ce point d'interrogation est ce qu'il y a de plus significatif dans le titre. Il rend manifeste ma perplexité méthodologique et annonce une loyale remise en question des principes mêmes du métier d'historien. Oui, historien moi-même, je me sens concerné par l'existence et par les exigences d'un autre métier, à la fois semblable et différent, le métier de journaliste.

Rien n'est plus utile, rien n'est plus stimulant pour l'esprit que ce genre d'exercice : rapprochement, évaluation, comparaison et confrontation, sans opposition, antagonisme ni contradiction *a priori*.

J'ai beaucoup de respect pour les journalistes qui vivent dans les coulisses de l'histoire et qui évoquent, avec autant d'humour que d'exactitude, les heurs et malheurs de notre civilisation, mais je ne suis pas sûr de bien les connaître. Je connais mieux, professionnellement, les historiens, leurs problèmes de déontologie, de compétence et de communication. Je ne les ai jamais épargnés, pour leur bien. On ne peut enseigner la critique sans critiquer les critiques, pour leur bien, toujours... Il y a de mauvais historiens comme il y a de mauvais journalistes, mais on doit reconnaître que la formation à l'esprit critique manque cruellement à la préparation professionnelle des journalistes.

Historiens et journalistes sont à la fois proches et distincts, les uns par rapport aux autres. Pourrait-il en aller autrement, puisqu'ils sont, ensemble, les médiateurs de l'information, les uns pour le passé, les autres pour le présent, selon le paradoxe célèbre d'Albert Camus : « le journaliste, l'historien du présent ». Ce présent, que parfois nous opposons un peu artificiellement au passé, est, plus exactement, un passé tout neuf que nous isolons d'un passé lointain. En rigueur de termes, il n'est d'histoire que du passé mais, par commodité ou par convention, nous parlons communément d'histoire du présent, étant entendu qu'il s'agit d'un passé si récent qu'il nous est encore présent.

De l'histoire, revenons au journalisme. Alors que l'histoire est aussi vieille que la civilisation, il n'existe pas de journalisme proprement dit avant l'invention et la vulgarisation de l'imprimerie. Les transformations du journalisme ont été

(1) Nous sommes heureux de pouvoir publier le texte de la conférence que le Professeur Halkin a faite à l'Université de Liège le 6 mars 1980.

considérables, rapides, terriblement efficaces, de *La Gazette* de Théophraste Renaudot, en 1631, — le plus ancien des journaux français, avec sa faible audience, — à l'affaire du *Watergate*, le chef-d'œuvre de la presse américaine. C'est à la presse libre que l'on doit la démystification des régimes forts et des « conducteurs de peuples », de Mobutu à Fidel Castro et de Videla à Khadafi.

En réfléchissant à cette stupéfiante réussite, nous mesurons les conséquences énormes, — encore inachevées, — du développement des *media*. L'information aujourd'hui est organisée, accélérée, illustrée dans les journaux, magazines et périodiques. Grâce à la télévision, la parole et l'image, la voix et le geste accompagnent les nouvelles du jour. La finesse resplendit sur le visage de Senghor et on lit le fanatisme dans les yeux de Khomeiny. Nous voyons Brejnev décliner et Tito s'éteindre. Jusqu'à il y a peu de temps, je croyais que la couleur n'ajouterait rien à ces images. Je suis à présent convaincu de mon erreur, depuis que j'ai vu, sur le petit écran, l'accolade de Georges Marchais et de Léonide Brejnev. Un Marchais timide, ému, rougissant comme un séminariste embrassé par Jean-Paul II. La photo de l'année !

La radio et la télévision enrichissent le message de la presse écrite, sans le remplacer. Aucune invention ne détrônera le texte imprimé que l'on peut lire et relire à volonté. Cela dit, reconnaissons que la télévision révèle les orateurs politiques : Giscard, et son élégance modulée, passant avec aisance du ton familier, — sans familiarité, — à l'émotion contenue, — sans pathétique ; un homme habile, peut-être trop habile. Barre, l'économiste et le professeur, sentencieux et rassurant ; plus de raideur que de rondeur, malgré les apparences ; il méprise la popularité et il ne l'a pas obtenue. Mitterand, sensible, élégant, imprévisible, séduisant, pas toujours convaincant. Marchais, le plus étonnant des acteurs français, toujours sûr de lui, la main sur le cœur, la conscience sur les lèvres et les dents prêtes à mordre.

Journal écrit, journal parlé, journal télévisé : trois modes de communication, plus complémentaires que concurrents. Leur succès est arrivé à un tel point que nous nous sommes habitués à leur présence quotidienne et à leur interpellation permanente. C'est là un processus irréversible et même ceux qui se disent indifférents, allergiques ou hostiles à la presse ne peuvent s'en passer longtemps. On comprend dès lors que le journalisme triomphant ait été appelé le « quatrième pouvoir ». Cet hommage est lourd à porter, comme nous le verrons plus loin.

Entre l'histoire et le journalisme, la partie n'est d'ailleurs pas égale. Qui songerait à inscrire l'histoire au nombre des pouvoirs ? Personne, et surtout pas les historiens. Dans notre pays, plusieurs millions d'hommes accordent, chaque jour, au moins quinze minutes au journal écrit, parlé ou télévisé. Ceux qui lisent des livres d'histoire ne sont au mieux que quelques milliers. Je ne m'en étonne pas, je ne m'en scandalise pas, je constate.

Pousserai-je plus loin la confrontation annoncée ? L'historien serait-il le journaliste du passé ? Non, ce serait plus qu'un paradoxe et je n'irai pas jusque-là, car précisément c'est alors que nous touchons du doigt ce qui distingue le métier de l'un et de l'autre. L'histoire, pour l'historien, est un océan sans fond ; pour le journaliste, elle est le flot qui roule sur la grève. Lorsque l'historien

raconte le passé, ce passé est révolu par définition. L'historien ne peut donc connaître le suspens devant l'incertain qui caractérise l'évocation par le journaliste d'un fait si jeune qu'il en paraît inachevé. Seul, l'historien est un prophète après l'événement, puisqu'il en connaît l'issue lorsqu'il le raconte. Son récit semble, dès lors, obéir à une manière de prédestination, car l'historien *représente* le passé, après coup et dans la perspective de son achèvement.

Aucun danger de ce genre ne menace le journaliste. Il est toujours en première ligne et dans le feu de l'action. Les risques qu'il court sont d'un autre ordre : il lui faut se garder d'assurer aujourd'hui ce qui sera peut-être démenti demain ; il doit éviter les extrapolations téméraires comme les hypothèses par trop hasardeuses.

Cependant, il y a dans la position inconfortable du journaliste, une richesse de possibilités et d'émotions qui fait envie à l'historien. Le passé et l'avenir ne sont-ils pas, l'un et l'autre, présents dans l'actualité ? Ne l'oublions pourtant pas, ce fait révolu et classé était, lors de sa naissance, un fait, non pas douteux mais indécis. Les choses auraient pu tourner autrement qu'elles n'ont tourné. L'historien, s'il sait utiliser les ressources de sa profession, ne manquera pas de faire sentir cette liberté d'une histoire qui s'est construite jadis comme elle se fait aujourd'hui, dans une actualité mouvante et vivante.

Il y a quelques années, un éditeur malin a imaginé un *Journal du monde*. Des faits historiques étaient présentés en articles, au jour le jour, en extraits fictifs d'un journal inexistant. Cela donnait à peu près ceci (je me contente des titres). « Charlemagne prépare une loi sur l'enseignement obligatoire des nobles ». « Jeanne d'Arc vient d'être livrée aux Anglais. Que va faire le roi de France ? » « Le Dr Luther dit non au pape ». Etc., etc. Le danger du genre, vous le devinez, c'est l'anachronisme. Faut-il, dans ce *Journal du monde*, annoncer que Christophe Colomb a découvert l'Amérique ? Non, puisqu'il l'ignorait. Nous aurons donc : « Christophe Colomb atteint les Indes par la voie maritime ».

Par ailleurs, certains grands hommes, — pour nous incontestables, — passent inaperçus tant qu'ils n'ont pas réussi. Karl Marx vient à Liège en 1876. Ne croyez pas que le parti mobilise ses militants pour le saluer à son arrivée. Non, Marx est alors un prophète contesté et il n'y a pas encore de journal socialiste à Liège. L'idée de ce pseudo-journal du monde était ingénieuse, trop artificielle pour connaître un succès durable. Nous n'en parlerons donc plus et nous concluons, sur ce point, que l'historien n'est *pas* le journaliste du passé.

* * *

Après cette introduction nécessaire, j'annonce les trois points de mon exposé. Premièrement, l'information en général, sa nécessité, sa liberté, ses limites et ses risques. Deuxièmement, l'histoire immédiate, domaine privilégié du journalisme. Troisièmement, les règles du jeu historiographique. Elles s'imposent à l'historien du présent comme à l'historien du passé.

Sur ces trois points, — auxquels je me bornerai faute de temps, — j'interrogerai le journalisme dans sa fonction essentielle, l'information politique et

sociale. Je ne dirai rien de ses activités parallèles de discussion, de proposition, etc. J'ignorerai résolument le journalisme publicitaire et commercial, ainsi que la presse qui se repaît de scandales croustillants ou de faits divers gratinés. Enfin, je choisirai le plus souvent mes exemples dans la presse étrangère, pour des raisons évidentes de discrétion.

L'information

Premier point : l'information. On se rappellera d'abord la célèbre définition américaine : « Un chien qui mord un homme, ce n'est pas une nouvelle. Mais un homme qui mord un chien, c'en est une ! ». Incroyable, mais vrai ! Ici, il ne s'agit que de l'information privilégiée parce que insolite ; mais, en politique, tout peut devenir sensationnel, par contraste avec ce qui se fait ailleurs.

Cette information est-elle libre, efficace, vraiment utile ? Notons bien qu'il ne s'agit pas de disserter ici sur la liberté de la presse. Dans notre pays, la Constitution met les journaux à l'abri de la censure gouvernementale, encore que la liberté des *media* ne soit pas sans limites, comme vient de le démontrer un débat récent. La liberté de l'information est plus que la liberté de la presse. On peut imaginer un quotidien non censuré, incapable de se documenter utilement sur des problèmes délicats, parce que toutes les portes se ferment devant ses envoyés, parce que toutes les sources semblent taries ou parce que toutes les agences répètent la même chose, trop peu de chose.

Il n'y a rien sur la liberté de l'information dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789. Il faut attendre près de deux siècles pour que les Nations-Unies proclament cette liberté, en 1948, dans la *Déclaration universelle des droits*. Jean XXIII, Paul VI et plus récemment Jean-Paul II ont réaffirmé qu'il s'agit là d'un « droit universel, inviolable et inaltérable, fondé dans la nature de l'homme ». L'Unesco a constitué une *Commission de l'Information* qui vient de déposer un rapport de plus de 500 pages. On n'en connaît encore que quelques extraits significatifs, et d'abord une profession de foi : « Le droit de chercher, recevoir et diffuser l'information est l'un des droits fondamentaux de l'homme ».

En somme, la liberté de l'information entraîne la suppression des entraves et des interdictions qui pourraient enfermer, cloisonner ou déformer la communication. Ignorer un événement, c'est en quelque sorte le priver d'existence. Le connaître, c'est se donner le moyen de le comprendre, peut-être d'en contrôler les conséquences. L'information n'est pas une drogue mais un aliment de la vie sociale. Priver un peuple d'information, c'est l'atteindre dans ses droits élémentaires, dans sa faculté critique, finalement dans sa conscience.

Un dépliant, distribué il y a quelques jours en faveur de l'alphabétisation du tiers monde, propose la formule que voici : « Pas de libération sans information ! ». Je crois qu'il faut souscrire à ce propos bien balancé, tout en observant que si l'information est nécessaire à la libération, elle n'est pas suffisante pour assurer seule cette libération ; mais ceci est un autre problème, moral surtout.

Arrivé à ce point de mon exposé, je ne puis éviter le mythe d'une information objective et impartiale. Un mythe ? Vraiment, en ce sens que l'honnête

homme imagine avec candeur qu'il échappe à la subjectivité et à la partialité. Dire le contraire reviendrait à affirmer que l'honnête homme n'est pas un homme honnête. On voudrait de même croire que la réalité vécue est facilement connaissable parce qu'elle est actuelle, oserais-je dire parce qu'elle nous crève les yeux. Non, aujourd'hui comme hier, un abîme sépare la réalité de la connaissance, toujours imparfaite, que nous en avons. L'histoire, hélas, ne peut jamais être une résurrection. L'historien ne réussit point à être totalement objectif. Que nous soyons intellectuels ou manuels, bourgeois ou étudiants, nous savons que nous voyons le monde (et pas seulement son passé) à travers nous-mêmes, en fonction de notre vie, de notre expérience, de notre tempérament. Cette déformation du regard intérieur est inconsciente. A cet égard, nous en sommes au même point que nos ancêtres, avec cette différence que nous savons, nous, que nous avons un inconscient. Même les historiens en sont là ! Un collègue russe, non communiste et réfugié en Occident, Michel Rostovzeff, décrit l'histoire des révolutions de Rome à travers les catégories marxistes. Comme on lui reproche de ne voir dans les révolutions romaines que des anticipations de la révolution russe, il répond : « De quoi d'autre voulez-vous que je parle ? ». Cas limite, sans doute, mais combien éclairant pour nous !

Serait-il préférable que le journaliste soit un homme neutre, sans parti et sans opinion ? Comme si l'impassibilité était un idéal humain ! Fénelon, attentif au poids des préjugés, voulait que l'historien (il eût dit la même chose des journalistes s'il en avait eu sous la main) ne fût « d'aucun temps ni d'aucun pays ». Souhait irréalisable et même déraisonnable ! L'informateur le plus scrupuleux reste de son temps et de son pays. Il appartient fatalement à un milieu qui lui a légué ses catégories morales et ses impératifs sociaux. Les plus indépendants n'échappent pas à cet héritage qui est la vie même. Lorsqu'ils s'efforcent de le rejeter, leurs réactions les rendent injustes. On peut être presque impartial sans être impassible ; on peut être partial, malgré soi, sans être partisan. La volonté de neutralité est méritoire mais elle n'est pas, dans le domaine de l'impartialité, une garantie suffisante. Le journaliste le plus neutre a ses idées, ses préférences légitimes, ses choix politiques plus ou moins conscients, ce qui ne le dispense pas d'un effort permanent d'impartialité⁽²⁾.

Voyons le cas du journal *Le Monde*, fondé par Beuve-Méry au lendemain de la Libération, avec la bénédiction du général de Gaulle. Le plus intelligent des journaux français, le mieux écrit, — sauf quelques sacrifices au langage hexagonal, — le plus riche en chroniques artistiques, littéraires, philosophiques et même religieuses : il suffit de citer ici quelques noms prestigieux : André Fontaine, Alfred Grosser, Henri Fesquet, parmi d'autres. Considérons ce journal uniquement dans ses informations politiques et sociales, en laissant tomber la page belge, qui est d'ailleurs rédigée à Bruxelles. *Le Monde* de Jacques Fauvet est neutre, du moins il se présente comme tel. Si nous le lisons régulièrement, nous ne pouvons pas ne pas constater dans ses colonnes des préventions manifestes, répétées et persistantes. Ce journal désigne à ses lecteurs trois hommes d'État qui, selon lui, ont presque toujours tort : Giscard, Carter et Begin. Rien de bon ne

(2) La presse non écrite est la plus vulnérable. Le journaliste de la radio et de la télévision semble avoir moins le temps de peser ses mots.

pourrait-il sortir de l'Élysée, de la Maison Blanche ou de Jérusalem ? On finirait par le croire si on ne lisait que *Le Monde*, ou si on le lisait sans se poser de questions, sans le remettre en question. Dans son dernier livre, *L'ère des ruptures*⁽³⁾, Jean Daniel donne plusieurs exemples de cette information subtilement orientée : sans doute, est-il parfois excessif dans ses jugements, mais il développe bien son argumentation. A tout prendre, je préfère encore les quotidiens qui, d'entrée de jeu, annoncent la couleur. Au moins, le public sait à quoi s'en tenir et peut opérer les réajustements indispensables. Et cependant le journalisme de combat ne va pas non plus sans de graves inconvénients. L'idéologie est peu compatible avec le sens du relatif qui implique un certain détachement. Dès lors, il nous faut bien avouer que parfois l'information nous intoxique, et pas seulement celle des journaux engagés. Rare aussi est le lecteur capable de penser contre son journal. Progrès pourtant bien indispensable !

L'information peut devenir démagogique, aliénante et polluante, soit par sous-information, soit par sur-information. J'appelle sous-information, faute d'un terme meilleur, le blocage d'une information par négligence, oubli ou même à cause d'une intervention extérieure : il s'agit, au fond, d'une sous-alimentation professionnelle. Je crois que le cas est peu courant dans nos pays. Je n'en citerai qu'un exemple et, pour une fois, je le prendrai à Liège, dans notre petite histoire. Le 6 novembre 1967, l'Université célébrait son 150^e anniversaire et inaugurerait le *campus* du Sart-Tilman, en présence du roi, de la reine, des ministres, des autorités diverses et de cent-quarante recteurs d'Universités étrangères. Je puis en parler en témoin et en historien. En témoin surtout car les documents dont je voudrais pouvoir disposer pour peindre plus correctement la cérémonie de l'après-midi avec toutes ses péripéties me font cruellement défaut. Dans les quotidiens locaux, qui ont de si bonnes chroniques de la vie liégeoise, rien ne rappelle que l'inauguration du Sart-Tilman s'est déroulée dans le plus scandaleux désordre.

Tout a commencé par un énorme retard du cortège officiel : le reste a suivi. Hurlements des étudiants toujours assoiffés, imprudemment abreuvés, jamais désaltérés. Échange de mots historiques et de noms d'oiseaux. Discours interrompus avec grossièreté. Colère des organisateurs, stupeur des invités, indignation de la foule qui ne comprend pas. Enfin, la séance se termine dans une bousculade indécente et dans une totale confusion. Les journaux du lendemain et des jours suivants restent plus que discrets, obéissant à un conseil plus discret encore. Dans le compte rendu officiel distribué quelques mois plus tard, l'après-midi du 6 novembre au Sart-Tilman apparaît sage et normale. Enfin, on peut lire les discours que l'on n'a pas entendus. En bref, une journée d'unanime allégresse, une fête magnifique !

Je ne veux point ironiser davantage, ni non plus majorer cette affaire en l'élevant à la hauteur d'une crise nationale. L'Université du Sart-Tilman en 1967 n'est pas l'Université de Nanterre en 1968 ! Je comprends et je respecte les bonnes intentions de ceux qui ont obtenu le silence de la presse, mais il ne suffit pas qu'un incident soit regrettable pour pouvoir l'escamoter, dès lors qu'il intéresse toute une région et appartient incontestablement à l'histoire culturelle. Puissent les rédacteurs du quatrième *Liber memorialis* de l'Université, en l'an de grâce 2017, dire toute la vérité sur le 150^e anniversaire !

(3) Paris, Grasset, 1979.

Cet exemple, exceptionnel, j'en conviens, suffit pour illustrer et pour faire saisir la possibilité d'une sous-information. Comment toutefois ne pas rappeler un autre exemple que nous vivons aujourd'hui ? Que savons-nous de ce qui se passe en Afghanistan, ce pays où la presse est ligotée et dont les journalistes étrangers ont été expulsés ?

Le problème de la sur-information est plus complexe. Peut-on se plaindre d'en savoir trop ? A cette question, la réponse ne peut être que : non, mais... Non, car la curiosité est insatiable. Mais, — il y a un mais, — le savoir n'est utilisable que s'il est maîtrisé et forcément contenu dans les bornes du raisonnable. L'accumulation des fiches et des rapports n'est pas plus payante que la surconsommation en économie. Afin de n'être point submergé, celui qui collecte les informations se doit d'opérer parmi elles une sélection. Il éliminera d'abord les discours des menteurs professionnels. Il écartera aussi les témoins qui bafouillent, ceux qui parlent pour ne rien dire et surtout les hâbleurs dont les propos ne sont que des échos plus ou moins fidèles d'autres témoignages. En outre, le journaliste vigilant ne cèdera pas à la tentation de l'information facile, facile parce qu'elle permet un bon papier qui plaira à tout le monde : par exemple, on peut se demander pourquoi les voyages du pape, — dont je ne nie pas l'intérêt, — occupent tant de place dans les nouvelles. N'y a-t-il pas aussi de la sur-information dans les comptes rendus trop longs accordés par les *media* aux groupes et groupuscules de pression, partis, syndicats, associations diverses ? Enfin, la sur-information peut parfois procéder d'une sous-information accidentelle, des trous à combler quand il faut boucler le journal, des trous à combler avec du déjà connu. On n'a pas toujours un millénaire à portée de la main...

L'exemple le plus impressionnant de sur-information foisonnante, encombrante, paralysante, je le trouve dans le dossier de la mort du Président John Kennedy en 1963. Des volumes d'enquêtes, de dépositions et de contre-dépositions, des extraits de presse sans nombre, des photographies remplissant plusieurs albums, enfin, chose extraordinaire, le film de l'assassinat. De ce document prodigieux et de tous ceux qui l'accompagnent, rien de satisfaisant n'a pu être tiré. Aucune explication ne s'impose encore.

La sur-information appelle donc, elle exige une sélection, un classement sévère qui allège les dossiers et les rend plus crédibles et plus disponibles à la fois. La lutte contre la surabondance documentaire est de tous les instants. Elle fait partie du métier quotidien de celui qui s'informe, qui distingue les sources pures des on-dit suspects, qui ne retient que ce qui lui paraît le plus sûr, qui sépare le bon grain de l'ivraie.

Le revers de la médaille, c'est la faiblesse possible des critères de sélection. Ces critères non écrits varient de journal à journal et d'homme à homme. Il faut faire vite et bien, c'est-à-dire prendre des risques. Le bon sens, l'intégrité morale et l'esprit critique comptent, en ces cas, plus que toute autre considération. Nous y reviendrons.

Entre la sous-information et la sur-information, entre l'anémie et l'étouffement, l'information demeure, à la fois, indispensable et hasardeuse, fondamentalement ambiguë et aléatoire, comme tant de choses dont nous vivons, comme la littérature, comme la culture, comme la civilisation même.

L'histoire immédiate, domaine privilégié du journalisme

Mon second point demandera moins de développements. Nous ferons rapidement le tour de ce domaine privilégié des journalistes : l'histoire immédiate, c'est-à-dire la relation des faits au moment où ils se produisent.

C'est tout naturellement que la presse a occupé ce terrain doublement dangereux ; dangereux pour les reporters qui, — pensez à l'Indochine, — exposent et parfois donnent leur vie pour une information directe ; dangereux aussi pour le journal qui imprime ce qu'il ne peut vérifier. Dès lors que la télévision nous permet d'assister aux événements les plus récents, encore chauds, d'un bout du monde à l'autre, comme si nous y étions, il fallait s'attendre que les journaux écrits fussent sollicités, pour ne pas dire contraints de suivre le mouvement. De là, ce que certains nomment « l'actualité à la une », l'histoire instantanée, l'histoire toute crue ; en somme une tentative de mise en place des événements avant même qu'ils ne soient complètement connus et dûment enregistrés. Les « dernières nouvelles » sont ainsi devenues les « nouvelles de la dernière heure » sinon de la « dernière minute ». Cet effort est admirable, il mobilise le talent du journaliste qui guette l'événement comme le chat guette la souris. La rapidité devient un facteur essentiel du succès. Les résultats de l'opération-éclair, le *Blitz* des journalistes, ne sont pas négligeables. De gros titres soulignent l'actualité la plus actuelle et la désignent à un public gourmand.

Les périls, il est vrai, ne sont pas moins grands que les chances de cette opération journalistique. Aller vite est bien ; aller trop vite peut conduire à la culbute. Un exemple fameux me vient à l'esprit. En 1927, Nungesser et Coli s'efforçaient de traverser l'Atlantique sans escale, d'est en ouest. Tout se déroulait sans accroc. La radio indiquait la position de l'avion heure par heure. Il allait, dans la nuit, atteindre le Nouveau Monde. Un journaliste confiant et pressé télégraphie alors à son journal : « Nungesser et Coli sont arrivés. Ils ont réussi ! ». Hélas, l'avion s'était abîmé dans la mer, les aviateurs avaient disparu. La rectification devait venir trop tard, alors que la nouvelle, — fausse, — avait déjà paru dans la presse...

La difficulté de l'histoire immédiate subsiste, même en dehors et au-delà d'erreurs semblables à celle que je viens d'évoquer. Souvent, les obstacles de la distance, les aléas de la traduction et parfois des interventions imprévues rendent la communication incertaine ou suspecte et provoquent le journaliste à l'improvisation. L'histoire immédiate est peu sûre ou superficielle, parce qu'elle est immédiate. La primeur de l'information rappelle, comme son nom nous y invite, les primeurs de l'alimentation, aussi chères et aussi fragiles, aussi recherchées et non moins vulnérables...

Enfin, je reconnais franchement que cette forme audacieuse de journalisme a déteint sur l'historiographie. C'est à la contagion de l'information ultrarapide que nous devons ces livres et ces collections aux titres accrocheurs : histoire de l'actualité, histoire d'aujourd'hui, histoire immédiate, etc.

Les règles du jeu historiographique

J'ai annoncé mon troisième point. Permettez-moi de le rappeler dans les termes suivants. Les règles du jeu historiographique s'imposent à l'historien du présent (le journaliste) comme à l'historien du passé. En principe, on peut avancer que cela va de soi. De même, l'historien à qui il prendrait fantaisie de tâter du journalisme devrait se soumettre aux lois du genre qu'il prétendrait aborder. Comment il faut représenter la réalité de la vie politique et sociale, telle est donc notre dernière question.

La première réponse, la plus simple, nous suggère qu'il faut une narration conforme à la vérité. Réponse juste mais insuffisante en ceci qu'elle nous montre le but sans nous donner les moyens de l'atteindre. Où se cache la vérité en histoire et particulièrement dans l'actualité la plus brûlante ? Elle n'est pas nécessairement le juste milieu entre deux opinions contradictoires. Pour juger des conflits, la théorie des « torts partagés » est plus commode qu'exacte, car, si les torts sont le plus souvent partagés, il n'y a aucune raison pour qu'ils le soient également.

Pour y voir plus clair, prenons du recul et demandons conseil aux anciens. Comment procédaient un Fustel de Coulanges, un Pirenne ? Ils avaient recours à une méthode destinée à distinguer le vrai du faux en histoire : la critique historique. Le rôle de cette discipline, comme de toute méthode scientifique, est de respecter la vérité de son ordre. Elle est indispensable à l'historien du présent comme à l'historien du passé. Ses opérations, aidées par les dispositions morales du sujet, doivent éliminer le plus possible le mensonge ou l'erreur et servir cette vérité dont tout homme porte en soi une idée élémentaire.

Comme le compte rendu d'un événement ne se fait le plus souvent que sur la base de plusieurs témoignages, écrits ou oraux, distinguer le vrai du faux exigera trois opérations fondamentales : rechercher d'abord ces témoignages, les vérifier ensuite, enfin les interpréter.

La collecte documentaire est ce qu'il y a de moins difficile, à condition d'y apporter toute la précision et toute la patience dont on est capable, la collecte appelant la collection. Cette collection, il conviendrait en bonne règle d'en étiqueter les pièces et d'en indiquer la provenance, afin que le lecteur puisse en prendre connaissance lui-même. Un tel idéal n'est pas toujours de stricte application. Il demanderait beaucoup de temps et trop de place. Dans le journalisme d'information, il se heurte au secret professionnel dont on discute en ce moment. Si le journaliste ne peut indiquer ses sources, — ce qui est assez fréquent, — l'adhésion du lecteur pourra demeurer expectante et conditionnelle. Le rédacteur en chef du journal *De Morgen* recommandait récemment à ses confrères, devant la télévision, d'être en ce cas particulièrement exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes. Le secret ne peut protéger que la vérité. Nul n'en doute !

Le contrôle des témoignages, beaucoup plus délicat que leur collecte, se ramène au contrôle de leurs auteurs, les témoins. Essentiellement, c'est un contrôle de compétence, de moralité et d'exactitude. Le témoin est-il capable de comprendre et de raconter ce qu'il a vu et entendu ? Est-il digne de foi ? Son récit est-il assez clair pour être valable ? S'il y a plusieurs témoins, qui se contre-

disent, ce contrôle aidera à dépister ceux qui ne sont pas de confiance, même et peut-être surtout si leur récit est riche en détails et haut en couleurs. Il peut arriver même qu'un seul témoin, — s'il est sérieux, — ait raison contre tous les autres. Ce n'est pas le nombre qui importe, c'est la valeur personnelle. Notons que le choix subjectif des témoins, en vertu de critères personnels, est à rejeter. Il procéderait d'un jugement de valeur qui ne veut pas dire son nom.

Après la recherche et le contrôle des témoignages, vient leur interprétation. C'est l'étape la plus malaisée et la plus importante du travail. On ne pourrait, en effet, se contenter d'aligner les témoignages les uns après les autres, en laissant au public le soin de les interpréter. Le lecteur de nos quotidiens souhaite que ce travail d'interprétation soit fait par ceux qui l'informent et que, dans un récit de longueur proportionnée à l'importance des événements, une conclusion lui soit proposée avec les arguments appropriés. Or les événements ne sont pas tous de la même importance. Il en est de considérables et de minuscules. Qu'est-ce qui constitue le critère d'importance d'un fait sinon ses relations avec d'autres faits et l'influence qu'il peut exercer. Lorsqu'il s'agit d'un fait qui n'est entré qu'aujourd'hui dans le passé, l'influence que ce fait pourrait avoir est inconnaisable puisqu'elle appartient à l'avenir. Néanmoins, il reste légitime de supputer les conséquences possibles de l'événement. Redisons-le, l'information n'est complète et percutante que si elle s'accompagne d'une explication. Cette explication est nourrie de la considération des cas semblables et même d'une prudente prospective. A la première colonne du quotidien, l'éditorial propose ainsi une réflexion de caractère général sur un événement politique ou un fait sociologique.

Telles sont, en un résumé sommaire, les démarches essentielles de la critique. Sans elles, aucune construction n'est durable. Avec elles, si ces démarches sont conduites dans une totale droiture, l'information acquiert un degré respectable de crédibilité. Les historiens, qu'ils soient du présent ou du passé, n'en demandent pas davantage.

Conclusion

A la question qui constitue le titre de la conférence, la réponse ne peut être que nuancée. Oui, on peut considérer le journaliste comme l'historien du présent, s'il s'astreint à suivre un certain nombre de règles : information sérieuse, loyauté envers soi-même, esprit critique toujours en éveil. Comme par hasard, ces règles, — aussi simples à exprimer que difficiles à mettre en pratique, — sont celles du métier d'historien. Par ailleurs, lorsque le journaliste publie des informations qui sont ou deviennent des documents, il joue alors le rôle du témoin hors de pair dont l'historien futur ne pourra se passer.

En guise de conclusion, je reviens à la notion de « quatrième pouvoir », évoquée précédemment. Cette appellation définit admirablement l'importance de la presse et la responsabilité du journaliste ; responsabilité à la mesure de son audience, qui est incalculable. Dès lors, on comprend l'édification progressive d'une déontologie de la presse.

Je ne puis m'étendre sur ce point, mais écoutez les dix commandements qui, d'après le *Daily Mail*, sont affichés dans les salles de rédaction du Royaume Uni⁽⁴⁾ :

« Premièrement : Ne jamais perdre de vue la loi sur la diffamation.

Deuxièmement : Veiller à réduire plutôt qu'à exagérer l'importance des faits.

Troisièmement : Repousser ce qui peut être sensationnel.

Quatrièmement : Que les titres des articles soient absolument impartiaux.

Cinquièmement : Que les informations ne trahissent jamais la nuance politique du journal.

Sixièmement : Rapporter les faits tels quels sans les voiler.

Septièmement : Etre scrupuleusement impartial et juste envers les adversaires.

Huitièmement : Le grand devoir d'un reporter est de dire la vérité.

Neuvièmement : Le grand devoir d'un rédacteur en chef est d'être prudent.

Dixièmement : Le grand devoir d'un journaliste est d'avoir du caractère ».

Ce décalogue de la presse, par un sûr instinct et une expérience séculaire, a précisé l'essentiel de la discipline la plus rigoureuse et même l'essentiel de la méthode historique. Une aussi ferme invitation à la rigueur intellectuelle justifie la confiance placée dans le journalisme. Nous avons dit, au cours de cet exposé, les limites de l'information, même la meilleure ! Et cependant, ces réserves ne nous détourneront pas de la lecture des journaux, — de préférence, de plusieurs journaux, d'orientation différente. Seule la connaissance des problèmes du monde, si imparfaite qu'elle soit, permet à l'homme d'agir et de réagir.

Le journalisme est un métier, une profession, une fonction ; c'est aussi une mission, en ce sens que le journalisme peut et doit être plus qu'un métier, une profession ou une fonction. Je n'oserais pas dire que c'est un sacerdoce, mais au minimum une vocation, avec tout ce que ce mot comporte de dévouement à sa tâche, d'attention à autrui, de fidélité à soi-même et d'acceptation d'un service qui nous dépasse. Des journalistes fidèles à cet idéal, nous en connaissons tous. Bien sûr, l'historien ne peut pas se croire le journaliste du passé, mais le journaliste, s'il le veut, devient l'historien du présent, pour le plaisir et pour le profit des lecteurs que nous sommes.

Léon-E. HALKIN,
Professeur émérite à l'Université de Liège,
Mars 1980

(4) Texte cité par Jos. HOYOIS, *Autour de la presse*, 3^e éd., p. 171, Bruxelles, s.d. Je remercie mon collègue, M. Paul Gérin, de m'avoir signalé ce document curieux.

HISTOIRE ET MEDIA⁽¹⁾

Je ne suis pas historien, mais j'aime l'histoire. C'est un terrain sur lequel je rencontre sans doute la majorité de mes contemporains. Peut-être n'aiment-ils pas tous l'histoire de la même manière ni pour les mêmes raisons, — mais Clio aurait-elle une telle place dans les *media* si l'on n'était pas assuré de son succès ?

Ce succès n'est pas neuf. Lorsque le journalisme moderne commence en France, dans la première moitié du XIX^e siècle, avec *La Presse* de Girardin et *Le Siècle* de Dutacq, on voit, avant même le roman feuilleton, apparaître des chroniques de vulgarisation historique, portant sur une époque, un homme, un lieu, un monument⁽²⁾. Lorsque se développe la radio, dans l'entre-deux-guerres, les reconstitutions historiques se taillent une place de choix dans les programmes, et l'on suit les procès de Danton ou de Louis XVI comme des dramatiques⁽³⁾. Si je vais parler surtout, aujourd'hui, de la télévision, c'est qu'elle est la technique de diffusion la plus récente, la plus achevée, celle qui joue le rôle le plus important dans notre culture, au point que certains, comme Régis Debray dans son dernier livre⁽⁴⁾, s'en émeuvent et appellent à la croisade contre le petit écran.

Certes, l'histoire est le sujet de plusieurs revues commerciales spécialisées, d'inégales valeurs, et c'est à travers ces publications que les passionnés trouvent à étancher leur soif. Mais vis-à-vis du grand, du large public, c'est la télévision qui joue le rôle le plus important, avec des conséquences parfois inattendues, mais qui donnent la mesure de son influence. Ainsi lorsqu'elle raconta la croisade contre les Albigeois, et que des milliers de Français se rendirent en pèlerinage spontané à Montségur, piétinant les récoltes au point qu'il fallut considérer les environs des ruines comme zone sinistrée.

Cet étonnant impact de la télévision se répercute à tous les niveaux. Il fait d'elle, pour beaucoup, un arbitre des élégances intellectuelles, et l'on court après la notoriété qu'elle procure. Aujourd'hui, l'appartenance à l'*intelligentsia* parisienne passe, à la fois, par l'Université (où il est bon d'avoir une chaire), l'édition (où il est bon de diriger une collection), les *media* (où il est bon d'être, sinon chroniqueur régulier, au moins figure de connaissance, livrant de bonnes pages, intervenant dans les débats...).

(1) Conférence faite à l'occasion d'un « Forum-Histoire » organisé par l'Association des historiens de Louvain. Nos vifs remerciements à l'auteur et à cette association qui nous ont donné l'autorisation de la publier dans les *Cahiers de Clio* (N.D.L.R.).

(2) Yvonne KNIBIEHLER et Roger RI POLL, *Les premiers pas du feuilleton : chronique historique, nouvelle, roman*, dans *Europe*, n° 542, p. 8, Paris, juin 1978.

(3) Jacqueline THOVERON-GLANSDORFF, *Les débuts du théâtre radiophonique*, dans *Etudes de radio-télévision*, n° 25, p. 34, Bruxelles, R.T.B., 1978.

(4) Régis DEBRAY, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsay, 1979.

Il y a donc des historiens-historiens et des historiens-*media*. On a fait une enquête en France, demandant aux historiens de métier de dresser la liste des cinq ou six meilleurs parmi les leurs. Dans toutes les réponses ou presque, on retrouvait le nom d'Alphonse Dupront. Mais hors du milieu, c'est un inconnu⁽⁵⁾.

Parmi les lecteurs (et même les journalistes) des magazines d'information, les historiens en vue sont Le Roy-Ladurie, François Furet ou Max Gallo, que *l'Express* présentait ainsi, en juillet dernier, alors qu'il commençait une série sur *L'Été 39* : « L'écrivain Max Gallo, qui est *aussi* historien »... Pour les téléspectateurs, les grands historiens seront peut-être Decaux, Castelot... Ils sont *aussi* historiens, comme Gallo ; Alphonse Dupront n'est qu'historien tout court.

Cela ne signifie pas que les historiens-*media* ne soient pas souvent, de qualité, et la collaboration qu'ils apportent aux journalistes a permis la réalisation d'œuvres de valeur, de programmes durables, d'émissions de répertoire, au niveau de qualité extrêmement élevé, — je me souviens ainsi du *Roi Pahaut* que réalisa la R.T.B. (Radio-télévision-belge), mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres⁽⁶⁾. Il faudrait aussi parler d'une gageure comme celle tenue par *14-18*, que lança Henri Mordant, quatre ans de télévision pour quatre ans d'histoire⁽⁷⁾, en s'efforçant, cinquante ans après, de raconter la guerre et en respectant les corrépondances de dates, — autant au moins qu'il était possible.

Cette présence d'une haute qualité est importante, et d'autant plus importante que l'essentiel des connaissances du public en matière historique aura tendance, de plus en plus, à venir des *media*, parce que les responsables de l'enseignement démissionnent. Tout se passe comme si, parce que la presse, la radio, la télévision racontent l'histoire, l'enseignement pouvait s'en dispenser. Tout se passe comme si, l'histoire prenant de l'importance dans les *media*, il fallait qu'elle en perde à l'école, comme si les programmes scolaires et les programmes de télévision étaient des vases communicants, et que les ministres doivent doser les horaires de l'enseignement en fonction inverse des horaires de la télévision.

« C'est un scandale », disait Georges Duby lors d'une émission d'*Apostrophes*. C'est un scandale, parce que, si l'on apprend *beaucoup* d'histoire par la télévision, on peut se demander si l'on y apprend *bien* l'histoire. En cette matière, la télévision a de grands défauts, des défauts qui tiennent à sa nature même. Nous en retiendrons surtout trois.

1. La télévision ne nous instruit pas selon un programme raisonné et progressif

La télévision ne nous instruit pas selon un programme raisonné et progressif. Elle n'a pas de plan concerté. Elle nous jette des émissions au visage, au petit bonheur la chance, dans le plus complet des désordres. Tantôt à l'occasion d'un cinquantenaire, tantôt à celui d'un centenaire, voire d'un millénaire. On va

(5) Claude SALES, *L'intelligentsia*, dans *Le Monde de l'Éducation*, n° 25, pp. 4-11, Paris, février 1977.

(6) Voir *Télévision et histoire. Une conférence professionnelle R.T.B.*, dans *Études de radio-télévision*, n° 13, pp. 140-148, Bruxelles, R.T.B., 1967.

(7) Jacques BREDÆL, *Quatre ans de télévision pour quatre ans d'histoire*, dans *Études de radio-télévision*, n° 13, pp. 129-139, Bruxelles, R.T.B., 1967.

chercher l'inspiration dans les éphémérides, c'est l'actualité des anniversaires. Mais ce peut être aussi le hasard du caprice. On nous informe donc dans le désordre, sans logique ni chronologie. Tout au plus trouve-t-on parfois de grandes séries thématiques, autour des grandes batailles, des grandes conspirations, des grands fleuves. Mais l'enseignement a fait maintenant l'expérience des dangers du « thématisme », lorsque les liens entre les divers éléments présentés, et entre ces éléments et le cadre extérieur, ne sont pas complètement exposés. L'histoire, à la télévision, apparaît donc désordonnée.

2. Le second défaut, c'est la confusion qui naît de la diversité des genres

Il y a des émissions de haute qualité, les œuvres de répertoire dont nous avons déjà parlé. Il y a, à l'autre bout, la caricature de l'histoire, celle des dates, des noms, des détails. Elle est présente dans de nombreux jeux, ainsi *Les Incollables*, où un concurrent a pour seule tâche de trouver une date, ainsi jadis *La Tête et les Jambes*, où défilaient des spécialistes capables de nous dire que Napoléon avait eu une éruption de boutons à la veille de telle bataille. C'est l'histoire réduite à sa mémoire, l'histoire-amas, l'histoire-accumulation de faits disparates, l'érudition absurde et sans utilité sociale.

Faisons une parenthèse. Cette histoire là était la caricature de l'histoire scolaire que beaucoup d'entre nous connurent. Il était symptomatique que Monsieur Champagne, vedette du *Pêle Mêle Cadoricin* aux beaux temps de Radio-Luxembourg, voyait saluer chacune de ses bonnes réponses à une « colle » posée par le public d'un couplet dont la chute était « Bravo ! bravo ! Monsieur Champagne, vous êtes digne d'enseigner ». Comment s'étonner si, pour beaucoup de gens, cette histoire-là est la vraie histoire ?

Une autre parenthèse. On peut concevoir des jeux plus intelligents, ainsi celui qu'animait Pierre Bellemare sur Antenne 2 (France) et où un concurrent, à partir d'indices matériels, avec l'aide du public, devait trouver les noms de l'auteur et du destinataire d'une lettre. Ici, on voit l'historien en détective du passé, et l'on peut suivre son raisonnement, au moins dans certaines limites. Mais l'émission n'eut pas assez de succès et fut abandonnée.

Il y a aussi des émissions de témoignages, tels les *Télemémoires* de De Vles-hauwer, Gutt, Spaak, que nous offrit la R.T.B. (Radio-télévision belge) et qu'ensuite publia le C.R.I.S.P. (Centre de recherche et d'information socio-politique)⁽⁸⁾. De telles émissions sont des documents, elles constituent une source nouvelle, elles s'imposent aux historiens aussi bien qu'au grand public, ce sont des archives en train de se faire.

Il y a les débats entre historiens, entre témoins ou acteurs des événements, ou entre historiens, témoins et acteurs.

Il y a le récit fait par un spécialiste, un homme seul devant micro et caméra, dans une présentation ascétique, sans illustration, genre qui devrait être ennuyeux si des conférenciers de talent ne l'avaient illustré avec un rare brio.

(8) Henri-François VAN AAL, *Télemémoires*, coll. « Texte - Image - Son », Bruxelles, C.R.I.S.P., 1971.

Mais, est-ce la qualité de l'acteur, la force de conviction du polémiste, on est séduit et souvent tenté d'accepter les thèses les plus audacieuses, — car il s'agit généralement d'une histoire orientée, partielle. Henri Guillemin surtout, a donné sa noblesse au genre. On peut aussi citer Jo Gérard, — mais ceci, si j'ose dire, est une autre histoire.

En tout cas, c'est une histoire qui se raconte comme des histoires, — et cela nous mène déjà sur le chemin de la fiction.

Nous franchissons un pas supplémentaire avec la dramatisation des événements, lorsque les faits sont reconstitués, avec des acteurs dans les rôles des grands personnages, Louis XI, Richelieu, Mazarin, Elisabeth I, Henry VIII. Cela peut être fait avec un très grand soin. Ne rappelons que les soucis que l'élégance de Robespierre causa aux costumiers collaborant à la réalisation de *La Terre et la Vertu*, de Stelio Lorenzi : comment rendre le vert raffiné des habits que portait l'Incorruptible à la Convention ? Lorsque l'on pousse aussi loin le soin du détail, l'événement renaît vraiment sous nos yeux, nous croyons le vivre.

Mais la tentation est grande de transformer la chronique en nouvelle. Une tendance récente conduit à raconter, non les grands hommes, mais des gens ordinaires, personnages imaginaires que l'on confronte à des événements réels. Cela s'est illustré dans deux succès américains, *Racines*, d'une part, et de l'autre, *Holocauste*. Ce sont de bons exemples de ce où peut mener le souci de faire pleurer Margot, — et nos larmes ont coulé aux malheurs de la famille Weiss. N'était le tragique des événements qui forment le décor, c'eût été du mauvais feuilleton, ou du mauvais journalisme. Or l'on connaît les répercussions d'*Holocauste*, le « malheur » qu'il a fait, les débats qui l'accompagnèrent. Une grande part du public ne peut manquer d'être impressionné au point de prendre tout cela pour vrai, et de croire que l'insurrection du *ghetto* était un « ouesterne ».

Ce public ainsi malmené va-t-il faire la différence entre les reconstitutions soigneuses et par exemple, *Les Rois maudits* d'après Druon ou *La Dame de Montsoreau* d'après Dumas père ?

Certains visitent le château de Montsoreau, tout surpris de découvrir dans le *Guide Michelin* (un des grands manuels par quoi les Français apprennent leur histoire), que la Dame aida le Monsieur à attirer l'Amant, le beau Bussy d'Amboise, dans un piège mortel, et que les deux époux vécurent alors, — et longtemps, — heureux, leur couple uni, soudé dans le souvenir du crime. Dur réveil surtout pour ceux qui écrivirent aux réalisateurs du feuilleton télévisé pour leur demander de changer la fin, laissant Bussy vivre, et de trahir ainsi, non seulement l'histoire, mais Dumas. Dur réveil pour un public qui a peur de la réalité quand elle est triste ; et l'histoire n'est pas toujours gaie.

Or, c'est ainsi que les Français ont appris l'histoire, à travers les feuilletons de Dumas et de Zévaco. L'image qu'ils ont de Richelieu est celle que leur ont fourni *Les Trois Mousquetaires* ou *Cinq Mars*. Aujourd'hui la télévision a certes tenté, dans une série de qualité, de restituer une autre image du grand ministre. Mais comment le public peut-il s'y retrouver, faire le juste point entre tous ces cardinaux ?

La télévision charriant le vrai et le faux, tantôt objective et tantôt partielle, mêlant la fiction au réel (et c'est là son essence), étant la meilleure et la pire des choses, le téléspectateur est-il armé pour faire la différence, est-il en mesure de faire le tri ? La télévision nous jette les pièces d'un *puzzle* dont il faudrait assembler les morceaux sans connaître les règles du jeu, sans en avoir un *minimum* de pratique.

3. L'histoire des media n'est pas toute l'histoire

Venons au troisième et dernier défaut. L'histoire des *media* n'est pas toute l'histoire. Elle se fixe sur certains pays, certaines périodes, certains épisodes, certains personnages, certaines alcôves. Ceux qui parlent le plus au cœur, voire aux tripes.

C'est que le goût pour l'histoire, s'il est réel, a des motivations diverses. Certains veulent y trouver des éléments qui les aideront à comprendre le présent, beaucoup cherchent avant tout l'anecdote truculente, — pensons aux *Histoires d'amour de l'Histoire de France* de Guy Breton⁽⁹⁾, — beaucoup s'intéressent aux dessous des cartes, aux mystères, aux secrets, aux énigmes, — Louis XVII et le Masque de Fer. Les *media* font la chasse au public, et sont tentés de flatter ses penchants, tentés de réduire l'histoire à la mesure des voyeurs et les Habsbourgs se racontent alors en trois mots : Sissi, Mayerling, Sarajevo.

A un peuple, on aura tendance à montrer les épisodes qui le valorisent, plus de victoires que de défaites. Sans doute les programmes de télévision circulent-ils de pays à pays et ceci pourrait compenser cela. On verrait Waterloo raconté par Antenne 2 puis par la B.B.C., le vainqueur (moral) ne serait pas le même. Mais on a montré que les programmes circulent à sens unique⁽¹⁰⁾. Nous recevons beaucoup des Etats-Unis, d'Angleterre, de France, peu d'ailleurs, et des réseaux de colonisation culturelle se tressent ainsi.

Sans doute certains pays ont-ils des audaces. J'ai été frappé de voir à Montréal, la Société Radio Canada consacrer une série à *Duplessis*, qui fut premier ministre du Québec. On y voyait ce politicien, vieillissant, répondre à un de ses collaborateurs, inquiet de voir les campagnes que lançait le jeune Pierre Eliot Trudeau contre leur corruption : « Bof, nous aussi, quand on était jeune, on dénonçait la corruption ». A l'époque, Trudeau était encore premier ministre fédéral comme était vivant l'évêque de Sherbrooke que la même série présentait affublé d'une ridicule pudibonderie.

De telles audaces sont-elles concevables ici ? Non certes. Il y a des zones qui doivent rester dans l'ombre, des sujets tabous, des choses à ne pas montrer et à ne pas dire.

L'émission radiophonique consacrée à l'Affaire royale, dans le cadre des *Dossiers de l'après-guerre*, a dû être annulée⁽¹¹⁾. C'était en 1973. On sait les

(9) Elles ont paru en longue série dans l'hebdomadaire *Noir et Blanc* avant de finir en succès du livre de poche dans la collection « Presses Pocket ».

(10) Kaarle NORDENTRENG et Tapio VARIS, *La télévision circule-t-elle à sens unique ?* dans *Etudes et documents d'informations*, n° 70, Paris, U.N.E.S.C.O., 1974.

(11) Voir l'article de Philippe MOUREAUX, dans *Le Peuple*, 10 avril 1973. Du même auteur, on pourra lire *L'information historique à la radio*, dans *Etudes de radio-télévision*, n° 20, pp: 91-95, Bruxelles, R.T.B., 1973.

difficultés que connut le film de Christian Mesnil sur le même sujet, film à bien des égards critiquable, mais qui a le mérite d'exister. Il est passé à la télévision française, — pas à la R.T.B. Ce n'est pas que la France soit plus libérale : on sait que l'émission historique demandée à Jean-Paul Sartre par Antenne 2 fut décommandée sous la pression des intégristes de la majorité.

On ne touche pas à certains événements, ni à certains personnages. Il faut, comme on dit, « du recul ».

Le respect, dans nos pays, ne se perd pas encore. Et puis, la télévision est un « joujou » dangereux. On a tiré un feuilleton de *Jacquou le Croquant* ; il a incité des paysans à se révolter, à manifester leur mécontentement sur les routes. Du coup, le passage d'une autre série, consacrée à *Mandrin*, fut précipitamment reculé : on craignait, cette fois, d'encourager des manifestations contre le fisc. Si *Mandrin* est toujours dangereux, on comprendra qu'*a fortiori* l'on se méfie de l'histoire proche...

Ajoutons que lorsque *Duplessis* fut émis, au Canada, des voix s'élevèrent pour que la série ne soit surtout pas exportée. Qu'aurait-on pu penser, à l'étranger, des Québécois qui avaient porté ce démagogue au pouvoir, — et l'avaient si longtemps supporté ? On lave son linge sale en famille, on veut bien s'autocritiquer, mais que cela reste entre soi.

L'histoire télévisée est prudente. Elle n'est pas toute l'histoire, et comporte d'énormes trous. Comment le téléspectateur pourra-t-il les combler ?

Conclusion

Résumons. L'histoire que nous montre la télévision est dépourvue d'organisation. Elle est confuse. Elle est incomplète. Quels que soient les efforts, quelle que soit la qualité de certaines réalisations marquantes, il ne peut en être autrement.

L'histoire a ses règles, la télévision a les siennes. Et ce ne sont pas les mêmes.

Si la plupart des faits historiques qui sont proposés aujourd'hui au public, et spécialement aux jeunes, leur viennent des *media*, et spécialement de la télévision, ces derniers ne sont pas l'outil qui nous permettra d'éclairer l'ensemble de ces faits, de les intégrer dans l'ensemble de notre savoir, d'en dégager l'expérience utile pour la compréhension du présent, d'en faire un guide pour notre action.

Les *media* ne diminuent donc pas le rôle de l'école, ils le déplacent. L'enseignement ne doit plus avoir pour premier but de nous apprendre des choses, faits et dates, mais bien plutôt l'art d'utiliser les choses apprises par d'autres voies. Ce qui est beaucoup plus difficile.

Or, nous l'avons dit, les responsables démissionnent, renoncent à enseigner l'histoire, se reposent sur les *media*, c'est un scandale, un double scandale, celui de la réduction des horaires, celui de l'affadissement des programmes. Sur ces points, il faudra se battre.

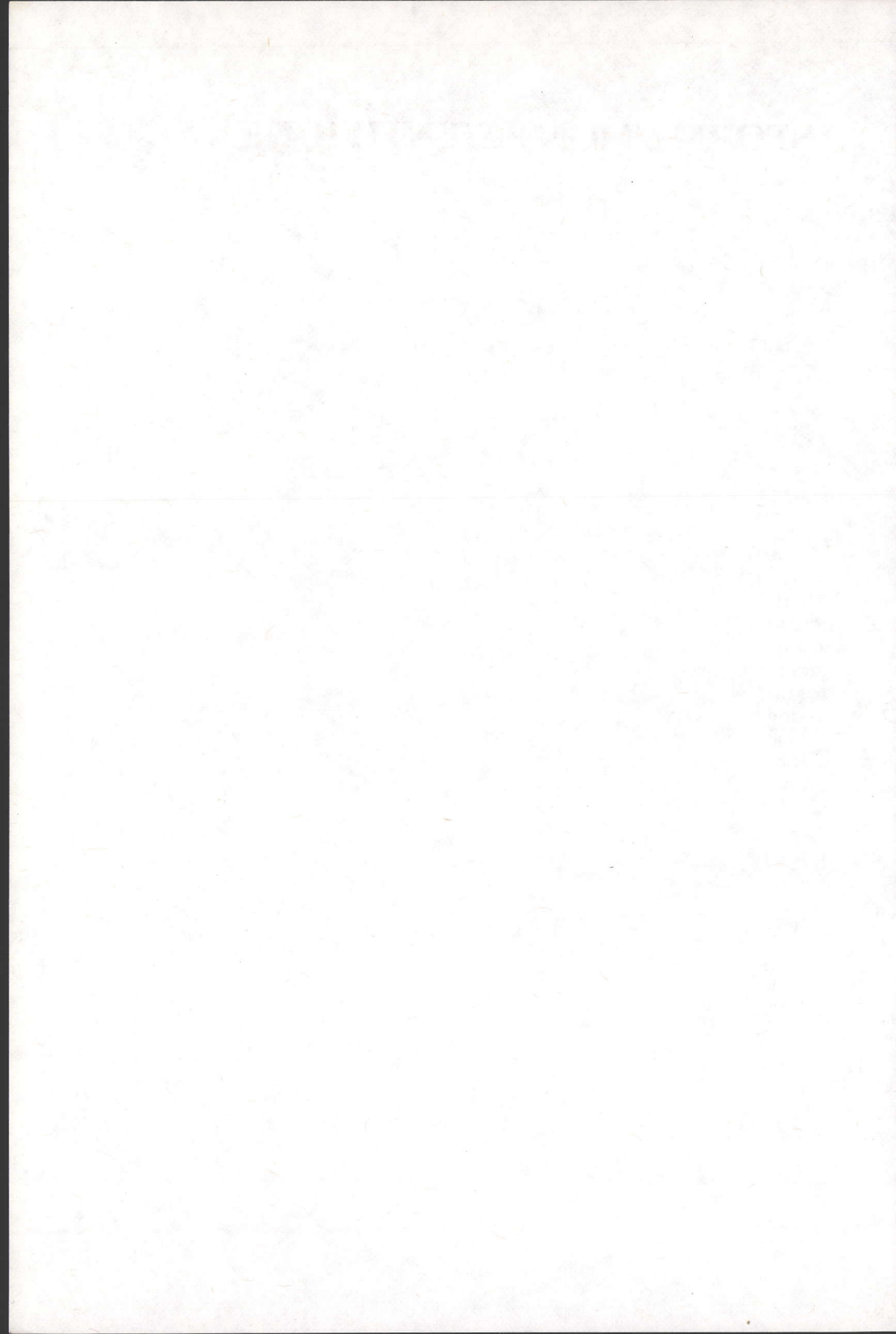
Mais il convient aussi de ne pas oublier nos responsabilités d'enseignants. Apprendre l'art d'utiliser les choses exige une plus grande, une très grande qualité des maîtres.

Il convient que nous sachions nous remettre en cause, et assumer pleinement des responsabilités croissantes pour répondre à des besoins plus exigeants.

Essayons de ne pas l'oublier au cours de cette journée.

Gabriel THOVERON,
Professeur à l'Université libre de Bruxelles
1^{er} décembre 1979

INFORMATION SCIENTIFIQUE



DISTINGUER POUR UNIR

LES CHEMINS ENTRECROISÉS DE L'HISTOIRE DE L'ART ET DE L'ARCHÉOLOGIE

Dans l'état actuel de la science, il est difficile de croire que les pierres parlent comme le prétend je ne sais quel dictionnaire des idées reçues. Tout au plus murmurent-elles, et, encore, ce murmure nous parvient-il de façon confuse et indistincte. Il se passe au fond un phénomène comparable à un poste de radio dont nous entendrions mal les sons : à nous de les amplifier et de les isoler pour en capter le message. Ce n'est pas tout : pour les pierres comme pour la radio, ce message, il faut encore le décrypter, d'après un code déterminé.

Et pourtant, en 1928, un archéologue français de valeur, G. de Jerphanion a intitulé *La voix des monuments*, un ouvrage où, essayant entre autres de distinguer les frontières de l'archéologie et de l'histoire de l'art, il écrit ceci : « L'historien de l'art passe indifférent là où la beauté est absente. Il s'arrête là où elle paraît, même en germe. Il s'occupe avant tout des œuvres capitales : il s'efforce de faire un tableau du développement artistique de l'humanité. L'histoire de l'art est donc l'étude de l'idéal formel de l'art : le style. L'œuvre d'art est étudiée pour elle-même : l'histoire de l'art est quelque chose d'autonome qui trouve en soi sa raison d'être : c'est l'étude de la beauté. L'histoire de l'art s'intéresse assez peu aux origines, son attention va surtout aux périodes de plein développement. Fixer l'âge du monument ne lui est guère nécessaire »⁽¹⁾.

L'archéologie, elle, est tout autre chose. Elle considère le monument exclusivement comme un témoin qui nous livre l'un ou l'autre aspect d'un type de civilisation disparu.

Le document archéologique ne possède, par conséquent, aucune valeur interne, il vaut uniquement par son témoignage. Le domaine matériel de l'archéologie est donc plus étendu que celui de l'histoire de l'art : il comprend non seulement les œuvres d'art mais, en outre, toutes les traces matérielles de l'activité humaine. La plupart d'entre elles n'ont rien à voir avec l'art. A la différence de l'histoire de l'art, l'archéologie s'intéresse avant tout à l'origine des formes, à leur datation dans le temps et à leur localisation dans l'espace.

Sous un titre, dont nous avons relevé l'ambiguïté, G. de Jerphanion a le mérite de poser le problème de la définition des domaines respectifs de l'archéologie et de l'histoire de l'art en termes nets et précis. Pour lui, la séparation de ces disciplines est absolue, l'une est une princesse de la science, l'autre en est l'humble servante.

(1) G. de JERPHANION, *La voix des monuments*, ch. 1 : *Archéologie et histoire de l'art*, Paris, 1930.

En fait, ce n'est pas la première fois que l'on s'attaquait à la question. Avant lui, W. Deonna s'était exprimé avec autant de vigueur, mais dans une sorte de vision cosmique⁽²⁾. Pour le savant conservateur du Musée de Genève, « le vrai but de l'archéologie, c'est l'étude de la vie universelle [...]. Tout le passé fait partie du domaine de l'archéologie. Aucune limite ne la contient, aucune région ne l'arrête ».

Et lorsque notre auteur affirme que « pour l'historien d'art, il n'y a ni beauté, ni laideur », nous ne devons pas être impressionnés par l'opposition fondamentale qui semble séparer deux esprits aussi avertis que G. de Jerphanion et W. Deonna. Ce dernier confond, en effet, constamment archéologie et histoire de l'art. Ce qui le prouve, c'est qu'il assigne à l'archéologie l'étude de l'homme en général, dans ses manifestations *artistiques* les plus diverses⁽³⁾.

Il n'était pas inutile de signaler ces deux prises de position afin de mieux comprendre l'effort de définition qui a été accompli, coup sur coup, de 1945 à 1954, par quatre savants belges.

Le premier d'entre eux est François Mayence, professeur à l'Université catholique de Louvain, et qui a attaché son nom aux fouilles d'Apamée en Syrie, un des fleurons de l'activité de l'école belge d'archéologie antique.

Sous le titre : *Archéologie, art et histoire*, François Mayence a présenté une communication à l'Académie royale de Belgique en 1945⁽⁴⁾.

Son exposé est à la fois une sorte de bilan et de plaidoyer. Toute la première partie est consacrée à énumérer les motifs considérables de satisfaction que l'on peut retirer de la situation de l'archéologie dans l'immédiat après-guerre : création de chaires et d'instituts spécialisés, large écho de cet enseignement dans un public de plus en plus vaste, délivrance de diplômes de plus en plus nombreux, activité des sociétés savantes, conférences de haute vulgarisation, publications d'un haut niveau scientifique, rôle accru des musées non seulement dans la conservation et l'enrichissement de leurs collections mais dans leur mission pédagogique. Bref, on a toutes les raisons de se réjouir, même si le caractère attirant des documents archéologiques ouvre la voie, trop souvent, à la tentation de la facilité et de l'éclat.

François Mayence entend ensuite faire le point et « essayer de déterminer, au point de vue scientifique propre, quel est le domaine de l'archéologie, quelles sont ses possibilités, et quels sont les contacts que, dans bien des cas, elle est appelée nécessairement à avoir avec l'histoire de l'art ».

Pour le savant professeur de Louvain, les sources monumentales que manie l'archéologue embrassent en réalité les vestiges de « tout ce que l'homme a construit, façonné, décoré, travaillé d'une manière quelconque de sa main, depuis les huttes primitives jusqu'aux cathédrales du moyen âge, et depuis le silex ou les modestes tessons de vases des périodes préhistoriques jusqu'aux plus belles productions des fabriques d'Urbino et de Sèvres ».

(2) W. DEONNA, *Les lois et les rythmes de l'art*, pp. 7, 10, 26, 50-51, 80, 82, 87, Paris, Flammarion, 1914.

(3) *Ibidem*, p. 20.

(4) François MAYENCE, *Archéologie, art et histoire*, dans *Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*, 5^e série, t. 31, n^{os} 5-9, pp. 109-129, Bruxelles, 1945.

Retenons de cette première proposition, que l'archéologie n'est pas cantonnée à l'étude d'une époque qui devrait se situer très loin dans le passé, mais qu'elle peut s'intéresser à des périodes proches de l'homme contemporain. Mayence s'accorderait volontiers avec Deonna pour qui « le passé est un éternel présent, et le présent un éternel passé ». Un peu plus loin, il se sépare de G. de Jerphanion en rappelant que les sources monumentales sont des témoins muets, qui ne parlent que par gestes. Si l'on ne peut donc retracer l'histoire par l'utilisation exclusive des documents archéologiques, l'archéologie et l'histoire sont cependant complémentaires tout en agissant « chacune dans son domaine et suivant des méthodes qui leur sont propres ».

C'est avec plus de difficulté, selon lui, que le contact s'établit entre l'archéologie et l'histoire de l'art.

Le principal obstacle viendrait du fait que l'archéologie d'une part, l'histoire de l'art d'autre part, relèveraient de « deux domaines distincts de l'activité intellectuelle : le domaine objectif de la connaissance et le domaine subjectif de l'émotion, qui relève du sentiment ».

En réalité, on ne peut dissocier ces deux disciplines liées à la condition de faire porter tout le poids, dans l'expression « histoire de l'art », sur le mot histoire : de fait, « un tesson de vase primitif ou un mauvais bas-relief de la décadence ont leur place tout indiquée dans l'étude de l'évolution d'un style ».

En conclusion, Mayence se demande si l'opposition factice que l'on crée parfois entre l'archéologie et l'histoire de l'art n'est pas due à ce qu'il appelle « l'idée du temps » : quand on traite de l'antiquité, les termes d'archéologie et d'histoire de l'art seraient synonymes, leur dissociation ne s'aggravant que dans la mesure où l'on aborde des civilisations plus proches de la nôtre. Remarquons, en passant, que Mayence paraît ici remettre en question l'extension chronologique qu'il avait donnée tantôt à l'archéologie. Je passe également sur une réflexion où l'auteur se révèle juge imprudent ou mauvais prophète lorsqu'il restreint à des relations purement occasionnelles le rôle que les sciences exactes peuvent jouer dans les progrès de l'archéologie, et je retiens surtout la dernière recommandation qui, au plan pratique, insiste sur la nécessité de continuer à associer archéologie et histoire de l'art dans le programme des études universitaires.

Six ans après, un autre représentant de l'archéologie devait ébranler avec une singulière vigueur ce qu'il y avait de modéré, — disons aussi d'un peu compassé, — dans la conception conciliatrice et mesurée de François Mayence.

Alors que ce dernier liait par le truchement des virgules l'archéologie, l'art et l'histoire, le chanoine Raymond Lemaire emploie volontairement la conjonction *ou* dans le titre de la communication *Archeologie of Kunstgeschiedenis* qu'il présenta également à l'Académie royale de Belgique, le 8 décembre 1951⁽⁵⁾. Disons tout de suite que cette conjonction est discriminatoire et qu'elle élimine radicalement l'archéologie du monde de la science, au seul profit de l'histoire de l'art.

(5) Raymond LEMAIRE, *Archeologie of kunstgeschiedenis*, dans *Mededelingen der koninklijke Vlaamse academie van wetenschappen, letteren en schoone kunsten van België*, t. 13, n° 4, Bruxelles, 1951.

Comment le bouillant archéologue en arrive-t-il à cette conclusion (radicale et) à ce point révolutionnaire, qu'elle a pu apparaître à certains comme « un aimable paradoxe » ?

Le chanoine Lemaire reprend le problème là où Mayence l'avait laissé. Il existe dans les universités belges un enseignement d'archéologie ; lui-même a enseigné cette discipline pendant cinquante ans, et c'est après une vie totalement vouée à la recherche qu'il se propose de réfléchir sur l'essence même de l'archéologie, de voir en quoi elle diffère de l'histoire de l'art.

Après avoir analysé les points de vue de ses devanciers G. de Jerphanion et François Mayence, le chanoine Lemaire constate avec un pessimisme souriant, que dans l'état actuel des choses, il est absolument impossible de dire avec certitude en quoi consiste spécifiquement l'archéologie et par quoi elle se distingue de l'histoire de l'art.

Cette confusion provient du manque de définition claire de certains termes : en effet, qu'entend-on par sources, qu'est-ce que l'art, qu'est-ce que la beauté ?

En ce qui concerne les sources, l'auteur adopte la distinction traditionnelle entre sources écrites et sources monumentales. Les premières sont des sources directes. Avec Mayence, le chanoine Lemaire estime que les secondes sont des témoins muets, mais ces sources monumentales offrent une complexité supplémentaire par rapport aux sources écrites. En effet, elles ne sont pas uniquement des témoins de faits, elles sont elles-mêmes des faits. En toute rigueur d'analyse, les sources monumentales sont des faits du passé qui ont survécu, qui continuent à vivre jusqu'à et dans notre époque.

Et comme l'histoire est l'étude des faits du passé, les faits monumentaux sont également l'objet d'une discipline bien déterminée : à savoir l'histoire de l'art.

En outre, les œuvres d'art, qui appartiennent à la catégorie des sources monumentales, sont toujours l'expression d'un effort vers la beauté. Or, dans toute beauté gît un élément permanent indépendant de toute notion de temps et d'espace, qui tient à la nature de l'homme. Certaines sources monumentales peuvent être, par conséquent, à l'origine d'une méditation et d'un plaisir esthétiques. Elles revêtent une valeur, d'abord comme *sources* pour l'histoire de la civilisation, ensuite comme *faits* pour l'histoire de l'art. Arrivé à ce stade de la démonstration, notre auteur s'interroge : dans tout cela, quel rôle réserver à l'archéologie ? Selon lui tout dépend de la réponse que l'on donne à la question de savoir s'il existe oui ou non, dans les sources monumentales, des objets qui n'ont rien à voir avec l'art.

Le chanoine Lemaire pense que non : une table de changeur du XV^e siècle est à la fois une source et un document pour l'histoire du mobilier gothique, une œuvre d'art, en même temps qu'une source pour l'histoire financière. Inversement, le portrait de Charles I^{er} par van Dyck est une source artistique qui, comme telle, a sa valeur comme document d'histoire de l'art, mais constitue aussi une source pour l'histoire politique de l'Angleterre au XVII^e siècle. Pour l'auteur dont nous résumons ici la pensée, l'homme s'est toujours efforcé d'habiller d'une certaine beauté chaque ouvrage sorti de ses mains. Il n'y a donc pas de distinction

à faire entre des œuvres en se fondant sur des critères esthétiques : objets beaux ou moins beaux sont les uns et les autres matériaux d'étude pour l'historien de l'art. Ce dernier a donc le droit de s'intéresser à toutes les productions humaines du passé. Par conséquent, l'archéologue comme l'historien de l'art sont tous deux des historiens. Il est, au terme de cette analyse, impossible pour l'archéologie de trouver un terrain qui ne puisse donner accès à l'histoire de l'art. C'est à l'archéologue de céder sa place à l'historien de l'art parce que toutes les œuvres humaines du passé sont dans une certaine mesure des œuvres d'art.

Et au moment de conclure à la disparition pure et simple de l'archéologie, le savant chanoine s'en tire par une pirouette ou un clin d'œil au lecteur, un peu essoufflé par cet exercice de haute voltige, en s'écriant : « Mais qui sait, ne parlerai-je et n'écirai-je pas encore longtemps, si Dieu me prête vie, sur *l'archéologie* ? »

Chemin faisant d'ailleurs, notre auteur a laissé échapper des affirmations fort sujettes à caution. C'est ainsi qu'il s'avise de prétendre que les inscriptions sont purement et simplement des sources littéraires ; qu'il est indifférent de savoir si un texte religieux, économique ou privé a été transcrit sur papyrus ou sur parchemin (et de dépêcher immédiatement la papyrologie dans les oubliettes). Enfin, il dénie à la paléographie et à la diplomatique le droit d'être autre chose qu'un moyen didactique et d'éclairer l'histoire des institutions.

Une démonstration aussi allègrement radicale devait évidemment émouvoir les archéologues dépossédés de leur domaine. La réponse ne tarda pas. Elle vint d'un spécialiste, formé à la rigoureuse méthode de la philologie classique.

Siegfried de Laet, professeur à l'Université de Gand, n'avait cependant pas attendu la prise de position de son collègue louvaniste pour méditer sur l'archéologie et ses méthodes. Il en avait exposé verbalement les résultats en 1949, les avait publiés en 1950, mais la pensée définitive de l'auteur s'exprime dans un ouvrage paru en 1954 sous le titre : *L'archéologie et ses problèmes*(6).

Nous ne nous occuperons momentanément ici que de l'introduction qui traite *in-extenso* le problème évoqué par G. de Jerphanion, François Mayence et le chanoine Raymond Lemaire. Pour Siegfried de Laet, les malentendus qui concernent la nature même de l'archéologie ont, notamment, pour origine l'assimilation abusive de cette discipline avec l'histoire de l'art, assimilation qui remonte à l'époque de l'humanisme et de la Renaissance. Cependant, comme le champ d'investigations de l'archéologie couvre « tous les restes matériels que les civilisations disparues ont laissés dans le sol », il est normal que l'étude des œuvres d'art soit, à l'occasion, intégrée dans le domaine de l'archéologie. A une condition cependant, c'est que l'archéologue s'abstienne de tout jugement de caractère esthétique à propos de l'objet soumis à son analyse. Notre savant collègue se méfie, en effet, des éléments subjectifs que l'historien de l'art n'a pas encore réussi à évacuer de sa vision critique. Celui-ci est encore beaucoup trop tributaire d'un certain impressionnisme. Voilà d'ailleurs ce qui creuse, de plus en plus profondément, le fossé qui sépare l'histoire de l'art de l'archéologie. Cette dernière enregistre, en effet, des progrès constants dans ses méthodes de prospection et

(6) Siegfried J. DE LAET, *L'archéologie et ses problèmes*, coll. « Latomus », Bruxelles, 1954.

d'interprétation et l'on peut considérer que cette rigueur accrue dans la recherche lui a permis de prendre place parmi les disciplines scientifiques dans le sens strict du terme. Peut-on en dire autant de l'histoire de l'art ? Aussi, la rupture entre l'archéologie et l'histoire de l'art est-elle profonde et il apparaît bien inutile, même regrettable, que « l'archéologie reste couplée, dans notre enseignement universitaire, à l'histoire de l'art ».

En réalité, la discipline la plus proche de l'archéologie est incontestablement l'histoire, dont elle est une science auxiliaire. L'une et l'autre se différencient cependant sur plusieurs points : le champ de l'histoire est plus restreint dans le temps et dans l'espace, les informations qu'elle nous livre sur l'organisation sociale de l'antiquité et du moyen âge concernent avant tout les classes privilégiées, enfin les sources qu'elles traitent ne sont pas les mêmes. Toutefois, malgré ces différences, il y a interpénétration intime de l'archéologie et de l'histoire : toutes deux poursuivent le même but « qui est de retracer la lente progression de l'homme de la sauvagerie primitive vers son état actuel de civilisation et de déceler les causes profondes de cette évolution ». Il est donc nécessaire que l'archéologue soit en même temps historien.

D'autre part, les liens de l'archéologie avec d'autres disciplines scientifiques la placent, depuis 1920 environ, au carrefour des sciences historiques et des sciences de la nature.

On le voit, dans cette mise au point où l'auteur s'est engagé tout entier, — avec sa rigueur d'érudit, sa passion de chercheur, un certain goût de la polémique aussi, — les positions unilatérales ne manquent pas.

Face aux attitudes divergentes ou contradictoires de ses confrères, Jacques Lavalleye eut le temps de mûrir sa conception du problème et d'en affiner l'expression depuis 1947, date de la première édition de son manuel, jusqu'à 1972, qui marque la publication de la troisième⁽⁷⁾. Dans le chapitre liminaire des « Généralités », l'auteur ne citait que les disciplines qui relevaient de l'histoire et de la technique dans l'éventail des branches du savoir auxquelles l'archéologie et l'histoire de l'art devaient nécessairement faire appel. En 1972, il y ajoute significativement la philologie, les sciences physiques, chimiques ou naturelles.

D'autre part, on peut trouver étonnant qu'en 1972, il estime encore que « si l'expression *archéologie du moyen âge* est admise, il est moins courant de parler d'*archéologie des temps modernes* ». L'évolution actuelle de l'archéologie a définitivement annulé cette restriction et elle a même élargi le champ de ses recherches à l'archéologie industrielle.

En ce qui concerne l'épineuse question relative à la répartition des domaines d'investigation respectifs de l'archéologie et de l'histoire de l'art, Jacques Lavalleye remarque, dès l'abord, que toutes deux s'occupent des témoins monumentaux légués par le passé. « L'archéologie et l'histoire de l'art envisagent la même matière : les monuments et œuvres d'art du passé dans toutes les parties du monde depuis les origines les plus lointaines ». Ceci posé, notre savant devancier voit plus de différences que d'affinités entre les deux disciplines. Pour lui,

(7) Jacques LAVALLEYE, *Introduction à l'archéologie et à l'histoire de l'art*, 3^e éd., Gembloux, Duculot, 1972.

l'archéologie est plus compréhensive que l'histoire de l'art puisque « elle étudie le témoin monumental du passé, y compris l'œuvre d'art, comme un document historique ».

Cependant, il existe une distinction essentielle entre l'attitude de l'archéologue et de l'historien de l'art. Ce dernier intervient au moment où l'archéologue a déblayé le terrain et dégagé les caractéristiques d'un monument, — c'est-à-dire d'un document historique. Sur ce document, l'historien de l'art émet un jugement de valeur fondé sur des critères esthétiques ; il effectue donc un choix dans le matériel découvert par l'archéologue. Celui-ci n'a pas à opérer de discrimination dans l'énorme masse d'objets qu'il a rassemblés : il accepte tout, depuis le tesson de poterie jusqu'à la cathédrale. L'historien de l'art, en revanche, se doit d'être éclectique. Ne l'intéresse que « le monument, — l'œuvre d'art en tant que telle, — ayant un contenu spirituel, reflétant un aspect de la beauté ». Certes, continue Jacques Lavalleye, « l'histoire de l'art est incontestablement une branche de l'histoire », mais sa mission dépasse les objectifs spécifiques de l'histoire, car elle doit « préciser le travail de l'intelligence réalisant dans la matière certaines règles idéales ». En effet, l'histoire de l'art analyse les éléments de beauté que recèlent les monuments, elle est l'étude de l'évolution artistique de l'humanité⁽⁸⁾.

A tout bien considérer, les positions de Siegfried de Laet, en tant qu'archéologue, et celles de Jacques Lavalleye, en tant qu'historien de l'art, sont très proches l'une de l'autre : il y a une différence essentielle entre l'archéologie et l'histoire de l'art. Cependant, Jacques Lavalleye insiste fortement sur le caractère scientifique de la démarche et de la méthode de l'historien de l'art, ce que paraît mettre en doute son collègue de l'Université de Gand. En revanche, les deux disciplines se rejoignent dans la mesure où elles sont, l'une et l'autre, une branche de l'histoire de la civilisation.

En résumé, l'archéologie serait plus extensive que l'histoire de l'art, tandis que l'histoire de l'art serait plus sélective que l'archéologie.

A ce niveau, ne serait-il pas utile, pour trancher la controverse, de recourir aux méthodes de la mathématique moderne et d'insérer les données du problème dans la théorie des ensembles⁽⁹⁾ ?

A première vue, il semble que cette expérience soit praticable. On peut en effet, concevoir trois ensembles constitués par des objets : H (l'ensemble des objets de la classe d'histoire), A (ensemble des objets de la classe d'archéologie), I (ensemble des objets de la classe d'histoire destinés à l'armoire d'histoire de l'art).

Les objets en question sont respectivement une liasse d'archives (a), la photographie d'une cathédrale (c), un livre illustré (l), la photographie d'une peinture rupestre (p), un silex taillé (s), un tesson de poterie (t).

En présence de ces données, on peut dessiner un ensemble H et, à l'intérieur de cet ensemble, situer les objets a, c, l, p, s, t.

(8) J. LAVALLEYE, *op. cit.*, pp. 27 sv.

(9) Je me fonde ici sur les ouvrages bien connus de Georges Papy, professeur à l'Université libre de Bruxelles et rénovateur de la méthodologie de la mathématique.

L'objet *a* ne rentrant spécifiquement ni dans l'ensemble *A* ni dans l'ensemble *I*, appartient seul à l'ensemble *H* et forme, par conséquent, ce que l'on appelle un singleton. D'autre part, l'ensemble *A* et l'ensemble *I* rentrent complètement dans l'ensemble *H*. L'on écrira donc : $H = (a, c, l, p, s, t)$.

Quels seront ensuite les objets contenus dans l'ensemble *A* ? On en retranchera *a*, spécifique à *H* et on y inclura tout le reste. D'où $A = (c, l, p, s, t)$.

L'armoire d'archéologie est, par conséquent, bien remplie. Mais que mettre alors dans l'armoire d'histoire de l'art ?

C'est ici que les difficultés commencent et elles se révéleront pratiquement insurmontables, car l'accord ne peut se faire sur l'énoncé d'une propriété caractéristique des ensembles *A* et *I*. Dans son traité de *Mathématique moderne*, Georges Papy, le savant exégète de la théorie des ensembles fait justement remarquer qu'« il importe de se méfier et d'écarter les propriétés peu claires ». Et de citer en exemple la phrase : « les élèves de notre classe qui ont des yeux bleus ». Pour notre auteur, cette propriété est de nature subjective et ne définit pas un ensemble au sens de la mathématique⁽¹⁰⁾. Le tableau ci-dessous permet d'ailleurs de constater l'irréductibilité des positions des spécialistes dont nous avons évoqué le témoignage.

Jerphanion	l'archéologie contient l'histoire de l'art
Lemaire	l'histoire de l'art contient l'archéologie
Deonna	l'archéologie est l'histoire de l'art
de Laet	l'archéologie n'a rien à voir avec l'histoire de l'art
Mayence	l'archéologie et l'histoire de l'art couvrent deux domaines distincts de la recherche, mais elles sont complémentaires
Lavalleye	l'archéologie contient l'histoire de l'art, mais celle-ci étudie une partie de la documentation archéologique d'une manière spécifique
Tous	l'archéologie et l'histoire de l'art font partie de l'histoire de la civilisation

Lorsque Georges et Frédérique Papy ont demandé à une élève aux yeux brun foncé et à une autre aux yeux bleu clair de déterminer les condisciples de leur classe qui, à leur avis, avaient les yeux bleus, la première en a isolé 10 et la seconde 3⁽¹¹⁾.

(10) PAPY G. avec la collaboration de F. PAPY, *Mathématique moderne*, t. 1, p. 7, Bruxelles-Montréal-Paris, Didier, 1968.

(11) *Ibidem*, p. 7.

Si nous appliquons le résultat de cette expérience décevante au problème qui nous préoccupe, nous nous apercevons que le critère esthétique, que la notion d'art ou de beauté constitue, en l'occurrence, l'élément perturbateur d'une définition précise des champs respectifs de l'archéologie et de l'histoire de l'art. Entre les deux disciplines, ce n'est donc pas tant un système de relations qu'un système de proportions qui doit conduire à les distinguer l'une de l'autre.

Lorsqu'un archéologue étudie la structure d'une cathédrale et en analyse les éléments constitutifs, il fait d'abord et essentiellement de l'archéologie. Mais il lui sera bien difficile, au terme de son enquête, de ne pas empiéter sur l'histoire de l'art en se fondant sur l'histoire du sanctuaire et en étudiant l'effet final qu'exprime le monument, lorsqu'il inscrit sa masse et ses volumes dans l'espace, dans un rythme et un style qui ressortissent de l'esthétique et de l'évolution des formes. L'archéologue mettra donc finalement en œuvre, trois quarts de recherche archéologique et un quart d'histoire de l'art. Mais l'historien de l'art, analysant la même cathédrale en dosera l'étude dans les proportions inverses. Un tesson de poterie appartient, dans une mesure encore plus grande, à l'archéologue ainsi que le silex taillé. Cependant, devant certains exemplaires de bifaces en feuille de laurier de la période solutréenne, l'archéologue peut céder un peu de son terrain à l'historien de l'art, en raison des qualités artistiques indéniables de ces objets. Et que dire de l'art pariétal de l'époque magdalénienne, que peuvent se partager dans des proportions difficilement distribuables, l'historien de l'art et l'archéologue ?

Il est légitime de s'étonner, avec Siegfried de Laet, que certains historiens de l'art poussent la déformation professionnelle jusqu'à « voir une œuvre d'art dans chaque objet quelque peu ancien »⁽¹²⁾.

Il y a cependant tout un potentiel émotif qui s'attache à l'outil le plus humble, dont le manche, usé et poli par la main de l'ouvrier qui l'a utilisé, exprime l'adéquation parfaite de la forme à la fonction et, par le fait même, est porteur de beauté. Les ouvrages qui, ces dernières années, se sont multipliés sur l'outillage des métiers les plus divers montrent d'ailleurs bien la fragilité de certaines frontières artificiellement créées.

Il n'est pas même, dans le travail le plus banal du technicien de fouilles le plus réfractaire à toute sollicitation subjective, de moments privilégiés qui ne lui apportent une émotion de nature esthétique, extérieure à l'objet, et qui participe de la tension passionnée du chasseur, de celui qui poursuit sa proie et qui, l'ayant trouvée, tient dans ses mains un fragment du passé. Que ce fragment soit un tesson informe, un carreau de céramique ou le col brisé d'une poterie, peu importe et peu importe aussi que cet objet soit dépourvu de qualités artistiques particulières. Par le fait même qu'il est le témoignage de l'activité de l'homme, créateur de formes et ressuscité brusquement grâce à cet acte créateur et cette forme, l'objet archéologique est doté d'une charge affective spécifique qui le soustrait à la catégorie des objets de tous les jours.

Pour résumer cette longue analyse, nous pourrions donc conclure que si l'archéologie et l'histoire de l'art sont des disciplines différentes l'une de l'autre, elles ne sont jamais indifférentes l'une à l'autre.

(12) S.J. DE LAET, *op. cit.*

C'est pourquoi on n'insistera jamais assez sur l'absolue nécessité de continuer à les associer dans les programmes d'enseignement des sections universitaires qui portent, à juste titre, la dénomination « d'histoire de l'art et d'archéologie ». S'il est, en effet, indispensable de « distinguer » dans un premier temps, c'est pour mieux « unir » dans une démarche ultime, qui restitue à l'homme l'intégralité de sa puissance, créatrice de formes et d'objets⁽¹³⁾.

Nous n'avons pas cependant fini de disserter et de discuter sur les définitions. A un autre niveau de la réflexion, trois évidences s'imposent à nous.

L'archéologie s'inscrit profondément dans le temps puisqu'elle s'est fixé pour objectif l'étude de tous les vestiges que l'homme et les civilisations ont laissés de leur activité matérielle, l'analyse de toutes les traces d'un long et incessant apprentissage à travers les siècles.

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, l'histoire de l'art, qui porte dans son appellation même les preuves de son insertion dans une évolution chronologique, échappe en quelque sorte au temps depuis que le structuralisme, l'approche synchronique des problèmes et, dans une certaine mesure, la psychologie appliquée à la création artistique, ont exalté le caractère symbolique de l'image et scruté les ressources de la sémiologie.

Cependant, qu'il s'agisse d'archéologie ou d'histoire de l'art, l'homme est sans cesse et partout présent. C'est lui qui façonne les objets qu'étudie l'archéologie, c'est lui qui leur confère parfois cette beauté qui les place dans le domaine de l'histoire de l'art. Grâce à lui le temps et l'image se rejoignent. Bien loin d'échapper à toute contingence, l'homme éternel selon Pascal est un être essentiellement historique : il exprime la permanence de son activité fabricante et de son pouvoir de création à travers les formes les plus diverses des civilisations.

Aussi, n'est-il pas étonnant que les savants auteurs, qui disputaient tantôt des secteurs spécifiques de l'histoire de l'art et de l'archéologie, soient unanimes à intégrer ces deux disciplines dans l'histoire et la recherche historique.

Est-ce à dire cependant qu'il suffit de leur appliquer les règles et les méthodes de la critique historique ?

Déjà, Siegfried de Laet, tout en reconnaissant que l'archéologie était une science auxiliaire de l'histoire entendait insister sur ce qui distinguait, ou mieux, séparait, les deux disciplines : bornes chronologiques plus étroites imposées au champ d'activité de l'historien, limitation du même historien à quelques régions privilégiées du globe, restrictions de son information qui privilégie l'étude des classes aisées de la société. En regard, l'archéologie embrasse une matière bien plus vaste et plus significative⁽¹⁴⁾.

Après avoir assuré ainsi la prééminence de l'archéologie, l'éminent spécialiste affirme cependant que « l'histoire et l'archéologie, somme toute, poursuivent le même but, qui est de retracer la lente progression de l'homme de la sauvagerie primitive vers son état actuel de civilisation et de déceler les causes pro-

(13) « Distinguer pour unir ». On aura déjà constaté que je reprends textuellement cette proposition au philosophe français Jacques Maritain.

(14) S.J. DE LAET, *op. cit.*

fondes de cette évolution ». C'est pourquoi, « il est nécessaire que l'archéologue soit en même temps historien » et qu'il applique « à sa propre discipline, avec la sévérité mais aussi toute la souplesse requises, les règles de la critique historique ». Mais, en plus, il lui sera indispensable de maîtriser les éléments fondamentaux des sciences de la nature, puisque les sources qu'il utilise sont différentes de celles qu'exploite l'historien⁽¹⁵⁾.

A l'heure actuelle, cependant, « l'archéologie nouvelle » a pris, sur plusieurs points, le contrepied des positions de Siegfried de Laet, dans la mesure où l'archéologie semble s'éloigner de l'histoire pour devenir un gigantesque appareil de techniques parmi lesquelles l'expression mathématique joue un rôle de plus en plus considérable⁽¹⁶⁾. Nous aurons l'occasion d'analyser plus loin et avec plus de détails cette conception patronnée en France par Jacques Le Goff et Pierre Nora, et exprimée, entre autres, par Alain Schnapp.

Parallèlement à l'attitude de Siegfried de Laet, concernant les rapports entre l'archéologue et l'historien, Jacques Lavalleye, — qui était docteur en sciences historiques et archiviste-paléographe, — a défendu avec force la dépendance absolue de l'histoire de l'art envers l'histoire. Il écrit notamment : « L'histoire de l'art est incontestablement une branche de l'histoire, cette science qui étudie le développement de l'humanité considérée dans ses rapports sociaux : elle fait partie de l'histoire spéciale ou histoire de la civilisation, au même titre que l'histoire des littératures, l'histoire des sciences, l'histoire économique, etc. »⁽¹⁷⁾.

Dans ce domaine également, les conceptions nouvelles qui se sont fait jour à propos de l'histoire de l'art prennent de plus en plus leurs distances à l'égard de l'histoire, en mettant en œuvre des méthodes d'investigation originales. De même que pour l'archéologue, le travail de l'historien d'art ne peut se limiter à la stricte application des règles traditionnelles de la critique historique. Une des raisons principales de cette évolution réside dans le fait que l'on a pris de plus en plus nettement conscience de la valeur symbolique de l'œuvre d'art et de son aspect sémiologique.

Il reste à préciser les relations qu'entretient l'histoire de l'art avec la critique d'art et l'esthétique.

A première vue, il est aisé de distinguer ce qui est la part de l'histoire de l'art et ce qui est du ressort de la critique d'art. Cette dernière est fortement insérée dans l'actualité. Comme l'histoire de l'art, elle émet un jugement de valeur, mais exclusivement sur la création contemporaine, sur la production des artistes vivants. Son mode de référence est tributaire des courants esthétiques du temps. Est-ce à dire qu'elle est infirme par rapport à l'histoire de l'art ? Waldemar George pense exactement le contraire lorsqu'il écrit : « La critique d'art et l'histoire de l'art sont deux formes d'activités distinctes »... et de citer deux des plus grands critiques d'art, pour les opposer aux historiens : « Créateur de mots,

(15) *Ibidem*.

(16) A cet égard, cfr par exemple David L. CLARKE, *Analytical archaeology*, Londres, 1968 et tout spécialement les chapitres 12 et 13 : *Numerical taxonomy and statistical aids* et *Computer methods and examples*. Compte rendu de J.C. GARDIN dans *Revue archéologique*, pp. 117-122, 1970.

(17) J. LAVALLEYE, *op. cit.*, p. 26.

Apollinaire suivait sans effort les méandres de la pensée plastique de Picasso. Baudelaire, ce magicien du verbe, entendait parfaitement le langage d'Eugène Delacroix qui était lettre morte pour les historiens férus de tradition »⁽¹⁸⁾.

C'est précisément à propos de créateurs hors-mesure comme Picasso, dont la longévité artistique et la puissance d'invention se sont exprimées pendant une période d'une durée exceptionnelle, que le problème des frontières entre la critique et l'histoire est malaisé à résoudre. En effet, du vivant de l'artiste, l'historien de l'art pouvait réclamer pour lui Picasso en arguant du fait qu'il jouissait d'un recul suffisant pour installer l'œuvre du peintre dans une perspective historique : l'énorme production de livres, parus du vivant de Picasso, en est le témoignage le plus probant. D'autre part, l'étonnante mobilité créatrice du peintre pouvait réserver encore bien des surprises et le soumettre encore longtemps à l'appréciation du critique d'art.

D'autre part, la confusion entre l'histoire de l'art et la critique d'art a parfois été encouragée par les spécialistes eux-mêmes. Lionello Venturi est l'auteur d'une *Histoire de la critique d'art*, qui est en réalité une historiographie de l'histoire de l'art⁽¹⁹⁾. Un essayiste, peu connu à l'étranger, mais qui a joui d'une notoriété certaine en Belgique grâce à son activité dans le journalisme, Sander Pieron, a écrit une *Histoire de la critique d'art* dans laquelle il entretient une confusion constante entre l'histoire de l'art et la critique d'art⁽²⁰⁾. Pour lui, cette dernière est tantôt « une conseillère affectueuse de l'art », tantôt « une sœur cadette de l'histoire de l'art ». En réalité, il convient de revenir à la mise au point de Jacques Lavalleye lorsqu'il rappelle que « le facteur temps, qui est capital pour l'historien de l'art, n'existe pas pour le critique d'art qui commente l'actualité ». La tâche de ce dernier « consiste à classer, à sélectionner parmi l'immense production artistique contemporaine [...]. Ses avis ont valeur d'essais, de témoignages que le futur historien de l'art recueillera précieusement, se réservant le droit de les soumettre aux rigoureuses opérations de la critique scientifique, lorsqu'un recul suffisant lui permettra d'envisager la totalité des faits et l'ensemble des sources, en toute sérénité et indépendance »⁽²¹⁾.

On pourra estimer exagérément optimiste la vision de l'éminent spécialiste en ce qui concerne « la totalité des faits », « l'ensemble des sources », la « sérénité » et « l'indépendance » de l'historien de l'art, mais on lui donnera raison pour le fond. En fait, l'historien de l'art se trouve en face du critique d'art, dans la même position que l'historien traditionnel devant les partisans actuels de ce que l'on appelle « l'histoire immédiate ».

Les liens entre l'histoire de l'art et l'esthétique sont, certes, de nature moins ambiguë et moins dichotomique. L'histoire de l'art ne cesse, en effet, de se nourrir des principes dégagés par l'esthétique et l'on pourrait considérer qu'elle n'existerait pas sans elle. D'aucuns seraient d'ailleurs enclins, soit à nier la réalité d'une histoire de l'art, soit à considérer que l'histoire de l'art se fond totalement dans l'esthétique. C'est ainsi que Paul Klee rejette, à un moment de sa vie,

(18) Waldemar GEORGE, *Paradoxes sur l'art*, p. 102.

(19) Lionello VENTURI, *Histoire de la critique d'art*, Bruxelles, Editions de la connaissance, 1938.

(20) Sander PIERRON, *Histoire de la critique d'art*, Bruxelles, Bieleveld, s.d.

(21) J. LAVALLEYE, *op. cit.*, pp. 29-30.

l'histoire de l'art lorsqu'il affirme la vanité d'étudier l'évolution d'un artiste à travers ses productions successives et la nécessité d'analyser chaque œuvre d'un peintre comme si celle-ci était un tout indépendant, unique, et se suffisant à soi-même⁽²²⁾. A l'autre bout, le structuralisme et la sémiologie tendent à abolir toute reconstitution chronologique de la création artistique, et il n'est pas jusqu'à l'archéologie qui ne soit touchée par ce courant novateur qui étudie formes et schémas dans une perspective synchronique ou anhistorique.

Pour nous, il est temps de prendre position. Notre point de vue s'est déjà exprimé au cours de ce rapide aperçu de la littérature. On a vu notre souci de séparer, d'isoler la part de chaque discipline, d'en établir la spécificité. L'archéologie et l'histoire de l'art appartiennent à l'histoire mais elles ne lui appartiennent pas tout entières. D'autre part, elles relèvent exclusivement de l'homme, elles sont nées de sa capacité à façonner l'outil, à créer l'œuvre d'art. Par ce don qu'il ne partage avec personne, l'homme est tout à la fois unique et multiplié. L'Azilien qui affûte son harpon en bois de cerf et Salvador Dali peignant le triomphe de Christophe Colomb se livrent, chacun de son côté et à des millénaires de distance, à une occupation qui les distingue, qui les isole dans le monde créé. Mais, ce faisant, ils se situent dans une tradition qui les rend solidaires des générations qui les ont précédés et qui leur succéderont : le premier prend la suite des Magdaléniens utilisant le harpon en bois de renne et devance les harpons d'os incrustés de microlithes, le second assure la relève de son cher Meissonnier, et prépare l'éclosion des hyperréalistes. Avant eux, l'énorme enfantement de la nature n'a pas eu de témoins : pendant des millénaires, les fougères géantes de l'époque carbonifère ont inscrit leurs découpures sur les ciels du crépuscule, les glaciers ont poursuivi leur lent mouvement de flux et de reflux bleuâtre sur le socle des continents. Toute la grandeur épique de ces tensions gigantesques s'est développée en dehors de l'homme. Avec lui, et rien qu'avec lui, tout commence : la pensée rationalisante, le vêtement, la notion du temps qui s'écoule, l'image qui fixe l'éternité.

Dans cette perspective, on conçoit que, parmi toutes les méthodes d'approche de l'homme fabricant et créateur, je privilégie celles qui accordent à la psychologie une importance fondamentale. Sans doute, l'historiographie de l'histoire de l'art ne s'arrêtera pas à René Huyghe. On reconnaîtra néanmoins à ce dernier l'immense mérite d'avoir cristallisé l'analyse psychologique au cœur d'une enquête totale sur l'activité artistique de la préhistoire à l'époque contemporaine⁽²³⁾. D'autre part, Rodolf Arnheim a disséqué en psychologue professionnel, les mécanismes qui, chez l'homme, provoquent l'expression, l'émotion, l'abstraction, — tous éléments indissolublement liés à la création de l'œuvre d'art⁽²⁴⁾.

Par ce procédé qualitatif, qui ne dénie cependant pas toute valeur à l'élément quantitatif, on peut espérer retrouver, à travers les distinctions exquises chères à Saint-Evremond, l'unité essentielle de la science et de l'art.

Jacques STIENNON,
Professeur à l'Université de Liège

(22) Paul KLEE, *Journal*, trad. française de Pierre KLOSSOWSKI, p. 235, Paris, 1959.

(23) René HUYGHE, *Sens et destin de l'art*, 2 vol., coll. « Images et idées », Paris, Flammarion, 1967.

(24) Rodolf ARNHEIM, *La pensée visuelle*, trad. de l'américain par Cl. NOEL et M. LE CANNU, Paris, Flammarion, 1976.

L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE, UNE SOURCE POUR L'HISTOIRE DU MODE DE VIE DANS UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

PREMIÈRE PARTIE

Introduction

Après l'intérêt manifesté pour l'histoire démographique et l'histoire des prix au cours des années '50 et '60, c'est aujourd'hui l'histoire des mentalités ainsi que l'archéologie industrielle qui sont devenues les orientations de recherche et les courants les plus marquants de l'activité historique. L'archéologie industrielle comme telle pourrait, dans une certaine mesure, apparaître comme une sorte de mode de la dernière décennie en fonction de l'actuelle crise économique, d'une possible fin de la période industrielle et certainement de ses limites dont nous prenons de plus en plus conscience.

L'archéologie industrielle est ainsi une sorte d'épiphiénomène de la prise de conscience contestataire et écologique. Mais elle pourrait tout aussi bien préparer une nouvelle expansion industrielle, qui sauvegarderait le bien-être atteint et l'étendrait au reste du monde. On y retrouvera donc une certaine passion pour cette période dure et sombre doublée d'un cynisme du genre *punk*, qui préfère envisager sans fard ce côté peu reluisant de notre histoire. Enfin, elle pourrait également être un de ces nombreux symptômes de la mentalité *rétro* des années '70. L'expression « archéologie industrielle » porte en elle-même cette ambigüité. Il est, me semble-t-il, encore trop tôt pour apprécier historiquement et en dehors de son cadre chronologique, cet engouement pour l'archéologie industrielle. Mais en dépit de son succès récent, il faut rappeler que l'expression est d'origine anglaise et qu'elle a été tenue sur les fonts baptismaux au cours des années '50. Il n'y a rien de surprenant à ce que ce soit précisément dans le pays qui fut le premier à atteindre un certain état de bien-être, mais aussi la fin d'une époque par le vieillissement de son économie industrielle.

C'est au cours des années '60 que la « nouvelle » science a fait sa percée à la faveur de la polémique qui a surgi de la démolition de la Porte dorique de la gare d'Euston à Londres. Kenneth Hudson, Neil Cossons et Ralph Buchanan en furent les protagonistes et, par leurs écrits⁽¹⁾, ils en posèrent les premiers jalons. C'est alors que fut créée la revue *Industrial Archaeology* et que fut commencé le catalogue général *National Record of industrial monuments*. C'est alors également que furent mis sur pied, dans plusieurs régions et localités, de nombreux

(1) K. HUDSON, *Industrial Archaeology, An Introduction*, Newton Abbot, 1966 ; IDEM, *Handbook for Industrial Archaeology*, Londres, 1967 ; R. BUCHANAN, *Industrial Archaeology in Britain*, Londres, Pelican, 1972 ; N. COSSONS, *The BP book of Industrial Archaeology*, Londres, 1975.

comités, créés le plus souvent à partir d'un musée ou de la conservation de vestiges dignes d'intérêt. Le plus important est l'*Ironbridge Museum* à Tilford que dirige Cossons. En réalité, on pratiquait déjà auparavant en Angleterre l'archéologie industrielle selon toutes les règles de l'art et sur une grande échelle sans qu'on la baptisât de ce nom. En 1919 déjà, la commémoration Watt avait fait naître le *Newcomen society for the study of engineering an technology* qui suscita l'intérêt pour l'histoire de l'industrialisation. La *Railway and canal historical society*, elle aussi, a exploré ce terrain. Que cette passion typiquement britannique pour les vieilles machines ne soit manifestée dans une atmosphère de kermesse, sous forme de rallyes ou dans des espèces de *Disneyland*, ne porte nullement préjudice à son caractère scientifique.

Du reste, l'archéologie industrielle ne constitue nullement une exclusivité du pays le plus anciennement industrialisé. Ainsi le musée en plein air de Lillehammer en Norvège, mis sur pied sous l'impulsion de A. Sandwik et consacré à l'histoire de la culture artisanale traditionnelle, a été enrichi d'un musée industriel, tout proche, à Maihaugen, dirigé par S. Grieg.

Mais si l'on considère l'intérêt pour la culture matérielle qui s'est manifesté dans la création des musées de plein air, et dont on trouve des illustrations aux Pays-Bas, en Suède, en Belgique et en Roumanie, on peut y découvrir des débuts de l'archéologie industrielle, même si ce mouvement s'inspirait plutôt d'un mouvement néo-romantique de défense de la campagne traditionnelle contre la ville industrialisée. Cette opposition toute artificielle entre culture matérielle artisanale et culture industrielle fut abandonnée dans les années '60, lors de l'érection en Pologne de l'*Institut d'histoire de la culture matérielle*⁽²⁾ qui s'est déjà imposé par une série de publications substantielles. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que, depuis le début du siècle déjà, sont nés dans de nombreux pays des musées d'histoire des sciences et de la technique notamment des musées du chemin de fer, et ce, même en dehors d'Europe, comme à Recife, au Brésil, par exemple. Ce rôle de pionnier est trop souvent perdu de vue par les promoteurs actuels de l'archéologie industrielle. Mais il est bien vrai que ces initiatives étaient trop exclusivement concentrées sur elles-mêmes et sans relation fondamentale avec l'histoire générale.

Il peut paraître surprenant, à première vue, que l'école historique française, et en particulier le groupe des *Annales*, qui pourtant a servi de tremplin à tant de nouveaux récents, soit restée étrangère au début à l'archéologie industrielle. Cela résulte manifestement d'une certaine allergie à la terminologie anglo-saxonne et à son pragmatisme. De plus, les thèses les mieux établies concernant la révolution industrielle y ont souvent trouvé des contradicteurs et n'oublions pas qu'en France l'industrialisation s'est produite assez lentement et sans des choix très marqués. Il faut toutefois souligner ici l'importance de l'ouvrage de Fernand Braudel, *Civilisation matérielle et capitalisme* paru aux Presses universitaires de France en 1967. Il y réussit remarquablement à intégrer l'histoire de la culture matérielle à l'histoire générale. La question qui se pose évidemment, est de savoir

(2) J. PAZDUR, *L'histoire de la culture matérielle en Pologne*, dans *Annales, Economies-Sociétés-Civilisations*, n° 17, pp. 75-84, Paris, 1962.

s'il y parviendra également dans la suite de ce travail, qui traitera précisément de la *révolution industrielle*. Les travaux de R. Taton et M. Daumas méritent également d'être mentionnés⁽³⁾. D'autre part, on se préoccupe maintenant également d'archéologie industrielle dans le vieux bastion de l'industrie française, au Creusot, ainsi qu'à l'Université de Clermont-Ferrand. On y a conçu l'idée ambitieuse d'un éco-musée qui, sous la conduite du médiéviste Georges Duby, pourrait être appelé à jouer un rôle actif pour faire découvrir, sauvegarder et développer ses valeurs propres dans la région tout entière et sa communauté sociale.

En Belgique, la notion d'archéologie industrielle fut lancée, vers 1970, par Georges Van den Abeelen, secrétaire de la *Fédération des entreprises de Belgique*⁽⁴⁾. Sur le terrain universitaire, elle trouva un écho immédiat au séminaire de Jan Dhondt, à l'Université d'Etat de Gand où un groupe de travail fut mis sur pied, ainsi qu'au Centre universitaire de l'Etat à Mons, chez Marinette Bruwier et aux Facultés universitaires Saint-Ignace à Anvers où un Centre d'histoire de l'entreprise est dirigé par R. Baetens. La première étude sortit toutefois de la Section d'histoire de l'art de l'Université catholique de Louvain. Elle était l'œuvre de F. Roelants du Vivier et traitait du Bois-du-Luc⁽⁵⁾. Le doctorat de L. de Saint-Moulin, *La construction et la propriété des maisons, Expressions des structures sociales, Seraing depuis le début du XIX^e siècle* (Bruxelles, *Pro Civitate*, 1969), sous la direction du professeur J.A. Van Houtte, ouvrait également la voie à des études d'archéologie industrielle sur l'habitat ouvrier. A l'Université libre de Bruxelles, le professeur Stengers et d'autres ont également mis sur pied de beaux travaux sur les débuts de la société industrielle.

La redécouverte et le sauvetage du Grand Hornu, ainsi que la restauration de ce complexe industriel exceptionnel ont sensibilisé, chez nous, un large courant d'opinion à l'archéologie industrielle et, sous l'impulsion de Georges Van den Abeelen, on mis sur pied, en 1973, un Centre d'archéologie industrielle. Sa première tâche fut de dresser un inventaire du patrimoine industriel. Plusieurs colloques furent organisés. Le premier à Mons, le second à Bruxelles. Ils furent consacrés au logement des travailleurs. Le troisième, à Anvers, eut pour thème l'équipement portuaire, le quatrième, celui de Maffle, l'exploitation des carrières. Le cinquième eut lieu à Liège en mai 1977. La même année, en novembre, fut encore organisé un congrès à Gand consacré spécialement au textile. On édita dans les deux langues, un bulletin d'informations et, à la fin de 1975, une importante exposition fut organisée à Bruxelles⁽⁶⁾. De plus modestes suivirent, comme par exemple à Tongres en décembre 76 - janvier 77, avec, pour thème *L'homme et la machine - l'archéologie industrielle dans les deux Limbourgs (1750-1940)*, à Liège en mai 1977, *Archéologie industrielle et arts plastiques*, ou encore à Gand

(3) L'ouvrage de Fernand Braudel a été remanié et publié en trois volumes, — dont il a été rendu compte dans le numéro 62 des *Cahiers de Clio*, — en 1979 (N.D.L.R.). R. TATON, *Histoire générale des sciences*, Paris, P.U.F., 1961-69 ; M. DAUMAS, *Histoire générale des techniques*, Paris, P.U.F., 1962-68. Voir aussi M. DAUMAS, *L'archéologie industrielle en France*, Paris, Laffont, 1980.

(4) G. VAN DEN ABELEN, *L'archéologie industrielle*, dans *Industrie*, 1972.

(5) F. ROELANTS DU VIVIER, *Bois-du-Luc, een industriewijk*, dans *De woonstede door de eeuwen heen*, 1973, t. 20, pp. 1-15.

(6) *Centre d'archéologie industrielle*, *Communications*, trimestriel depuis 1975 ; secrétariat de rédaction : Bibliothèque Royale, boulevard de l'Empereur 4, 1000 Bruxelles ; *Le règne de la machine, Rencontre avec l'archéologie industrielle*, Bruxelles, *Pro Civitate*, 1975.

en juin 1977 sur le thème *Architecture de la période industrielle*. La R.T.B. (Radio-télévision belge), tout comme la B.R.T. (Belgische radio-televisie), ont réalisé plusieurs émissions excellentes sur ce sujet⁽⁷⁾.

Les ministères de la Culture flamande et de la Culture française se sont chargés de l'inventaire et de la protection des sites industriels. De ci, de là, quelques groupes se sont constitués : à Marcinelle, à Hamme, à Kessel-Lo, dont l'objectif le plus fréquent est la création d'un musée.

Mais il est bon d'ajouter que, bien avant que les historiens ne s'éveillent à l'archéologie industrielle, nombre d'ingénieurs, d'architectes et même parfois de simples collectionneurs s'en sont préoccupés de façon exemplaire. Que l'on songe par exemple au travail de René Evrard sur l'activité métallurgique à Liège ; à celui de R. Chambon sur l'industrie du verre à Charleroi ou encore à celui de A. Lederer sur les moyens de transport au Congo. Les historiens s'efforcent maintenant de compenser leur arrivée tardive en formulant des exigences scientifiques et en adoptant des méthodes plus rigoureuses.



*Gare de chemin de fer en métal, d'origine belge à Bananal,
au Brésil vers 1890*

(7) *Het zwarte archief*, B.R.T. ; Ch. HUART et R. LOMBAERTS, *Les archéologues du temps présent*, R.T.B.

Essai de définition

En tant qu'orientation scientifique nouvelle, l'archéologie industrielle cherche à se définir avec précision⁽⁸⁾. Mais il semble qu'il soit encore un peu trop tôt pour le faire. Il faut avant tout éviter toute mentalité de censeur et le souci de se faire valoir auprès de l'*establishment* administratif culturel. Préalablement, on pourrait peut-être s'en tenir à une définition minimum, telle que : l'étude scientifique des vestiges matériels de la *révolution industrielle*. La référence au terme *révolution industrielle* implique d'emblée une série de problèmes et de points de friction, tels que : date initiale, durée, nombre de phases, lieu d'origine, pays précurseurs, etc. L'expression *révolution industrielle* ne doit pas être saisie uniquement comme début d'une série d'inventions techniques mais aussi comme accroissement d'échelle, fait trop rarement étudié, et surtout comme phénomène de transformation définitive dans le processus de production, avec toutes ses conséquences dans les comportements sociaux et culturels. Sous cette forme, les limites de l'archéologie industrielle peuvent être reportées aux origines du capitalisme moderne, à la fin du moyen âge. Elle se relie ainsi à l'archéologie traditionnelle ou mieux encore à l'archéologie du moyen âge, laquelle est également en voie de se constituer en discipline quasi-autonome.

En ce qui concerne la durée, on ne peut, comme le font certains, s'arrêter à la première guerre mondiale. Sous bien des aspects, la *révolution industrielle* se poursuit jusqu'à nos jours, et, même, dans certains pays, elle commence à peine. Par suite du rythme accéléré du progrès industriel, on procède à la démolition et au remplacement d'usines construites peu après la seconde guerre mondiale et aujourd'hui déjà disparues. C'est le cas des premières usines de transistors.

Du point de vue spatial, la *révolution industrielle* est bien souvent décrite comme un phénomène trop exclusivement occidental et nord-américain. Le fait que ce soit dans ces régions qu'elle ait progressé le plus, ne signifie pas que la production industrielle n'a atteint aucun résultat important dans d'autres pays et continents, ne fût-ce que dans des secteurs particuliers.

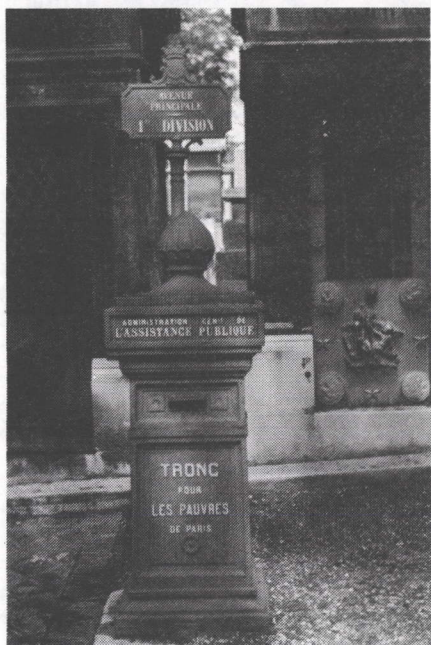
D'autre part, la *révolution industrielle* a été, en Occident, la conséquence et le moteur d'une exportation considérable en direction d'économies plus traditionnelles. On peut y trouver de très nombreux vestiges matériels, parfois même en excellent état du fait qu'ils sont toujours en activité ou demeurés presque intacts sans usage.

Des pays à économie traditionnelle mais en position de dépendance ont souvent servi de banc d'essai comme par exemple Cuba pour les Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les premiers lavoirs publics automatisés et les cabines téléphoniques publiques. Des machines démodées, des formes de production dépassées, qui chez nous avaient fait leur temps, reçurent une deuxième chance et survécurent dans les pays dits en voie de développement. Le Brésil offre, de ce point de vue, un intéressant terrain d'étude pour l'archéologie industrielle belge. A titre d'exemples, je citerai les machines de l'usine de tissage Aurore à Petropolis,

(8) A. THIJS, *Industrial Archaeology as a Branch of the Study of the History of Material Culture, Some Theoretical and Methodological Considerations*, dans *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, pp. 145-156, 1976.

qui furent achetées en seconde main à Verviers, ainsi que les usines textiles de Carlos Alberto de Menezes à Camaragibe, près de Recife, qui, sous une forme paternaliste, ont été inspirées de modèles belges et français. On peut y étudier, de façon directe, l'impact, les conditions et frais d'adaptation, le caractère artificiel, voire même les absurdités de la *révolution industrielle*.

Telle qu'elle est conçue actuellement, l'archéologie industrielle est trop étroitement limitée au cadre national et, d'une façon plus générale, au monde occidental. Il faudrait au contraire éviter de reproduire, dans cette nouvelle discipline scientifique, les mêmes erreurs que celles qui furent commises dans l'orientation de l'histoire traditionnelle et ne pas se laisser enfermer dans les positions de Rostow en matière de *révolution industrielle*. Il est clair qu'on peut établir une comparaison particulièrement intéressante entre l'archéologie industrielle du monde occidental et celle du Japon et même de la Chine ou de l'Inde. C. Cipolla en a donné un exemple frappant dans son étude sur l'utilisation des horloges en Chine et au Japon et pensons aussi aux nombreux travaux de J. Needham.



Tronc métallique pour les pauvres, au cimetière du Père Lachaise à Paris



Boucherie chevaline typique à Paris

Le terme *vestiges matériels* doit lui-même être pris dans un sens très large et s'étendre notamment à l'imposante masse de documents imprimés, elle-même résultat direct de la *révolution industrielle* par la fabrication industrielle du papier et du matériel d'impression. Et ce ne sont pas seulement les vestiges matériels de l'appareil de production industrielle qui méritent d'être pris en considération, mais également toutes les manifestations de l'activité humaine modifiées par la *révolution industrielle*.

L'archéologie industrielle doit aussi se préoccuper de l'éventuelle conservation et de la restauration de tous les vestiges matériels. C'est peut-être bien là le point le plus délicat, car cela implique l'avis de gens non compétents et des heurts avec les comités existants de la Commission royale des monuments et des sites ou avec les ingénieurs qui s'occupent de la modernisation de nos chemins de fer. Choisira-t-on, comme critère de base, de sauver ce qui est le plus représentatif ou bien, au contraire, ce qu'il y a d'exceptionnel ? En outre, il faudra faire preuve d'une sérieuse dose de réalisme, si l'on ne veut pas transformer tout notre environnement en monuments protégés et en musées, dont la charge financière ne serait pas supportable. Evidemment, on a trouvé des solutions originales et fort intéressantes comme celle de transformer de vieux entrepôts en quartiers d'habitation originaux et fort recherchés aujourd'hui comme c'est le cas à New York. Mais elles risquent parfois de refréner les possibilités créatrices de notre époque à moins de considérer justement comme son originalité la restauration, le deuxième emploi et le recyclage.

Toutes ces questions démontrent qu'on ne peut confiner l'archéologie industrielle au rôle de science auxiliaire, comme certains le souhaitent. Ses possibilités sont suffisamment riches pour nourrir l'ambition de devenir une science historique à part entière. La notion de science auxiliaire appartient d'ailleurs à un passé révolu, qui se basait sur une stricte hiérarchisation des disciplines scientifiques. L'archéologie industrielle doit utiliser des sources nouvelles et maîtriser des techniques dans une perspective historique très large qui, bien au-delà de la culture matérielle, doit embrasser l'histoire du mode de vie et de la qualité de la vie dans une communauté industrielle.

Les sources

C'est dans notre environnement quotidien qu'il faut rechercher et découvrir les documents les plus spécifiques : toute espèce de bâtiments ou ateliers industriels, cheminées, machines, ponts à bascule, frigorifiques, installations de chemins de fer, dépôts, canaux, écluses, grues, quais, quartiers d'habitation, bâtiments des postes, écoles, poteaux indicateurs, cabines à électricité, pompes à essence, « belles-fleurs », hôpitaux, cimetières, châteaux-d'eau, etc. devant lesquels on passe sans prêter attention et que l'on ne découvre que lors d'investigations motivées, car ils sont souvent cachés par des façades plus récentes, transformés ou en ruines, parfois même en sous-sol ou sous eau ou bien encore que l'on ne découvre que grâce à la photographie aérienne, comme par exemple le tracé de voies ferrées aujourd'hui disparues. Un certain nombre de ces constructions sont déjà classées ou ont fait l'objet de restaurations et bon nombre d'outils indus-

triels ont déjà été déposés dans des musées spécialisés. De ce point de vue, pour la Belgique, la gare centrale d'Anvers, le complexe du Grand Hornu, le quartier d'habitation du Bois-du-Luc, la distillerie de genièvre à Hasselt, la fabrique de carton d'Alseberg, la cristallerie du Val-St-Lambert, la forge d'Ittre, le fourneau Saint-Michel près de Saint-Hubert et bien sûr aussi Bokrijk méritent d'être mentionnés.

La liste, qui suit, des musées spécialisés est évidemment incomplète. Elle pourrait être beaucoup plus longue. Le Musée du chemin de fer de la gare du Nord à Bruxelles, le Musée du tramway à Schepdaal, le Musée provincial de Houthalen avec sa remarquable collection Magy d'autos, trop exclusivement limitée malheureusement aux voitures automobiles de prestige et où une place bien plus grande devrait être faite aux camionnettes, aux bus, aux grands transports routiers, aux fourgons cellulaires et aux équipements de garages. On peut encore citer le Musée national de la marine, ainsi que le Musée provincial du diamant à Anvers, le Musée du verre à Charleroi, le Musée de Mariemont, le Musée du fer et du charbon, ainsi que les Musées de la vie wallonne, de l'architecture, au béguinage du Saint-Esprit, tous trois à Liège, le petit musée de la Fabrique nationale à Herstal, la collection des presses d'imprimerie de la Bibliothèque Albertine, le Musée de la poste, le Musée de la gueuze, et le Musée du cinéma à la cinémathèque de Belgique, les quatre tous à Bruxelles, sans oublier le Musée de l'armée, d'une richesse exceptionnelle, le Musée de la pêche à Oostdunkerque, le Musée communal de la chaussure à Izegem, le Musée de la charrette à Essen, le Musée d'histoire des sciences et des techniques à l'Université de Gand et la collection de machines de la Faculté des sciences appliquées de la K.U.L. (Katholieke Universiteit te Leuven) sur le *campus* de Heverlee. Il existe également maintes collections privées d'objets plus prosaïques comme les fers à repasser ou les machines à écrire. La plus originale est certes celle d'un ancien forain à Coxyde, qui y a aménagé un musée d'orgues de foire.

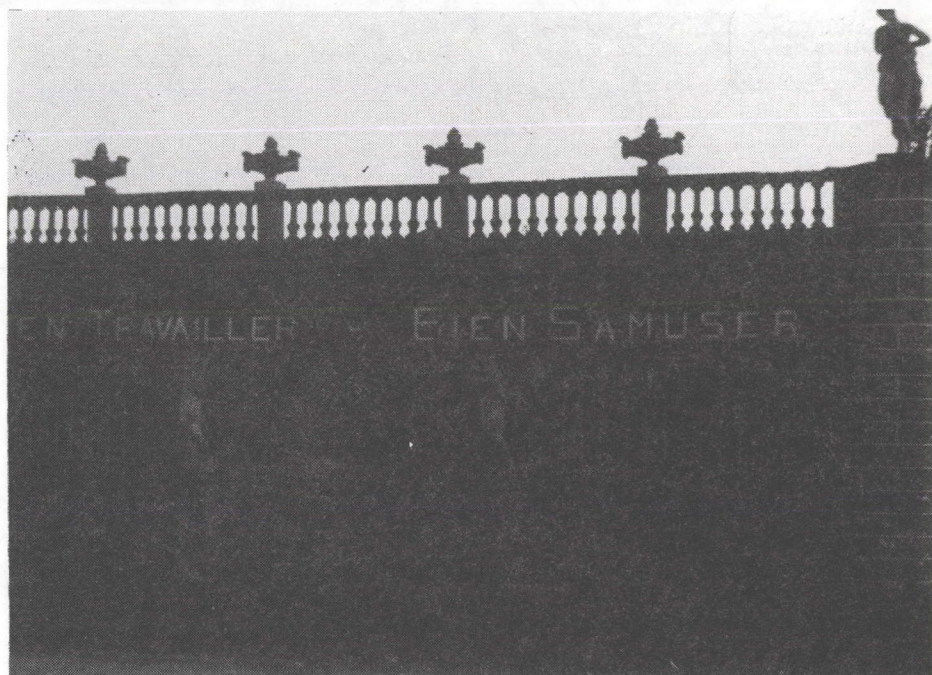
Bien des musées communaux de folklore recèlent dans leurs collections des outils industriels telle par exemple une friterie à Ostende. Dans l'immédiat, on envisage d'ouvrir des musées textiles à Gand, Renaix et Verviers, un musée du lin à Courtrai, un musée de la chicorée à Nevele, un musée du chemin de fer à Kessel-Lo et un autre des transports urbains dans les vieux dépôts de trams de Woluwé-Saint-Pierre.

A l'étranger, on peut citer, parmi d'autres, le Musée des chemins de fer hollandais à Utrecht et, dans la même ville, le Musée *Van Speeldoos tot Pierement*, qui va de la boîte à musique jusqu'aux orgues électriques, le Musée français du chemin de fer à Mulhouse, le Musée du fer à Nancy, un Musée de la navigation intérieure à Conflans-Sainte-Honorine, un Musée de la mine à Molay-Littry en Normandie, un Musée du verre à Sais-Poteries, qui a rassemblé une collection unique de bousillés, les fantaisies des verriers, la collection Schlumpf d'automobiles à Mulhouse, le Musée national des techniques à Paris, le Musée Galliera de la haute couture à Paris, qui devrait être complété par le vêtement professionnel, le Musée de la mer à Port-Louis dans le Morbihan, ainsi que l'*Association pour la sauvegarde et la conservation des anciens navires* à Marseille, qui se propose de remettre en état une quarantaine de vieux voiliers dans le vieux port. Pour la république fédérale allemande, il faut citer, le *Deutsches*

Museum de Munich, le Musée des transports à Nuremberg ainsi que des initiatives plus limitées à Essen, Dortmund et Dusseldorf, comme le *Historisch Velocipet-Archiv* de Jung et Volke, dans cette dernière ville. Pour l'Angleterre, l'*Imperial war museum* et le Musée de la science à Londres, avec sa succursale, le *National railway museum* de York ainsi que l'*Ironbridge museum* de Tilford, déjà cité. Au Danemark, le Musée technique de Hensinger ; en Tchécoslovaquie, le Musée de la mine de Kutna Hora où l'on conserve encore de vieux puits de mines d'argent au cœur de la vieille cité minière médiévale. Aux Etats-Unis, le Musée de la mer de l'*Association historique de la marine* ainsi que le Musée national du transport à Saint-Louis, en bordure de la ligne de chemin de fer des pionniers, le *Pacific Railway* et le Musée de la science et de l'industrie à Chicago. Dans ce dernier pays on a ouvert à l'archéologie industrielle le prestigieux *Smithsonian Institute* et, entre autres, mis sur pied, il y a peu, une exposition des armes belges utilisées au cours des guerres américaines.



*Chapelle funéraire en métal (XIX^e siècle),
cimetière du Père Lachaise, Paris*



Salle de délassement et de cinéma, Verreries Fauquez près de Nivelles

Chaque mois, on inaugure de nouveaux musées mais hélas beaucoup d'autres également risquent de fermer leurs portes. Certains d'entre eux sont du reste devenus avec le temps objet d'archéologie industrielle. C'est le cas notamment du Musée d'histoire naturelle au parc Léopold à Bruxelles, avec ses squelettes de mammouths et d'iguanodons et de bien des musées de missions religieuses aux vitrines empoussiérées⁽⁹⁾.

Contrairement à l'archéologie classique, les documents écrits et imprimés sont très abondants en archéologie industrielle, bien qu'un grand nombre d'entre eux, jugés sans intérêt, aient été jetés au panier et n'aient que rarement fait l'objet d'un classement systématique en bibliothèque. C'est le cas notamment des catalogues industriels, des listes de prix, des brochures publicitaires, des annuaires et guides professionnels, des encyclopédies et guides pour gens de métier.

Certains périodiques spécialisés sont aussi d'une richesse d'informations peu commune, tels que la *Revue universelle des Mines*, les *Annales des Travaux Publics de Belgique*, le *Recueil contemporain de l'industrie belge*, le *Moniteur des intérêts matériels*, l'*Ingénieur agricole* de Gembloux, etc.

(9) L. VIRE, *La « Cité scientifique » du Parc Léopold à Bruxelles, 1890-1920*, dans *Cahiers bruxellois*, n° 19, pp. 86-180, 1974.

Déjà au siècle dernier, ont été réalisés quelques travaux de synthèse très précieux tels que *La Belgique industrielle, Vues des principaux établissements industriels de la Belgique*, en 1852. Le fameux cartographe Philippe Vandermaelen de Molenbeek-Saint-Jean avait auparavant établi des rapports sur les premières entreprises industrielles. Puis il y a également le cadastre, les affiches notariales et l'*Atlas cadastral parcellaire de la Belgique* de P.C. Popp. Même la carte Ferraris signalait déjà les sites d'activité artisanale et industrielle. Les anniversaires de l'activité industrielle ont été régulièrement commémorés à l'occasion de grandes expositions et bien avant l'exposition universelle de Londres en 1855, eut lieu, à Bruxelles, en 1835, une première exposition industrielle. Les catalogues et brochures publicitaires de ces expositions fournissent tout naturellement une documentation rêvée. Jusqu'il y a peu était installée rue aux Laines à Bruxelles une *Fédération internationale des expositions universelles* qui détenait assurément des archives d'une grande richesse mais qui n'ont, jusqu'à présent, laissé aucune trace. Dans le même ordre d'idées, il ne faut pas oublier que Bruxelles a été, vers les années 1900, le siège de toute une série d'organisations internationales nées de la société industrielle et qui doivent avoir laissé une masse de documents.

Bon nombre d'archives d'entreprises ont déjà trouvé le chemin des dépôts nationaux et provinciaux et, fort heureusement, nous pouvons déjà disposer d'un inventaire des archives des entreprises répertoriées dans les dépôts publics en Belgique. Il a été publié par H. Coppejans-Desmedt, à Bruxelles, en 1975 et il sera régulièrement mis à jour. Le Centre anverso d'histoire des entreprises, que dirige R. Baetens a pu, lui aussi, sauver quelques lots de documents de succession. Mais il en est certainement une grande quantité qui dorment dans les bibliothèques ministérielles et les services publics, comme par exemple la Société nationale des chemins de fer belges ainsi que dans l'une ou l'autre grande société industrielle.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier, il faut noter à Bruxelles, l'Institut Emile Vandervelde et l'Institut d'histoire sociale à Amsterdam qui revêtent une importance internationale. Du côté chrétien, on peut attendre beaucoup du Centre catholique de documentation et de recherche (Cadoc) créé à l'Université catholique de Louvain sur le modèle de ce qui existe à Nimègue.

Peu de grandes entreprises existantes livrent accès à leurs archives, bien que plusieurs institutions bancaires d'envergure les aient mises en ordre et partiellement même rendues publiques. La question qui se pose évidemment est de savoir si lors de leur absorption, les papiers des entreprises et banques familiales n'ont pas été irrémédiablement perdus. On peut encore connaître de très agréables surprises auprès de particuliers.

La mentalité du XIX^e siècle mettait un soin exemplaire à l'échange de correspondances régulières et quelques grandes familles d'ingénieurs, comme les Jadot à Overijse et les Vauthier à Bagé, au Brésil, ont encore conservé jusqu'à nos jours de remarquables documents épistolaires.

La généalogie peut naturellement rendre aussi d'estimables services pour autant qu'elle ne se limite pas à la classe possédante et traditionnellement bien nantie mais qu'on l'étende également au milieu ouvrier.

La mobilité, les migrations, les lignées professionnelles, les liens familiaux demeurent encore de grandes inconnues.

Les témoins photographiques de bâtiments disparus mais aussi de toute espèce d'événements de la vie industrielle constituent une source déjà plus spécifique. Aux environs de 1850, on commença déjà à utiliser la photographie à d'autres fins que le portrait. C'est ainsi qu'en 1861, L.P.T. Dubois de Néhaut prit les premières photographies du port d'Anvers et que les frères Ghémar, vers 1867, en firent des inondations de la Senne à Bruxelles⁽¹⁰⁾. L'ingénieur de chez Solvay, Edouard Hannon ramena de ses voyages aux Etats-Unis et en Russie, vers 1885, d'extraordinaires reportages photographiques sur son milieu de travail et le monde ouvrier⁽¹¹⁾. C'est vers la fin du siècle que se développa la fureur des cartes postales, dont il existe encore des collections privées. Il existe des cartothèques comme celle de G. Abeels à Bruxelles, qui sont consacrées à l'archéologie industrielle. Mais alors qu'à l'étranger les vieilles photographies atteignent des prix fort élevés et que l'on compte déjà de nombreuses rééditions de documents sur des thèmes intéressants, comme par exemple *The Victorians at sea* ou la *Batavia coloniale* ou la série *Les Français par eux-mêmes*, dont le premier volume *La pierre et le seigle* de Bernard Dufour, sur la ville de Villefranche-de-Rouergue, est présenté par Emmanuel Le Roy Ladurie, chez nous cette source de documentation est à peine déflorée. Les albums de Karel Van Deuren intitulés *Dit Vlaanderen heb ik hartelijk lief* (Cette Flandre que j'aime du fond du cœur), *Liefde gaf U duizend namen* (L'amour-dévotion vous a donné mille noms), publiés à Tiel chez Lannoo en 1975 et en 1978 et la reproduction de cartes postales anciennes par communes ou sur un thème comme les moulins, les avions, les trains par la bibliothèque européenne à Zaltbommel, ont obtenu un réel succès. Depuis lors, on a ouvert au *Sterckxshof* à Deurne-lez-Anvers, une section photographie et films, avec notamment le fonds Gevaert. En France, à Lyon, dans des dépendances des anciennes usines Lumière, on a installé la Fondation nationale de la photographie et à Paris la Bibliothèque nationale a organisé à Redan un dépôt de la photographie.

Toute espèce d'emballages industriels, boîtes, ferblanteries, bouteilles ainsi que leurs compléments tels que vignettes, cartons de bière, bagues de cigares, boîtes d'allumettes ou boîtes à jouets constituent des documents typiques de l'archéologie industrielle. Ils ne sont pas intéressants des seuls points de vue technique et formel mais aussi sous le rapport de la technique de pliage ou d'emballage (par exemple, les capsules de bouteilles de lait) et ils nous renseignent également sur les techniques publicitaires. On y voit fréquemment figurer des représentations graphiques ou photographiques des usines initiales. Les prestigieux « chromos » Liebig ou encore les plus populaires vignettes des chocolats Jacques sur les races humaines ont constitué les vecteurs d'une subculture à forte préoccupation encyclopédique et apportèrent à des millions d'enfants, l'unique « supplément de rêve » d'un enseignement primaire assez morne. Fin 1975, on organisa dans le très respectable Musée Albert et Victoria de Londres, une exposition d'emballages à partir de l'énorme collection de Robert Opie. Depuis lors des boutiques spécialisées se sont ouvertes à Londres et vendent à prix d'or de vieilles boîtes de biscuits. Dans le même ordre d'idées, il faut aussi mentionner les

(10) C. MAGALHAES et L. ROOSENS, *De fotokunst in België, 1839-1940*, Deurne-Anvers, 1970.

(11) Exposition *Edouard Hannon, photos 1900*, Musée Horta, Bruxelles, 1977.

affiches. On en trouve une première confirmation historique dans l'ouvrage de Max Gallo, *I manifesti della storia e nel costume*, Milan, 1972. A Essen, en République fédérale d'Allemagne, on trouve étalement un musée de *posters*, ainsi qu'à Varsovie.

Sous sa forme d'*oral history*, l'archéologie industrielle fait aussi appel aux témoignages et souvenirs oraux de vieux travailleurs ou de pensionnés et d'ingénieurs. Je citerai, de ce point de vue, l'ouvrage devenu classique de l'anthropologue nord-américain, Oscar Lewis, *Les enfants de Sanchez*, dans lequel il fait raconter par les membres d'une famille mexicaine leurs expériences vécues dans un bidonville de la capitale. Dans le monde industriel occidental, A. Blasquez a retranscrit dans son ouvrage *Gaston Lucas, serrurier, chronique de l'anti-héros*, coll. « Terre humaine », Paris, Plon, 1976, le récit de sa vie par ce travailleur. Le langage utilisé peut à lui seul être significatif par ses dictons du genre « avoir des enfants avec le bateau à vapeur du Congo » ou encore « prendre un billet de chemin de fer pour Bruxelles et descendre à Schaerbeek » ou aussi par les sobriquets et les « blagues » sur les patrons d'usines.

A côté de très nombreux noms de rues déjà très parlants par eux-mêmes comme rue de la Fabrique, rue de l'Epargne et rue de la Bienfaisance, il existe toute une toponymie populaire, qui tend à disparaître à la suite des rapides transformations que fait subir l'urbanisation.

Les chansons populaires constituent une manifestation d'auto-défense vis-à-vis de la vie dans une société industrielle, mais aussi une forme d'acceptation humoristique de cette vie. Elles furent déjà notées et éditées de leur temps, telles les chansons du Gantois Karel Waeri par exemple, ou adaptées de nos jours par un Walter De Buck et bien d'autres.

Sur le terrain du langage parlé et de la musique dite de fantaisie, sur disque, nous ne sommes guère aussi avancés en matière d'inventaire et de conservation que dans certains autres pays. Signalons toutefois les émissions de Gérard Valet à la Radio-télévision belge en 1978 et la magnifique exposition *Le Magasin du phonographe*, organisée à Bruxelles dans la galerie du Crédit communal au début de 1978.

L'archéologie industrielle peut encore emprunter bien des sujets d'étude aux anthropologues et aux folkloristes. A titre d'exemple, je citerai l'étude des gestes au travail, la manière de marcher, les mimiques. On peut fort bien les filmer et les analyser comme l'a fait Luc De Heusch dans *Les manières de table*. Ils ont une grande signification pour le problème du rythme de travail, la mise au point du taylorisme et de tout ce qui s'y rattache. Ils sont également importants pour le problème des accidents de travail ainsi que les déformations physiques. Charlie Chaplin dans *Les temps modernes* et René Clair dans *A nous la liberté* en ont fait de comiques caricatures. Dans de semblables analyses, il se glisse évidemment quelque indiscretion et il faut aussi tenir compte de la répugnance à livrer par là un secret professionnel comme ce fut le cas autrefois pour les souffleurs de verre.

Depuis le début de ce siècle, on a produit une énorme quantité de films d'actualités et de courts métrages. Les programmes de télévision ont déjà exploité cette précieuse mine d'images comme dans les séries françaises *Des autos et des hommes* de Henri de Turenne ou encore *L'histoire de l'aviation* de Daniel

Costelle qui contiennent notamment ces scènes de danse inoubliables dans les premiers avions de la ligne Paris-Londres et la chute en flammes du ballon dirigeable von Hindenburg. C'est ce qu'ont fait aussi les séries anglaises et néerlandaises sur le mouvement ouvrier. Si l'on ne veut pas indéfiniment réutiliser les mêmes séquences, il y a lieu de faire des recherches approfondies parmi les documents recueillis à travers le monde par les cinémathèques et les particuliers ainsi que parmi l'héritage de pellicules oubliées des cinémas ambulants. A Paris, il subsiste la fantastique collection du banquier Kahn qui envoyait dès avant la première guerre mondiale ses cinéastes personnels filmer les événements et les curiosités du monde entier ; à Beverley aux Etats-Unis le *Pacific Film Archive* de l'*University Art Museum* constitue également un dépôt de grande valeur. Une collection d'actualités cinématographiques comme *The March of Time, 1935-1951* de Louis de Rochement contient d'innombrables documents sur le monde industriel. Pour l'instant, il n'existe que peu ou pas de catalogue d'usage aisé dans ce domaine, comme c'est le cas pour les films de fiction avec le *Catalogue des films français de long métrage, films sonores de fiction 1929-1939* de R. Chiriat publié par la cinémathèque de Belgique, à Bruxelles. Tous les films de fiction peuvent être utilisés comme documents mais je pense tout naturellement à ceux qui ont pour thème, la vie industrielle comme par exemple les films d'Eisenstein, de Louis Daquin ou de Fritz Lang. Parmi les courts métrages, je mentionnerai tout particulièrement *Verre* de Bert Heenstra et *Misère au Borinage* de Joris Ivens⁽¹²⁾.



Quartier d'habitations pour les ouvriers de la Société de chemins de fer belge à Santa Maria, au Brésil vers 1910

(12) A propos de cinéma de fiction, voir André DUMOULIN, *Le cinéma de fiction et l'enseignement de l'histoire*, dans *Cahiers de Clio, Sciences de l'homme et de son environnement*, n° 60, pp. 60-71, Bruxelles-Liège, Centre de la pédagogie de l'histoire, 1979. Une exploitation pédagogique de *Misère au Borinage* est publiée dans le n° 59, pp. 105-108 de la même revue (*Chronique cinématographique*) (N.D.L.R.).

Enfin, il y a les sources littéraires et artistiques qui, bien que subjectives, ne peuvent être négligées. Et dans le genre réaliste et naturaliste les romans de Zola, de Vallès, d'Upton Sinclair, de Maxence Van der Meersch, de Gorki, de Jack London, de Piet van Aken, de Louis Paul Boon, sans oublier ceux qui, dans les histoires de la littérature, n'occupent pas une place de choix : la « bibliothèque bleue », les feuilletons et les romans de gare. En France, la maison d'éditions Maspero a entamé une série intitulée *La mémoire du peuple*, qui a débuté par *Léonard, maçon de la Creuse* de Martin Nadaud. Il y brosse un portrait vivant d'ouvriers saisonniers originaires du milieu de petits paysans, qui s'engagent comme maçons à Paris et y vivent la prolétarianisation et la révolte sociale. Chez nous, Karel Van Isacker s'est attaché à l'étude de toute une série de petits auteurs oubliés, qui ont dépeint le sort des travailleurs. Dans les arts plastiques, on a commencé, dès le XVI^e siècle, à peindre des paysages miniers, tels ceux de Luc Gassel ou les fresques plafonnantes de la Galerie des Offices à Florence, qui représentent des scènes de la métallurgie de cette époque. Pour la *révolution industrielle*, nous trouvons parfois des interprétations fort personnelles dans les œuvres du peintre liégeois Léonard Defrance ou encore d'Honoré Daumier, d'Eugène Laermans, de Constantin Meunier, de Pierre Paulus, de Frans Mase-reel, de Fernand Léger ou encore de Paul Delvaux. Ici aussi, on ne peut dédaigner les œuvres de moindre valeur des peintres du dimanche, les reproductions en maquettes et même les produits *kitsch* du genre bateaux-miniatures en bouteilles.

La méthode

Un matériel documentaire aussi diversifié nécessite évidemment un équipement et une méthode bien adaptés et fort différents du support écrit et des fiches traditionnelles de l'historien.

Les manuels anglais d'archéologie industrielle, manifestant un penchant typique pour l'équipement, font grand cas de vêtements et chaussures de travail, d'albums de croquis, d'instruments de mesure, d'appareils photographiques, de magnétophones, etc. Mais un « suréquipement » peut gêner à la fois les utilisateurs et susciter de la méfiance ou des espoirs inconsidérés chez des témoins ou des propriétaires de bâtiments industriels. Tout au moins doit-on pouvoir dresser un croquis et faire une description du document, en portant son attention sur sa forme, ses mensurations, sa couleur, le matériau utilisé et sa localisation dans l'environnement immédiat, comme par exemple pour un atelier situé au milieu d'un quartier bourgeois.

Le matériel photographique sera avantageusement limité aux films en noir et blanc, qui se conservent plus longtemps et peuvent éventuellement servir à faire des clichés, ainsi qu'aux diapositives en couleur pour l'enseignement. Il ne faut pas oublier de noter la date et l'angle de prise de vue. Après quoi, on peut, comme on le fait au Centre d'archéologie industrielle, reporter sur une fiche standard les données les plus importantes. Pour les découvertes substantielles, on peut faire appel à des photographes et à des géomètres expérimentés. Il est malheureusement maintes fois survenu qu'avant d'en arriver là, tout ait été détruit.

En ce qui concerne la description, la terminologie constitue une difficulté car pour celui qui a acquis une certaine expérience en la matière, elle apparaît très

embrouillée. Il n'existe aucune bonne encyclopédie technique ni en néerlandais ni en français. Il y a donc lieu d'explorer ce terrain, comme le fait J. David⁽¹³⁾. Pour fixer le schéma de travail et en organiser les résultats, il propose la classification logique et l'ordre de succession suivant : matières premières, lieux de travail, machines et énergie, producteurs, — en plus des ouvriers, il faut aussi tenir compte des entrepreneurs et des ingénieurs, que l'on oublie parfois trop légèrement, — produits finis, secteur tertiaire. Un tel schéma ne peut évidemment convenir à tous les cas et notamment pas en ce qui concerne les travailleurs de la métallurgie. C'est pourquoi, un classement systématique, par secteur de travail, me paraît préférable : mines, métallurgie, matériaux traditionnels et nouveaux, industrie textile et de la chaussure, secteurs de l'alimentation, transports, services publics, circuits de distribution, logement, loisirs. Il ne faut d'ailleurs pas se laisser enfermer dans un schéma de travail trop rigoureux car le propre de l'archéologie industrielle est d'être ouverte aux découvertes fortuites, qui sont habituellement le fruit d'explorations et de visites conduites avec un œil exercé. Une critique et une interprétation spécifique des sources doivent encore être formulées.

Que l'annonce de découvertes éveille tout naturellement l'enthousiasme ne doit pas empêcher de faire preuve de beaucoup de prudence. Par exemple, une étiquette ne fournit pas nécessairement l'origine exacte. Des rails de chemins de fer, livrés comme produits anglais ou allemands, ont fréquemment été fabriqués en Belgique. Les documents photographiques tout particulièrement peuvent être fallacieux. Il faut, par exemple, se garder de photographies de groupes de travailleurs d'usines à la mine rayonnante, au large sourire, les cheveux bien peignés et parfois même en costumes du dimanche, bien souvent empruntés, car elles résultent fréquemment de l'orchestration du patron.

Dans son *Histoire sociale de la photographie* parue à Milan en 1976, Ando Gilardi se livre à une analyse historique très fine des possibilités et de l'usage que l'on fait de la photographie et fait mention, à ce propos, de « socialisme photographique ». Il montre aussi à quel point la photographie fut très tôt utilisée à des fins de propagande impérialiste et religieuse. Bon nombre de ses interprétations critiques sont visiblement empruntées à l'ouvrage de Vance Packhard, *The hidden persuaders*, qui est à la base de toute une littérature critique sur la société industrielle de consommation. Paul Lidsky, dans *Les écrivains contre la commune*, paru à Paris, chez Maspéro, en 1970, démontre que bien des romans sociaux de l'école réaliste française recèlent une typologie engagée et une idéologie bourgeoise et cela vaut, bien sûr, *mutatis mutandis*, pour la littérature sociale en langue néerlandaise. Avec *Mythologies*, Roland Barthes a commencé à faire un travail de découpage sémiologique des faits quotidiens de la société contemporaine. Ce travail sera incontestablement utile pour « distiller », à partir de la critique historique traditionnelle, celle qui sera adaptée au déferlement des mots et à la multiplication des signes et donc des sources de notre époque.

Eddy STOLS,
(traduit du néerlandais par René DEPREZ)

(à suivre)

(13) J. DAVID, *Het repertorium van de belgische handelscatalogie*, dans *Centrum voor industriële archeologie, Mededelingen*, 2, pp. 3-8, 1976.

LES SOURCES ORALES DE L'HISTOIRE

L'histoire orale⁽¹⁾ est la recherche et l'utilisation de témoignages d'individus qui ont vécu des événements ou en ont gardé la « mémoire transmise »⁽²⁾. Les souvenirs recueillis constituent le point de départ de l'analyse d'un fait social.

Dans les sociétés d'hier, les faits historiques devenus souvent contes ou légendes étaient transmis de génération en génération par des personnes investies de cette mission sociale. La transmission du passé était une responsabilité souvent collective.

Aujourd'hui, la préservation du passé est l'œuvre des historiens, ceux-ci se basant sur les sources classiques et, depuis peu, d'autres souhaitant pratiquer l'histoire orale.

Dans nos sociétés caractérisées par de multiples et rapides changements que l'histoire peut difficilement analyser et interpréter, la reconstitution du passé, en plus de l'utilisation des sources écrites, nécessite souvent l'*interview* des témoins du passé proche.

Le phénomène de l'histoire orale est assez récent, mais à l'heure actuelle il tend à s'amplifier : « Les muses modernes, pour les historiens oraux, sont des hommes et des femmes armés d'enregistreuses, en quête d'information de première main qui autrement disparaîtrait. C'est cela qu'ils voudraient capter, non pour leur bénéfice personnel mais à jamais pour les bibliothèques et dépôts d'archives, au profit des générations actuelles et futures »⁽³⁾.

L'histoire orale s'est d'abord développée aux Etats-Unis et, en Angleterre, elle a connu une expansion similaire par la suite. Dans plusieurs pays, — Canada, Suède, Danemark, Pologne, Allemagne, Australie, certains pays africains, — l'histoire orale est souvent l'œuvre d'archivistes. Il existe même une *Association internationale de l'histoire orale*. Au cours des dernières années, le phénomène de l'histoire orale a pris l'allure d'une véritable mode.

Les partisans de l'histoire orale veulent souvent faire une histoire régionale, une histoire des collectivités locales, « comme s'il y avait une volonté plus ou moins définie de redonner à ces communautés régionales un sens de leur propre histoire, de leur enracinement dans un espace délimité »⁽⁴⁾. D'autres initiatives

(1) Nous reprenons ici la terminologie utilisée dans les pays anglo-saxons.

(2) N. GAGNON et J. HAMELIN, *L'histoire orale*, coll. « Méthodes des Sciences humaines », p. 7, St-Hyacinthe, Québec, Edisem Inc., 1978.

(3) Cf. L.M. STARR, *Oral History*, dans *Encyclopedia of Library and Information Science*, t. 20, pp. 440-463, New York, Marcel Dekker, 1977.

(4) N. GAGNON et J. HAMELIN, *op. cit.*, p. 15.

s'attachent à retracer l'histoire des milieux populaires par les milieux populaires, s'opposant ainsi à « l'histoire officielle ».

La pratique de l'histoire orale ressemble souvent à une véritable opération de sauvetage d'une culture qui disparaît. Un matériau brut est recueilli sur lequel un travail pourra s'accomplir. « Pour assurer la transmission aux générations futures, il fallait recueillir, inventorier et consigner tout ce matériel avant que ne disparaissent à jamais les derniers survivants de l'épopée du bois [...]. Ces récits donnent incontestablement un éclairage nouveau à cette vie de chantier qui a si profondément marqué la société québécoise »⁽⁵⁾.

Les historiens classiques considèrent souvent avec beaucoup de méfiance l'histoire orale qui leur apparaît comme une méthode complémentaire, de dernier recours quand toutes les autres sources sont épuisées. Cependant, l'histoire orale peut servir à bâtir une documentation concernant des groupes sociaux souvent laissés à l'écart de l'analyse historique. Il s'agit d'élargir le champ des préoccupations de l'histoire « en tentant d'intégrer dans l'observation et dans l'analyse ce qu'on pourrait appeler la dimension symbolique de l'action humaine »⁽⁶⁾.

Un des principaux problèmes de l'histoire orale est la qualité de l'information recueillie. La vigilance doit être grande quant à la sûreté, la validité et la représentativité de l'information ; des critères similaires à ceux s'appliquant aux sources écrites doivent être utilisés. « Tout d'abord, Kessler-Harris insiste sur le fait que les sources de l'histoire orale sont semblables aux documents écrits et doivent être évaluées de la même façon [...]. Cependant, dans le rôle élargi d'*interviewer*, transcripteur et analyste, l'historien oral est confronté à des problèmes théoriques et pratiques originaux [...]. La distorsion des faits que l'informateur impose au matériau est encore compliquée par la perception (ou le manque de perception) de l'*interviewer*, l'interaction de deux personnalités, les particularités de la mémoire, l'émotion, l'interprétation consciente, les différences culturelles, l'expérience individuelle et la situation d'entrevue. D'où, Kessler-Harris conclut qu'une recherche minutieuse (incluant l'exploration exhaustive des documents écrits) est davantage nécessaire pour l'historien oral que pour celui qui travaille sur documents écrits »⁽⁷⁾.

L'histoire orale aux Etats-Unis

Les premiers documents relevant de l'histoire orale émanèrent d'anthropologues et de folkloristes du début du siècle. L'histoire orale débuta réellement avec les écrivains engagés par le *Work Project Administration*, émanation du *New Deal* de Roosevelt, dans les années '30. Il s'agissait alors de recueillir les témoignages d'anciens esclaves noirs pour mener une étude sur l'esclavage et les problèmes raciaux.

L'affirmation des débuts de l'histoire orale aura lieu à New York avec Alan Nevins. D'abord journaliste au *New York Times*, il deviendra un universitaire

(5) R.L. SEGUIN, *Récits de forestiers*, pp. X-XI, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976.

(6) N. GAGNON et J. HAMELIN, *op. cit.*, p. 21.

(7) J. CAUTHERS, *Review : Envelopes of Sound*, dans *Sound Heritage*, V, 2, p. 50, s.l., 1976.

responsable du *Columbia Oral History Office*, fondé en 1948. D'autres universités s'ouvrirent par la suite au mouvement (E.C. Barker au Texas, en 1952 ; l'Université de Californie à Berkeley en 1954 ; l'Université de Californie à Los Angeles en 1959), mais l'Université de Columbia est restée le moteur de la recherche en histoire orale.

Pour le *Columbia Oral History Office*, l'histoire orale a pour but de rechercher, rassembler et conserver les souvenirs personnels d'hommes et de femmes qui ont apporté une contribution importante à l'histoire, à la vie de leur époque ou qui étaient bien placés pour l'observer⁽⁸⁾. Les *interviews* soit portent sur les souvenirs d'un individu à propos de sa vie personnelle, soit sont centrées sur un thème à partir de l'expérience vécue par des personnes différentes provenant d'horizons divers. Les enregistrements des *interviews* sont conservés ; celles-ci sont transcrites, soumises aux personnes interrogées pour approbation, placées sur microfilms ou microfiches, indexées et déposées dans la *Collection d'histoire orale* de l'Université de Columbia.

Un plan de micropublication a été établi par l'*Association d'histoire orale* en collaboration avec le *New York Times* et une filiale de celui-ci, la *Microfilming Corporation of America* afin de permettre une large diffusion des reproductions des *interviews* dans les bibliothèques, les écoles, etc. Microfilms et microfiches sont ainsi facilement disponibles pour les différents travaux entrepris. Sont mis en vente également, un guide d'histoire orale et des cassettes reproduisant des échantillons de voix choisis parmi les enregistrements originaux⁽⁹⁾.

De l'ensemble de la *Collection d'histoire orale* de l'Université de Columbia, 70% des témoignages sont accessibles. L'autorisation de la personne interviewée est nécessaire pour la diffusion de son témoignage ; le délai ou les restrictions qu'elle impose pour que les documents soient livrés au public doivent être respectés. Certains témoignages sont directement accessibles, d'autres, après un certain laps de temps ou après demande d'autorisation de consultation.

Les plus anciens témoignages conservés émanent de personnes nées aux environs de 1860-1880. A partir des documents de la *Collection d'histoire orale*, de nombreux travaux ont été publiés, biographies et autres. Des acquisitions très importantes, comme les souvenirs de N. Krouchtchev, sont parfois faites par la *Collection* de l'Université de Columbia⁽¹⁰⁾.

Un programme de travail est établi en Amérique latine, notamment en Argentine, où les projets d'histoire orale sont élaborés sur place alors que l'Université de Columbia fournit les supports administratif et technique.

Depuis 1973, on assiste à l'intégration de l'histoire orale à la pratique académique. Des cours théoriques et pratiques d'histoire orale sont donnés à l'Université de Columbia lors de sessions d'été. L'histoire orale a pénétré dans d'autres universités dans le cadre de l'enseignement de l'histoire récente où elle sert notamment pour les travaux des étudiants.

(8) Un manuel a été publié à l'usage des praticiens de l'histoire orale : W.K. BAUM, *Oral History for the Local Historical Society*, Berkeley, University of California, 1974.

(9) *Oral History. Review of 1969-1970*, pp. 2-4, New York, Columbia University, 1970.

(10) Cfr *Oral History Report for 1974*, pp. 6-7, New York, Columbia University, 1974.

Depuis 1965, l'histoire orale a connu un très grand développement aux Etats-Unis comme le montre le tableau suivant :

	1965	1971
Projets	89	230
Personnes interviewées	non disponible	23.115
Heures	17.441	52.115
Pages de transcription	398.556	704.543

Une association professionnelle nationale a vu le jour : l'*American Oral History Association* qui publie une revue depuis 1967 et convoque des congrès annuels. Un catalogue des projets en cours dans les différents Etats est publié⁽¹¹⁾ ainsi que des annuaires signalétiques des documents classifiés en archives⁽¹²⁾.

En 1971, 230 projets étaient en cours de réalisation. Les travaux entrepris portent sur des sujets très variés : histoire d'un collège, d'une université, d'une ville, d'un Etat, souvenirs des pionniers d'une région, histoire de l'aviation, de la marine, du cinéma américain, histoire des Chinois aux Etats-Unis, biographies de personnalités politiques et autres, histoire du *Mouvement des droits civils*, histoire des émigrés russes, histoire d'un parti politique, d'une communauté industrielle, d'une entreprise, histoire des coutumes matrimoniales, des cérémonies funéraires, histoire des Indiens d'une région, histoire des mormons, des objets de conscience, etc.

Un accroissement sensible des praticiens de l'histoire orale a vu le jour dans les années '70. En effet, les promoteurs des projets ne sont plus seulement des universités mais aussi des fondations, des corporations, des syndicats, des groupements religieux. Ces organismes œuvrent seuls ou en relation avec une université. Chaque organisme poursuit un ou plusieurs projets qui sont de dimensions différentes selon les cas. Le nombre d'*interviews* est très variable : une dizaine à plusieurs centaines et même plusieurs milliers de personnes sont interrogées. La durée des travaux varie de un à quinze, dix-neuf ans et leur financement est soit d'origine publique, soit d'origine privée.

De fait, l'histoire orale, recueillie sur bande magnétique, apparaît en continuité avec la tradition orale. La préoccupation pour le passé reste inchangée, même si les sociétés se sont transformées de manière radicale.

L'histoire orale en Afrique

Une filiation historique existe sans doute entre ce que l'on appelle l'histoire orale et la tradition orale. Les traditions sont les sources les plus importantes pour l'histoire des peuples sans écriture. L'étude des traditions orales en Afrique connaît à l'heure présente un très grand développement.

(11) Cfr G.L. SHUMWAY, *Oral History in the United States*, New York, The Oral History Association, 1971.

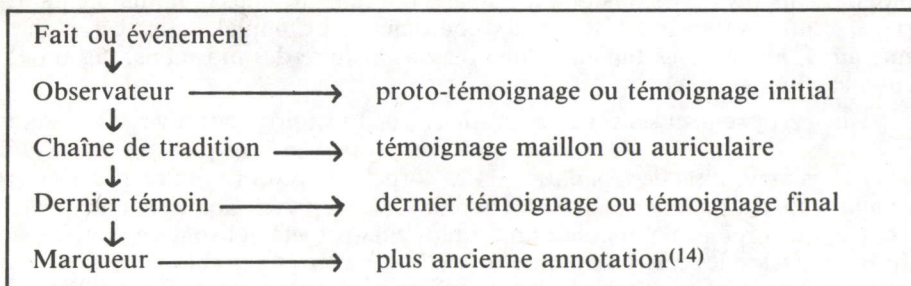
(12) Pour connaître le développement de l'histoire orale, on peut consulter aussi *A bibliography on Oral History*, New York, The Oral History Association, 1971.

Avant les historiens professionnels, des amateurs vivant parmi les peuples illettrés ont récolté des traditions orales et les ont utilisées pour retracer le passé de ces peuples. Depuis 1953, un contact s'est établi entre ces praticiens et leurs confrères professionnels lors de la première conférence sur l'histoire et l'archéologie africaine. Cette conférence a proclamé la valeur réelle des traditions orales. Mais à ce moment, aucun effort n'avait été fait pour essayer d'appliquer la méthode historique à ces sources de façon à pouvoir estimer plus rationnellement et leur caractère propre et leur crédibilité relative.

Depuis lors, des travaux ont été réalisés et parmi ceux-ci, un essai de méthode historique s'appliquant à la tradition orale de J. Vansina⁽¹³⁾. Dans cet ouvrage, l'auteur présente une discussion générale des caractères spécifiques des traditions orales et des méthodes de la critique historique à leur appliquer. Nous livrons ici ses principales réflexions.

Toutes les sources orales ne sont pas des traditions orales. Le sont seules, les sources rapportées, celles qui sont transmises de bouche à oreille ; dès lors, les rumeurs, par exemple, n'appartiennent pas à la tradition orale. Trois types de témoignages oraux sont à distinguer : le témoignage oculaire, la tradition orale, la rumeur.

Le témoignage est transmis de la manière suivante :



Le témoignage verbal est un témoignage indirect qui peut être figé dans sa forme ou peut être libre. Il est la somme des déclarations du témoin et il comprend non seulement le référent, — ce dont on rend compte, — le ou les traditions rapportées mais aussi toutes les additions personnelles du témoin, ses omissions, ses erreurs.

Sont à distinguer le témoignage collectif où l'unanimité du groupe est nécessaire et qui est toujours un témoignage *minimum*, la confrontation de témoins, l'interrogation de témoins. Dans ce dernier cas, la question indirecte est à préférer à la question directe car elle n'influence pas la réponse.

La tradition orale peut se transmettre selon des règles bien déterminées (écoles, spécialistes) ou librement. Les traditions ésotériques favorisent une bonne transmission. L'emploi de moyens mnémo-techniques (objets, images, bâtons

(13) J. VANSINA, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, dans *Annales du Musée royal de l'Afrique centrale*, n° 36, Tervuren, 1961.

(14) J. VANSINA, *op. cit.*, p. 24.

avec incisions, lieux, rythmes de tambour) peut également contribuer à assurer une reproduction fidèle des traditions.

Les altérations dues à la transmission sont provoquées par les pertes de mémoire (omissions, confusions). Elles dépendent aussi du mode de transmission, du contrôle à la reproduction (traditions collectives) et de la fréquence de reproduction. On peut aisément évaluer les effets des pertes de mémoire lorsqu'on possède plusieurs témoignages au sujet d'une même tradition. Les additions explicatives altèrent aussi le contenu de la tradition.

Chaque témoignage a des traits spécifiques qui lui confèrent une valeur historique particulière. Ces traits dépendent du caractère volontaire ou involontaire du témoignage, — dès qu'il est volontaire, le témoin l'influence, — de la signification qui lui est attachée. En effet, la tradition peut être officielle, imposée et ratifiée par les autorités, ou privée, ou sacrée. Ajoutons à cela la structure et le genre littéraire auquel le témoignage appartient, son mode de transmission et la manière dont le témoignage a été déposé.

La structure du témoignage peut être formelle ou informelle, figée ou libre comme nous l'avons déjà dit. Sa structure particulière l'influence de même que la structure interne qui règle la matière rapportée. Les structures éclairent le problème de la transmission, elles donnent des directives pour la comparaison des témoignages, elles permettent de déceler les sources d'erreurs et de mensonges, elles éclairent l'interprétation à donner au témoignage.

Une des tâches essentielles de l'historien est de rechercher le sens exact d'un témoignage. Il doit en retrouver le sens littéral (signification exacte des mots, langues secrètes) et le sens voulu. Pour cette dernière tâche, une connaissance approfondie de la culture dans laquelle le témoignage a été transmis est indispensable. Les divergences entre l'expression littérale et la pensée voulue d'un texte sont imputables au genre littéraire, au symbolisme et aux allusions poétiques, aux lieux communs et clichés complexes (résultats d'une diffusion de récits).

Le témoignage n'est qu'un mirage de la réalité dont il rend compte. Le premier témoin déforme la réalité volontairement ou involontairement. Il en perçoit une partie, il attribue une signification à ce qu'il voit. Son témoignage est empreint de sa personnalité, coloré par ses intérêts et compris à l'intérieur d'un cadre de référence de valeurs culturelles (les mêmes remarques concernent les témoignages de la chaîne). Les déformations dépendent de la signification sociale du témoignage (but, fonction). Pour les témoignages de la chaîne, le but peut être historique ou juridique, économique, didactique, etc. Le but poursuivi influence le témoignage ainsi que la signification que les témoins lui accordent, car il y a des traditions dont les fonctions sociales sont primordiales et d'autres dont les fonctions ne sont qu'accessoiries. Pour le premier témoignage, connaître but et fonction est généralement impossible. Le but est souvent plus important que la fonction, il s'agit alors seulement d'informer. Déterminer but et fonction est parfois possible par l'analyse littéraire ou par l'examen du type auquel appartient la tradition (exemple : panégyrique). Pour le dernier témoignage, en plus des déformations déjà signalées pour les témoignages de la chaîne, d'autres peuvent se produire sous l'influence des compatriotes du témoin qui peuvent manifester des réactions défavorables, de l'enquêteur. Le comportement des témoins est

déterminé par l'idée qu'ils se font de la personne qui les interroge, l'attitude de celle-ci.

Les valeurs culturelles des sociétés influencent aussi les témoignages. L'événement à transmettre doit être jugé digne d'intérêt par le premier témoin ; l'importance qu'il lui accorde dépend des valeurs culturelles de la société dans laquelle il vit. Interviennent aussi les concepts historiques culturels concernant la mesure du temps, la notion de vérité historique, la nature du développement historique. Le témoignage peut aussi être idéalisé ; alors, les traditions sont déformées pour leur donner une valeur exemplaire. Il est nécessaire de comparer les versions du dernier témoin ou de comparer les divers témoignages d'un même proto-témoignage pour essayer de déterminer les différentes déformations.

Le poids du témoignage dépend de son origine. On peut déduire la valeur de l'information du premier témoin des circonstances de la création de son témoignage. Trois origines sont possibles : la tradition purement inventée, l'observation directe et le bruit répandu. En ce qui concerne les témoins auriculaires, il faut s'assurer qu'ils peuvent avoir eu l'occasion d'entendre le témoignage du chaînon précédent. Cela peut être réalisé par l'étude du milieu dans lequel la tradition est transmise que ce soit des traditions liées à des institutions ou des traditions courantes ou des souvenirs personnels. Le poids du témoignage peut aussi être estimé en le comparant avec tous les autres témoignages qui relatent le même fait. La technique comparative peut s'appliquer au texte, au milieu de transmission, aux circonstances et au type des témoignages.

Une typologie des traditions orales a été dressée par J. Vansina⁽¹⁵⁾ :

A	B	C
Catégorie	Sous-catégorie	Types
I. Formules		Titres Devises Traditions didactiques Traditions religieuses
II. Poésie	Officielle Privée	Historique Panégyrique Religieuse Individuelle
III. Listes		Noms de lieux Noms de personnes
IV. Récits	Historiques Didactiques Esthétiques Personnels	Universels Locaux Familiaux Mythes étiologiques Esthétiques Souvenirs personnels
V. Commentaires	Juridiques Auxiliaires Sporadiques	Précédents Explicatifs Note occasionnelle

Chaque source a sa valeur propre ; elle possède ses biais et ses limitations.

La tradition orale elle-même est limitée et souffre de biais dus notamment à l'influence des systèmes politiques qui conditionnent l'existence même de beaucoup de traditions et accessoirement par des facteurs culturels. Ces limitations dans les connaissances obtenues à partir des traditions orales sont réelles et l'historien doit les accepter. Mais il peut essayer d'y pallier en utilisant des données fournies par d'autres sources de l'histoire, comme les documents écrits, s'ils existent, les documents archéologiques, culturels, linguistiques ou physiques. Chacune de ces sciences « ne fournit en soi qu'une série de données elles-mêmes limitées, mais une comparaison entre toutes permet d'élargir considérablement le champ des choses du passé que nous pouvons arriver à connaître. Il n'en reste pas moins que même en utilisant toutes les techniques nous ne parviendrons jamais à étendre nos connaissances historiques à tous les faits du passé »⁽¹⁶⁾.

(15) J. VANSINA, *op. cit.*, p. 120.

(16) J. VANSINA, *op. cit.*, pp. 151-152.

Pour récolter des données valables, il faut bien connaître le milieu (culture, langue, société, types de tradition et leurs caractéristiques), rechercher les témoins avec soin (du fait de son statut, le témoin doit pouvoir avoir connaissance des faits recherchés : spécialistes, témoins non secondaires, non sortis de leur milieu coutumier,...), récolter systématiquement les sources, veiller aux circonstances qui entourent la consignation des sources.

Telles sont les idées principales émises par J. Vansina dans son ouvrage. Ses remarques s'appliquent aux traditions orales africaines⁽¹⁷⁾, mais nous pouvons en tirer enseignement avec beaucoup de profit pour mener des enquêtes sérieuses sur les sources orales de l'histoire dans nos régions.

Conclusion

Si dans certains types de sociétés, les sources orales de l'histoire constituent le fondement majeur de la connaissance historique, dans d'autres disposant de sources écrites en abondance, elles ne peuvent cependant être négligées, notamment pour la reconstitution du passé proche. Les témoins de ce passé proche sont encore là. Pourquoi les ignorer ?

Il faut élargir le champs des préoccupations de l'histoire en tentant d'intégrer dans l'observation et l'analyse « le processus de développement des sociétés complexes, l'intériorisation des changements sociaux chez les individus, la dimension symbolique de l'expérience et l'histoire des gens sans histoire »⁽¹⁸⁾.

L'histoire totale ne peut se faire en méprisant les sources orales de l'histoire. En outre, celles-ci pourraient être avantageusement utilisées dans l'enseignement où la multiplicité des méthodes et des moyens utilisés est recommandée. L'intérêt des élèves ne peut qu'être accru par ce nouveau type de sources auquel ils seraient confrontés, sources orales, plus vivantes, plus concrètes, plus proches d'eux que les documents écrits qui leur sont très souvent soumis et dont l'aspect plus officiel, plus formel peut les dérouter, leur faire perdre le goût de l'histoire parce que moins attrayants.

Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE,
Avril 1980

(17) Cfr H. MONIOT, *L'Afrique et l'enseignement de l'histoire*, dans *Cahiers de Clio, Sciences de l'homme et de son environnement*, n° 47, pp. 30-35, Bruxelles, Nathan-Labor, 1976 ; P. SALMON, *La valeur historique des traditions orales*, dans *Cahiers de Clio*, n° 37, pp. 35-50, Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1974.

(18) N. GAGNON et J. HAMELIN, *op. cit.*, p. 21.

LES COMMUNES POPULAIRES CHINOISES

LEURS RACINES HISTORIQUES, LEUR ÉVOLUTION, LES PROBLÈMES DE LEUR AVENIR

L'organisation de la population rurale chinoise en communes populaires depuis 1958 constitue l'une des transformations sociales, économiques et politiques les plus importantes opérées par le régime révolutionnaire, mais cela justifie-t-il que l'initiation au voyage en Chine lui fasse une part aussi grande alors que le séjour auquel vous vous préparez se passera principalement dans les villes, à visiter les usines, des monuments historiques, des hauts lieux de la révolution⁽¹⁾.

Et cependant, rien ne renseigne plus valablement sur la situation actuelle de la république populaire de Chine qu'une analyse sérieuse des conditions qui règnent dans les campagnes. Pourquoi ?

Plus de 80 % des Chinois vivent dans les communes populaires rurales : soit environ 700 millions sur 875 millions d'habitants que compte le pays, et l'agriculture continue, comme par le passé, à former la base, le secteur fondamental de son économie. La stratégie du développement appliquée par les dirigeants du parti communiste chinois se distingue précisément par l'accent mis sur l'agriculture et par les transformations (dans les structures) qui ont abouti à la création de ces collectivités rurales polyvalentes et dotées d'un degré élevé d'autonomie, d'indépendance ou d'obligation de ne compter que sur leurs propres forces.

Pour en comprendre la signification réelle, il faut rappeler rapidement l'histoire de la Chine, son évolution économique et sociale, son originalité au sein des pays socialistes.

I. HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA CHINE ANCIENNE

1.1. L'Empire agricole qu'est restée la Chine jusqu'au XVIII^e siècle

Jusqu'au XVIII^e siècle, la Chine est restée un énorme empire agricole dont toutes les réalisations soutenaient favorablement la comparaison avec leurs correspondants dans d'autres civilisations et notamment avec celles des sociétés les plus développées d'Europe. Un retard s'est marqué en Chine à partir de la révolution industrielle qui triomphe en Europe au moment où la Chine traverse une crise économique et où elle n'est pas à même de s'opposer à la pénétration des commerçants, des hommes d'affaires, des colonisateurs et des missionnaires que lui envoient la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne dès la fin des guerres napoléoniennes et, dès la fin du XIX^e siècle, les Etats-Unis d'Amérique, la Russie

(1) Conférence faite en janvier 1978, devant un groupe d'universitaires belges, candidats à un voyage en Chine.

et le Japon. La production en série que permet le machinisme tue l'artisanat des sociétés traditionnelles et instaure un système d'échanges internationaux dans lequel les matières premières (produits alimentaires, bois et richesses minérales) et les produits de luxe des pays ouverts à l'influence occidentale vont être troqués avec les biens industriels de consommation et de production (textiles et machines en sont des exemples typiques). La Chine constitue à cet égard une des rares sociétés traditionnelles qui ait résisté aux entreprises coloniales : l'Inde, l'Indochine, l'Indonésie comme la quasi totalité des pays d'Afrique et d'Amérique latine sont dominés par les métropoles européennes alors que l'empire chinois est parvenu à cantonner les étrangers dans un certain nombre de ports à traité dans lesquels des concessions leur sont définies. Ce n'est qu'au cours des dernières années du XIX^e siècle que la constitution des empires prend une tournure qui menace l'intégrité de la Chine. Dès la première révolution chinoise de 1911 commence la lutte pour la reconquête de l'unité et de l'entière souveraineté de la Chine. Cette lutte remporte ses premières victoires dès 1927, elle triomphe en 1945 et en 1949 mais elle n'est pas encore terminée puisque subsistent des parcelles de territoire national qui ne sont pas encore revenues sous la juridiction du gouvernement de Pékin (Taiwan, Hong Kong, Macao, territoires contestés entre la Chine et l'U.R.S.S., entre la Chine et l'Inde, entre la Chine et le Vietnam).

Cette résistance aux emprises étrangères dont la Chine fait preuve au XIX^e siècle s'explique par la solidité de ses institutions, l'efficacité de ses techniques, la cohérence de sa civilisation originale et la prospérité de sa société. Pour les philosophes des lumières et les encyclopédistes, la Chine du XVIII^e siècle constituait un modèle dont il fallait s'inspirer et il faut bien insister sur le fait que les paysans chinois, s'ils étaient pauvres, ignoraient la misère noire que connaissaient nos ruraux de l'époque et ne vont y sombrer à leur tour que pendant le XIX^e siècle seulement.

Depuis le V^e siècle avant J.-C., les Chinois forment une société d'agriculteurs dotés de techniques savantes et qui parviennent à tirer de la culture de la terre tous les produits nécessaires à leur subsistance et à leur reproduction. L'organisation féodale sous une aristocratie foncière et militaire a été remplacée en Chine dès le III^e siècle avant J.-C. par une bureaucratie moderne, centralisée, compétente qui gère le pays à la manière des despotes éclairés que l'Europe connaîtra à la fin du XVII^e siècle.

Les pouvoirs sont aux mains de fonctionnaires sélectionnés par de sévères examens de recrutement basés sur leurs connaissances et leur expérience dans le maniement des hommes ; ils sont soumis à des lois générales et précises, ils doivent rendre compte de leur gestion et sont révocables, c'est-à-dire responsables des troubles que suscite leur administration. L'Etat chinois favorise l'essor de l'agriculture : il se charge des grands travaux que nécessite l'exploitation des zones cultivables : irrigation, drainage, digues des fleuves, réservoirs, il établit et entretient un réseau de routes et de canaux, répand de nouvelles cultures et des semences sélectionnées, diffuse des outils améliorés, encourage le défrichement de terres vierges et il procède périodiquement à des répartitions égalitaires des terres cultivées entre les familles rurales qui les travaillent. La société rurale est formée de petits propriétaires fonciers qui paient l'impôt, accomplissent les corvées, fournissent les soldats du contingent et tirent de leur travail de quoi vivre décemment. Les autorités veillent jalousement à ce que ne se constituent pas de grands

domaines fonciers que domineraient quelques grandes familles parce que leur puissance menacerait l'ordre établi. C'est pour la même raison que sont réprimées les activités commerciales et l'esprit d'entreprise qui, également, peuvent mener au développement de pôles concurrentiels pour les fonctionnaires impériaux.

C'est le gouvernement qui se charge des fonctions économiques extérieures à l'agriculture proprement dite : le commerce interprovincial des céréales, les échanges avec le monde extérieur (par l'intermédiaire des ambassades porteuses de tribut), la production et la vente du sel, de l'alcool, de la fonte du fer, les manufactures de porcelaine et de tous les objets qui vont établir à partir du XVI^e siècle la renommée de la Chine dans le monde : en plus de ses porcelaines et de ses laques, ses papiers peints, ses thés, ses cloisonnés, ses soieries. L'artisanat organisé en grandes entreprises dépend de l'administration et ne se développe que sous son contrôle et sa protection comme devra le faire le commerce extérieur jusqu'en 1842 à la fin de la première guerre de l'opium.

Les besoins de la population, en lente mais constante croissance (60 millions au début de l'ère chrétienne et 400 millions vers 1800) sont satisfaits par une intensification des cultures, une hausse de la productivité des surfaces cultivées, une mise au point de produits de grande valeur mais coûteux en quantité de main-d'œuvre qualifiée : comme le thé, la soie. La Chine ne recourt pour développer ses ressources, ni à la conquête de nouveaux territoires ni au commerce extérieur. Organisation minutieuse, travail acharné, frugalité et relatif égalitarisme constituent les moyens de maintenir l'harmonie et le bien-être au sein d'une société disciplinée et régie par un gouvernement paternaliste.

Tous les gouvernants sont intéressés à la permanence des structures établies. Les fonctionnaires dominent le pays par l'exercice des pouvoirs politiques et par leur monopole sur la culture. Ils sont issus de la classe des propriétaires absentéistes et liés aux notables ruraux. Ces derniers sont dotés d'une délégation de pouvoirs dans les communautés rurales puisqu'à titre bénévole ils aident le fonctionnaire du district dans la collecte des impôts, la répartition des corvées et des obligations, la tenue des registres de la population et du cadastre. Ils sont les intermédiaires obligés entre la population et les fonctionnaires. De tous les services qu'ils rendent, ils tirent de très gros avantages non avoués.

1.2. L'ébranlement de la société confucéenne

L'irruption du commerce privé et de l'esprit d'entreprise va ébranler l'édifice et très vite vont se constituer :

1° *un prolétariat* autour des usines créées par les étrangers d'abord et par les entrepreneurs chinois occidentalisés ensuite, dans les ports, les concessions et les grandes villes ;

2° *une minorité enrichie* constituée d'intermédiaires, de commerçants, d'entrepreneurs qui débouche sur une bourgeoisie d'affaires désireuse de réformes qui lui donneront des droits ignorés jusqu'alors en Chine (c'est la clientèle du *Kuo-mingtang* et ensuite la bourgeoisie nationale encore influente en république populaire de Chine) ;

3° enfin, une catégorie de *paysans* de plus en plus pauvres parce que les industries mécaniques ont tué leur artisanat (un mètre de soie d'une usine japonaise de Shanghai coûte 100 fois moins qu'un mètre de soie produit sur un métier rural en 1923), parce que l'Etat ne soutient plus l'agriculture comme il l'avait fait jusqu'alors et considère que c'est l'industrialisation et le développement du commerce qui permettront à la Chine de se moderniser et d'élever le niveau de vie de sa population, et enfin parce que les gens les plus riches et les plus instruits négligent eux aussi les exploitations agricoles et convertissent leur patrimoine en affaires financières, industrielles et commerciales. Digue, réservoirs, canaux sont négligés, les cultures vivrières cèdent le pas dans les régions proches des grandes villes et des voies de communication aux cultures industrielles et aux produits d'exportation : tabac, thé, élevage, coton,...

Les villes deviennent le lieu où sont concentrés les puissants, les riches et les instruits, et les campagnes sont livrées au dépérissement, à la subsistance et au brigandage, tout juste bonnes à constituer une réserve de main-d'œuvre et un marché pour les produits de l'industrie moderne.

1.3. Les raisons de la misère paysanne

Malgré cette décadence, il est remarquable de constater que la Chine n'est cependant jamais devenue un pays de grands domaines fonciers. L'enquête réalisée par Mao Tse-toung entre 1926 et 1931 dans les campagnes du centre et du sud-est de la Chine montre que 3 % de la population possèdent 30 % des terres, certes, 16 % de la population ne possèdent pas de terres et vivent des ressources qu'ils tirent de terres louées ou du travail qu'ils prestent comme ouvriers agricoles, mais que 81 % des ménages paysans sont propriétaires de terres et les mettent eux-mêmes en exploitation. Toutefois, la moitié de ces familles (donc environ 40 % de l'ensemble) ne possèdent pas assez de terres pour vivre de leurs récoltes et doivent louer des suppléments auprès de paysans riches pour arrondir maigrement leurs revenus.

Ce n'est donc pas l'inégale répartition de la propriété foncière qui est l'élément essentiel responsable de la misère des paysans. L'expliquent bien davantage les mécanismes des ventes des produits agricoles, des approvisionnements en biens de consommation et biens de production, les conditions d'accès au crédit (qui en Chine est aux mains d'usuriers) et l'organisation des pouvoirs dans les communautés agricoles. C'est d'ailleurs pourquoi les réformes que réalisent les autorités communistes dans les régions libérées s'efforcent de réduire les rentes, les taux d'intérêt et de transformer les structures politiques des communautés rurales sans chercher à imposer l'expropriation des domaines rentables. Les communistes promettent toutefois une redistribution des terres dès la conquête du pouvoir afin d'enrôler les paysans dans l'armée populaire de libération qui doit chasser les Japonais et renverser Chiang Kai-shek.

Il faut retenir de la longue histoire de la Chine impériale que le gouvernement s'est généralement préoccupé d'encourager le développement de la production agricole et de soutenir les petits paysans afin qu'ils vivent en autarcie et que ne se posent pas de problèmes en matière de disette et de rupture de l'ordre établi.

Si l'impôt foncier en céréales et en soie essentiellement, si les corvées et la paix sociale étaient assurés, les communautés villageoises étaient livrées à elles-mêmes sous le contrôle et l'arbitrage des notables ruraux, des lettrés liés aux propriétaires les plus riches et aux fonctionnaires. Ce que l'empire voulait sauvegarder était l'ordre politique établi et l'impossibilité pour des groupes particuliers de s'emparer du pouvoir et d'en transformer l'équilibre, donc pas de bourgeoisie d'affaires dotée de pouvoirs politiques ni de puissants militaires ni même de participation à la gestion par d'autres personnes que celles intéressées au maintien du *statu quo*. Les gouvernants dirigent en exclusivité et les paysans produisent les richesses en étant assurés d'une limite mise à leur exploitation.

La ruine de l'édifice confucéen traditionnel par l'émergence du commerce, de l'esprit d'entreprise, de la spéculation financière et du souci d'enrichissement et de pouvoir personnel mène à la crise que développent encore les luttes entre les intérêts impérialistes en concurrence en Chine, les occupations étrangères, les dépenses militaires du gouvernement pour faire face au Japon et aux révoltes animées par le parti communiste chinois et enfin la guerre civile qui fait rage entre 1931 et 1935 et reprend sur une échelle nationale à partir de 1946.

II. ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Lorsqu'est établie la république populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949, l'économie de la Chine est réduite à peu de chose et le seul secteur sur lequel le pays puisse prendre appui réside dans son agriculture. Celle-ci va devoir produire rapidement davantage pour nourrir la population, financer la construction du socialisme, livrer au commerce extérieur des marchandises destinées à payer les massives importations de matériel, d'experts, de techniques acquises en U.R.S.S. et dans les démocraties d'Europe orientale. Notons que seuls les pays comme l'Union Soviétique sont à ce moment intéressés à acheter des céréales et qu'ils les trouveront à des conditions avantageuses en Chine.

La Chine s'engage dans une politique de collectivisation de l'agriculture inspirée de l'expérience soviétique mais menée de manière progressive afin d'éviter la constitution d'une résistance paysanne organisée. Une redistribution des terres est organisée par la *Loi de réforme agraire du 28 juin 1950* : tous ceux qui vivent du travail de la terre sont dotés d'une propriété personnelle grâce à une confiscation des biens ruraux des propriétaires absenteïstes, des traîtres et collaborateurs, des collectivités religieuses et de la partie des terres qui ne sont pas travaillées par leurs propriétaires et les membres de leur ménage : ceux qu'on appelle les paysans riches.

Sur 107 millions d'hectares cultivés (alors que la Chine s'étend sur 9.600.000 km²), 47 millions, soit 44 %, seront redistribués entre les paysans pauvres, les ouvriers agricoles, les soldats démobilisés. Chaque bénéficiaire ne reçoit cependant qu'une très petite propriété : 0,19 ha en moyenne. En 1952, lorsque la réforme est achevée, 300 millions de paysans sont devenus petits propriétaires libérés de la rente mais soumis à l'impôt foncier qui représente 17 % de la valeur des récoltes. À côté d'eux subsistent 70 millions d'anciens paysans moyens dont

la situation n'a pas été modifiée et 40 millions d'anciens paysans riches dont la propriété a été réduite en surface.

Le nombre des exploitations non rentables s'est accru : les nouveaux exploitants propriétaires n'ont ni équipement, ni bétail, ni capitaux de fonctionnement. Les investissements dans les campagnes n'ont pas repris et l'élévation des récoltes est faible : de 139 millions de tonnes de céréales en 1949 à 154 millions de tonnes en 1952. L'Etat oblige les paysans à lui vendre des quantités prescrites de céréales, d'oléagineux, de coton à des prix qu'il fixe et qui sont très peu rémunérateurs. Rien n'est organisé pour le crédit, l'usure reprend avec ses conséquences d'appauvrissement, de location de terres, d'engagement de main-d'œuvre salariée et de ventes des parcelles distribuées.

Le mode de gestion ancien que dominaient les notables ruraux, les lettrés et les fonctionnaires est rompu mais c'est l'administration de l'Etat et du parti communiste chinois qui le remplace et qui cherche à motiver des activistes pour que les directives centrales soient respectées dans les villages laissés pour l'essentiel à la charge des initiatives et des efforts locaux.

Une critique de ceux que la population rend responsables de l'exploitation ancienne et de la faible amélioration des conditions matérielles actuelles débouche sur une dictature des démunis, organisés en associations des paysans pauvres et moyen pauvres par le parti communiste chinois. Ceci conduit à des procès populaires et à des exécutions en masse ainsi qu'à l'abattage du bétail, à la destruction de nombreux outils de production.

Dans l'impossibilité de consacrer les investissements requis pour introduire les moyens capables d'élever la production agricole grâce à une progression de la productivité des terres (l'extension rapide des surfaces exploitées étant exclue), les autorités chinoises vont demander aux paysans de s'organiser de manière plus rationnelle pour produire davantage et de limiter au maximum leur consommation en se soumettant à un rationnement strict.

Les réformes de structures prendront successivement la forme d'*équipes d'entraide* constituées dès 1952, puis de *coopératives inférieures* à partir de 1953 et enfin de *coopératives socialistes* (cfr kolkhozes) dès 1956. Parallèlement ont été mis en place un système de rationnement pour les biens de première nécessité, des coopératives d'achat et de vente contrôlées par l'Etat, des institutions de crédit. En 1957, toute la population rurale chinoise est organisée en 750.000 coopératives socialistes qui remembrement les parcelles, rendent les locations et les ventes de terre impossibles, rémunèrent leurs membres par une part du résultat d'exploitation enregistré, calculée en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni par chacun (en points de travail). De plus, les paysans sont dotés de parcelles individuelles et peuvent se livrer à du petit élevage et à des activités familiales pendant leurs loisirs. Ceux-ci sont réduits, car le nombre de journées de travail passe de 100 jours par an en 1955 à 270 jours en 1957.

Pour stimuler la production, la politique des prix imposés a été modifiée en 1956 : l'Etat paie mieux les ventes qui lui sont consenties obligatoirement et il ne relève pas les impôts en fonction des récoltes réelles. Néanmoins la situation dans les campagnes est insatisfaisante et à partir de 1955 non seulement l'exode rural est interdit mais commencent les campagnes de renvoi des villes vers les zones

rurales des paysans qui y ont cherché de meilleures conditions de vie et de la population citadine en chômage ou sous-employée.

La production de céréales augmente entre 1952 et 1957 de 3,5 à 4 % par an, ce qui est inférieur aux besoins énormes de l'industrialisation, de la modernisation et de l'élévation du niveau de vie d'une population en croissance rapide. En 1957, la récolte de céréales atteint 185 millions de tonnes dont un quart est prélevé par l'Etat sous forme d'impôts et de ventes obligatoires.

Des réformes sont à l'étude depuis 1956 :

- plan agricole de 12 ans qui prévoit une élévation des rendements grâce à la modernisation des techniques que préconise la *Charte agricole en 8 points* (c'est le plan national 1956-1967 non encore réalisé dans tout le pays à la fin de 1977) ;
- projet de collectivisation accélérée et à plus grande échelle de l'agriculture ;
- décentralisation de la planification et de la gestion économique pour mieux mobiliser les facteurs locaux de production ;
- plans d'améliorations foncières et hydrauliques entrepris par la technique des investissements humains dans des chantiers où sont envoyés les éléments critiqués après les *Cent fleurs* ;
- campagnes d'éducation socialiste, de lutte contre les tendances droitières lancées afin de motiver la population et de l'amener à accepter des transformations structurelles sans attendre un développement des forces de production et une élévation de son niveau de vie.

Pourquoi cet ébranlement du modèle classique de construction du socialisme ?

- une enquête publiée en Chine montre que 38 % des ménages de paysans ne disposent pas d'assez de céréales : le revenu moyen des ménages paysans varie selon les régions entre 171 yuan par an dans le Kansu, 399 dans le Hopei et 458 dans le Kiangsu alors que les salaires administratifs les plus bas sont de 480 yuan par an et les salaires industriels de 540 yuan par an et que dans les ménages urbains, il rentre souvent deux revenus individuels au moins ;
- l'effort qu'exige le plan quinquennal en vue de constituer une infrastructure industrielle de base dépasse les possibilités d'accumulation disponibles et, non seulement les crédits fournis par l'U.R.S.S. et ses alliés sont insuffisants, mais ils deviennent précaires parce que liés à des consignes d'utilisation que refusent les dirigeants chinois ;
- enfin, des dissensions se développent au sein de la direction du parti communiste chinois entre partisans d'une modernisation de l'équipement, des techniques avant toute nouvelle collectivisation accrue, soucieux qu'ils sont de permettre l'enrichissement des meilleurs producteurs qui seront les agents du développement et partisans d'une coopération accrue et d'un contrôle plus étroit de toute l'activité rurale afin de constituer une accumulation de fonds destinés à l'achat des facteurs de production modernes : engrais, semences sélectionnées, machines perfectionnées, à l'industrialisation et à la constitution de services ruraux comparables à ceux que finance l'Etat dans les villes.

Ce clivage dessine déjà ce que deviendra en 1966, la « lutte entre les deux lignes », et que sous-tend le divorce entre :

- une administration directe et centralisée du secteur moderne s'étendant jusqu'aux districts, soucieuse du développement agricole encouragé par

l'Etat, encadré par son personnel, soumis à des règles impératives quant aux impôts, aux livraisons obligatoires, aux ordres du plan (genres de culture, étendues, prix, infrastructure) mais basée sur l'initiative des collectivités rurales dotées d'une certaine autonomie et stimulées par le rendement de leurs efforts personnels ;

- une collectivisation totale de tous les biens de production, une direction centrale de toutes les activités capables d'accélérer la construction du communisme grâce à la mobilisation politique.

Ce divorce apparaît en public la première fois en 1955-1956 lors du débat sur la coopération agricole opposée à la modernisation des techniques de production ; il se manifeste de manière dramatique en 1959 lorsqu'au sein du bureau politique est critiquée la création des communes populaires qui dépossède les paysans de tout encouragement pour leurs efforts productifs et enfin il éclate au cours de la révolution culturelle de 1966-1969 lorsque sera repris le schéma des communes de 1958. C'est ce même clivage qui forme un des aspects de la lutte actuelle entre les « modérés » ou les pragmatiques qui considèrent que la couleur du chat importe peu s'il attrape les souris comme on le lui demande, et d'autre part les membres « de la bande des quatre » qui veulent pousser plus profondément les réformes de structures, c'est-à-dire élargir les unités collectives, supprimer la petite production et les stimulants matériels aux producteurs, mettre chacun dans des conditions semblables, même si ces conditions sont extrêmement frugales et préjudicables au développement économique et donc à la défense nationale et à l'indépendance du pays.

III. LES COMMUNES POPULAIRES

Voyons enfin ce qu'étaient les communes en 1958 et ce qu'elles sont actuellement, telles que la *Constitution de 1975* et le *Programme gouvernemental de Chou En-lai* et de son équipe les définissent.

3.1. Les communes populaires en 1958

La Chine ne dispose pas des capitaux nécessaires pour développer la production agricole grâce à une modernisation des techniques : engrais, pesticides, électrification et mécanisation. Elle ne pourrait de plus donner du travail aux nombreux paysans mis en chômage par la généralisation de ces procédés. La *technique des investissements humains* va être utilisée sur une grande échelle à partir de l'hiver 1957-1958 pour étendre les zones irriguées et drainées, pour construire des réservoirs, régulariser le cours et le débit des fleuves, pour lutter contre l'érosion et la dégradation des sols cultivés, elle débouche sur une pénurie de main-d'œuvre car les modes d'exploitation de l'agriculture restent extrêmement coûteux en quantité de travail.

Une meilleure organisation des forces disponibles grâce à de nouvelles transformations des structures, des rapports de propriété et des rapports de produc-

tion doit fournir la solution. Les coopératives socialistes sont trop petites pour libérer la main-d'œuvre requise et pour accumuler des surplus de production indispensables au financement du deuxième plan quinquennal qui va entrer en vigueur en 1958. *L'Etat central délègue une partie de ses pouvoirs* d'organisation à ses rouages locaux (provinces, districts) afin de mieux adapter la mobilisation des moyens aux conditions concrètes qui règnent dans les différentes régions. Parallèlement, il faut que les unités de production agricole soient agrandies, qu'elles soient plus directement administrées par l'Etat et mieux contrôlées pour éviter l'enrichissement personnel.

Les communes vont *regrouper les coopératives* qui fonctionnent sur le territoire d'un canton (la division sous les districts) et se charger non seulement de la culture des champs, de l'élevage mais aussi du reboisement, du drainage, de l'irrigation, du terrassement et encore des travaux d'infrastructure : routes, canaux, réservoirs,... De plus, les communes *fusionnent avec l'administration des cantons* : elles deviennent le rouage inférieur de l'appareil de l'Etat et sont donc chargées des services de l'état civil, des finances, des milices, de la santé publique, de l'enseignement, de la justice, du ravitaillement, du plan et des activités commerciales, artisanales, industrielles et financières. Au lieu des 750.000 unités de production agricole qu'étaient les coopératives et des 80.000 cantons, chacun doté de personnel administratif, il n'y a plus en Chine à la fin de 1958 que $\pm$ 25.000 grandes unités qui combinent les activités productives et l'administration. Ceci réduit le personnel improductif, le coût et l'encadrement et permet une plus grande uniformisation des modes de gestion par des employés de l'Etat, mieux formés. Le but avoué est d'étendre progressivement l'échelle des communes pour qu'elles correspondent chacune à un district et pour que la Chine ne comprenne plus bientôt que $\pm$ 2.100 districts, unités de production et d'administration, au sein des 29 provinces et régions autonomes.

Une commune en 1958 groupe en moyenne entre 2000 à 5000 hectares et entre 25 à 60.000 individus, organisés en équipes de production formées des habitants d'un même village ($\pm$ 50 familles) qui vivent et travaillent ensemble, et en brigades de production ($\pm$ 350 familles) qui correspondent aux anciennes coopératives. Des chefs élus des équipes forment l'assemblée de la brigade et au sein de celle-ci sont désignés des délégués qui forment l'assemblée de la commune. Un conseil d'administration de la commune (comité révolutionnaire) comprend un responsable de chacun des secteurs. La commune forme le canton électoral de base pour la désignation des membres de l'assemblée du district.

Au sein de la commune, tout devient propriété de la collectivité : les terres, l'équipement, le bétail, les maisons. La propriété personnelle est limitée aux biens de consommation. Seuls échappent à la propriété collective les biens qui appartiennent à l'Etat et aux organes locaux des provinces, préfectures et districts : c'est le cas pour de grands ouvrages, des mines, des établissements fondés par eux.

La rémunération se fait sur des bases nouvelles. Chaque membre régulier de la commune, — et non pas seulement les travailleurs, — a droit à des services fondamentaux gratuits : repas dans les cantines, soins médicaux, accouchements dans des hôpitaux à construire, garde des enfants et enseignement, soins aux vieillards, funérailles, coiffeurs, buanderies, lavoirs, entretien des vêtements. En

plus, une rémunération est fournie aux travailleurs, à partir du reliquat des résultats d'exploitation de la commune, calculée en fonction de la quantité et de la qualité du travail, des aptitudes et de l'attitude politique de chacun. Ce revenu correspond $\pm$ à 30 % de ce que reçoit un ménage paysan.

La commune paie l'impôt, constitue un fonds d'investissement, un fonds de réserve et un fonds social. C'est elle qui va financer l'établissement et le fonctionnement des cantines, des services sociaux, des améliorations foncières, des industries à établir.

Tous les adultes valides sont mis au travail et soumis à une discipline militaire, le volume de la main-d'œuvre gonfle par l'entrée des femmes dans la population active (c'est pour le permettre que les services sociaux doivent être créés) et par la mise au travail de la population traditionnellement sous-employée en dehors des saisons agricoles. A cet effet, des chantiers sont ouverts et l'artisanat se développe en industries et la sylviculture, la pisciculture, la sériculture doivent être étendues. Des 120 jours de travail par an au Shensi aux 270 jours par travailleur masculin des coopératives, on passe à 325 jours en moyenne pour chaque adulte.

Des industries s'établissent à partir des moyens disponibles sans investissements coûteux et forment de la main-d'œuvre, transforment les matières premières locales, satisfont les besoins en produits de consommation (minoteries, pâtes alimentaires,...) et en biens de production : électricité, ciment, fonte de fer, acier, outils élémentaires.

Enfin, toutes les activités privées sont supprimées : plus d'artisanat individuel ou familial, plus d'élevage ou de lopins privés, plus de marchés libres ni de colporteurs.

Les décisions sont prises au sein du comité de la commune où siègent des membres du parti communiste chinois, des activistes et l'avis de l'association des paysans pauvres et moyen pauvres est prépondérant. En fait, sont entérinées dans la commune les règles décidées aux niveaux supérieurs qu'expliquent cadres et propagandistes. Les boucs émissaires des frustrations et mécontentements sont les membres des catégories noires : les anciens propriétaires riches et leurs descendants, les droitiers, les révisionnistes et les mauvais éléments.

Ce schéma va être modifié en sens divers par la crise des années 1959-1961, puis par la politique appliquée par l'équipe de Liu Shao-chi, ensuite par la révolution culturelle, puis à nouveau à partir des troubles suscités par l'affaire de Lin Piao.

3.2. Que sont les communes actuellement ?

L'idée de base, bien que critiquée, est maintenue, à savoir le principe de combiner dans des unités territoriales assez larges l'administration et l'activité productrice. D'autre part, une spécialisation stricte des tâches est intervenue grâce à des transformations de structure importantes.

Les communes sont devenues plus petites que celles de 1958 : il y en a 50.000 au lieu des 25.000 initiales : elles comprennent environ 20.000 personnes en

moyenne, mais surtout une décentralisation des pouvoirs et de la propriété a été réalisée de sorte que la commune, en dehors de l'administration et de la coordination, ne se charge plus que des tâches productrices qui intéressent l'ensemble de la commune et essentiellement des activités d'ordre industriel.

L'élément essentiel au sein des communes est constitué par l'équipe de production. Ce groupe de 150 personnes environ, possède les terres collectives, le petit équipement et forme l'unité de compte et l'unité de gestion. Tout ce qui reste de l'expérience d'exploitation après avoir versé l'impôt, les redevances aux autorités supérieures, après avoir effectué les amortissements, le remboursement des dettes et le versement aux divers fonds de réserve est la propriété collective de ses membres.

Ceux-ci sont payés en fonction de leur travail, en quantité et qualité et tout surplus d'effort productif leur rapporte donc un supplément de revenus. Chaque habitant, membre de l'équipe, reçoit une ration de céréales, d'oléagineux et de coton qui couvre les besoins vitaux mais dont le prix est déduit des revenus du ménage en fin d'année lorsqu'il est procédé à la répartition des revenus. Les ménages dans lesquels peu de gens travaillent connaissent des conditions difficiles : c'est une pression pour limiter la descendance. Tous les services sont à présent paysans ; l'égalitarisme est proscrit et la rémunération se fait uniquement en fonction des prestations.

Enfin, les lopins privés, l'élevage familial, les activités subsidiaires individuelles ou familiales sont restaurées et les paysans peuvent vendre le produit de ces occupations sur des marchés ruraux, organisés tous les cinq jours, ou les vendre aux organes de l'Etat qui les paient à des prix rémunérateurs pour alimenter les villes, les courants d'exportation et pour éviter le développement d'un marché noir parallèle.

Les brigades ne sont propriétaires que de leurs propres investissements : quelques équipements agricoles utiles à l'ensemble de leurs équipes, un dispensaire médical, une école élémentaire, un atelier de réparation. C'est la brigade qui est responsable de l'exécution du plan et qui coordonne donc le travail. Au niveau de la brigade existe une organisation du parti communiste chinois. Le secrétaire du comité du parti communiste chinois de la brigade est le cadre influent dans les campagnes.

C'est la commune enfin, qui est propriétaire des installations artisanales et industrielles : les petites entreprises de l'industrialisation rurale qui sans équipement coûteux utilisent la main-d'œuvre disponible.

Toutefois, le district, dernier échelon de l'appareil de l'Etat, est le rouage de plus en plus prépondérant : sur lui repose la modernisation de l'agriculture et l'industrialisation. Il établit et gère les usines : stations électriques, cimenteries, aciéries, constructions mécaniques, fabriques d'engrais que financent les surplus produits par les communes et leurs subdivisions. C'est le district aussi qui organise les hôpitaux, les écoles secondaires et techniques et qui reprend d'une manière générale les services primitifs établis par les initiatives locales pour les étendre et les doter de matériel plus moderne, les faire travailler de manière plus rentable et à plus grande échelle.

Depuis 1970 est lancé en Chine un mouvement d'émulation du modèle du district de Tachai, soit un district modèle dans lequel le comité local du parti communiste chinois dirige de manière dynamique l'organisation des activités et obtient en mobilisant convenablement les forces de production disponibles et en évitant toute tendance politique erronée, des rendements accrus, donc une amélioration du niveau de vie des paysans, une augmentation des ventes à l'Etat et un développement rapide des fonds d'investissement qui permettent l'achat d'engrais, d'insecticides, de machines, le financement de grands travaux : terrasses, nivellements, canaux, et l'établissement de petites industries ainsi que d'écoles et de services sociaux. L'idéal à atteindre que réalise Tachai est que l'ensemble des revenus après paiement des impôts puisse être réparti en 1/3 pour les travailleurs, 1/3 de livraisons à l'Etat, 1/3 pour les investissements locaux.

L'Etat contribue de manière très considérable à cet essor. Il a relevé les prix qu'il paie pour les livraisons obligatoires : les céréales par exemple sont payées actuellement autant aux équipes que ce que paient les citoyens pour les acheter dans les magasins et ces prix sont passés à la campagne de 100 en indice en 1960 à plus de 150 en 1975. D'autre part, l'Etat vend aux unités collectives des produits industriels : engrais, machines, pétrole à des prix très inférieurs à ceux qu'il pratique envers les usines et les villes et à des prix en baisse constante dans les zones rurales : en moyenne de 100 à 50.

L'impôt foncier n'a plus été relevé depuis le *grand bond en avant*. Il en découle que les régions qui ont le plus développé leurs productions paient beaucoup moins, relativement, que les zones arriérées : l'Etat préfère à l'heure actuelle entre 3 et 12 % des récoltes. De plus, ce sont les régions qui ont élevé leurs rendements en céréales qui parviennent surtout à diversifier leurs activités et à se moderniser.

NÉCESSITÉ DE CHOIX POUR L'AVENIR

A cette très coûteuse subvention de l'agriculture que fournit l'Etat afin d'assurer la couverture des besoins alimentaires essentiels du pays s'ajoute l'énorme effort consacré à l'industrialisation des villes, à la construction d'une infrastructure moderne et au développement de l'enseignement, de la recherche. Deux alternatives se posent : prélever le *maximum* des surplus agricoles au risque de freiner les efforts productifs des paysans, ou bien stimuler l'activité des meilleurs producteurs. C'est cette dernière politique qui l'emporte depuis la fin de la *révolution culturelle*, l'élimination du Lin Piao et la dénonciation de la « bande des quatre ».

L'encouragement aux activités productrices individuelles et familiales nourrit une élévation du niveau de vie et alimente une épargne qui constitue un débouché aux produits industriels : machines à coudre, radios, vélos, montres, équipements ménagers. De plus, les revenus en hausse des collectivités permettent de créer un marché important pour l'industrie de l'Etat : ciment, briques, engrais, machines, électricité.

Cette prospérité des plus entreprenants est finalement très bénéfique pour l'Etat qui peut se décharger sur elle de l'établissement et du financement des écoles primaires, des dispensaires, des services publics et des institutions sociales dont tous les services sont redevenus payants. En résumé, il fallait choisir entre une quasi stagnation dans l'austérité ou bien un progrès pour les plus producteurs et les plus habiles. C'est, simplifiée, l'alternative : développement des forces productives ou approfondissement des réformes de structure.

Marthe ENGELBORGH-BERTELS,
21 janvier 1978

ANNEXE

Quelques prises de position récentes

TENG HSIAO-p'ing : 2 octobre 1974 : *Trente ans nous suffiront pour rattraper l'Occident*

« Depuis 25 ans, nous sommes convaincus qu'il est plus difficile de développer l'agriculture que l'industrie. Pour passer de 100 millions de tonnes de céréales à 250 millions, il a fallu déployer une énorme quantité de travail. Sans la participation populaire et paysanne en particulier, cela aurait été impossible. Pour l'agriculture, nous mettrons l'accent sur la construction de base : l'aménagement des sols y compris l'applanissement, l'amendement et les travaux hydrauliques.

Il nous faut aussi résoudre la question des engrais et de la mécanisation. Comme l'a dit le président Mao, c'est la mécanisation qui fournit la solution fondamentale du problème agricole. Notre niveau est très bas à cet égard. Nous réglerons cette question par le développement de l'industrie ».

TENG HSIAO-p'ing : 1975 : *Le programme général*

« Certains de nos camarades traitent encore de façon métaphysique des rapports entre la politique et l'économie, entre la révolution et la production. Ils séparent toujours politique et économie ; ils parlent seulement de la révolution, pas de la production. Dès qu'ils entendent qu'il faut mener à bien la production et la construction de l'économie, les voilà qui distribuent des étiquettes de partisans de la « théorie des forces productives ». Ils accusent les gens de pratiquer le révisionnisme.

Lénine a dit que les succès de l'éducation politique se mesurent aux progrès de la situation économique. Le président Mao a déclaré de son côté : *le caractère plus ou moins bénéfique et l'importance d'une politique d'un parti et de ses effets sur le peuple chinois, on en juge en définitive en regardant si cela aide les forces productives du peuple et dans quelle mesure cela les aide, en regardant si cela entrave les forces productives ou si cela les libère.*

Si l'on veut limiter les droits bourgeois, il faut respecter les réalités d'aujourd'hui sur les plans matériel et idéologique. Rejeter le principe de la répartition en fonction du travail, oublier les inévitables différences serait donner dans l'égalitarisme. Négliger les inégalités dans la force de travail, la capacité productive et l'apport réel de travail freinerait l'initiative socialiste des masses ».

CHIANG CHING (Madame MAO) : 15 septembre 1975 à la première conférence nationale sur l'agriculture

« A présent, la production agricole rencontre un certain nombre de difficultés. Outre les calamités naturelles, existe le risque d'une restauration capitaliste dans les villages. Le capitalisme peut être restauré parce que les poisons révisionnistes de Liu Shao-ch'i n'ont pas été entièrement extirpés. A ce qu'on dit, le système des *trois libertés* — *un contrat*⁽²⁾ subsiste dans certaines équipes de production. La mentalité de petite production subsiste gravement dans les villages.

S'agissant de la politique centrale, faut-il compter absolument sur la banque de l'agriculture ? Tout développement de la production doit reposer sur l'enseignement du président Mao : *compter sur ses propres forces, assurer l'habillement et la nourriture.* »

HUA KUO-feng : 15 octobre 1975 à la première conférence sur l'agriculture

« Il faut rappeler la main-d'œuvre partie chercher du travail à titre individuel hors des communes populaires, regrouper les artisans qui travaillent à titre individuel, transférer à la collectivité les parcelles privées ou les terres défrichées que les membres des communes détiennent en sus de leurs droits, corriger la tendance erronée qui consiste, dans la répartition, à ne pas constituer des fonds publics et à distribuer tout l'argent aux membres. »

HUA KUO-feng : décembre 1976 à la deuxième conférence sur l'agriculture

« Chaque habitant du district de Hsiyang où se trouve la brigade de Tachai a produit en 1976, 750 kilos de céréales, dont 250 ont été livrés comme grain marchand (donc vendus obligatoirement à l'Etat). Si tous les districts de la province du Shansi faisaient de même, le volume global de la production céréalière serait deux fois et demi supérieur à celui de 1974 et le volume de grain vendu à l'Etat presque quadruplé.

Il nous faut cinq ans de durs combats pour qu'en 1980, un tiers de nos districts soient de type Tachai.

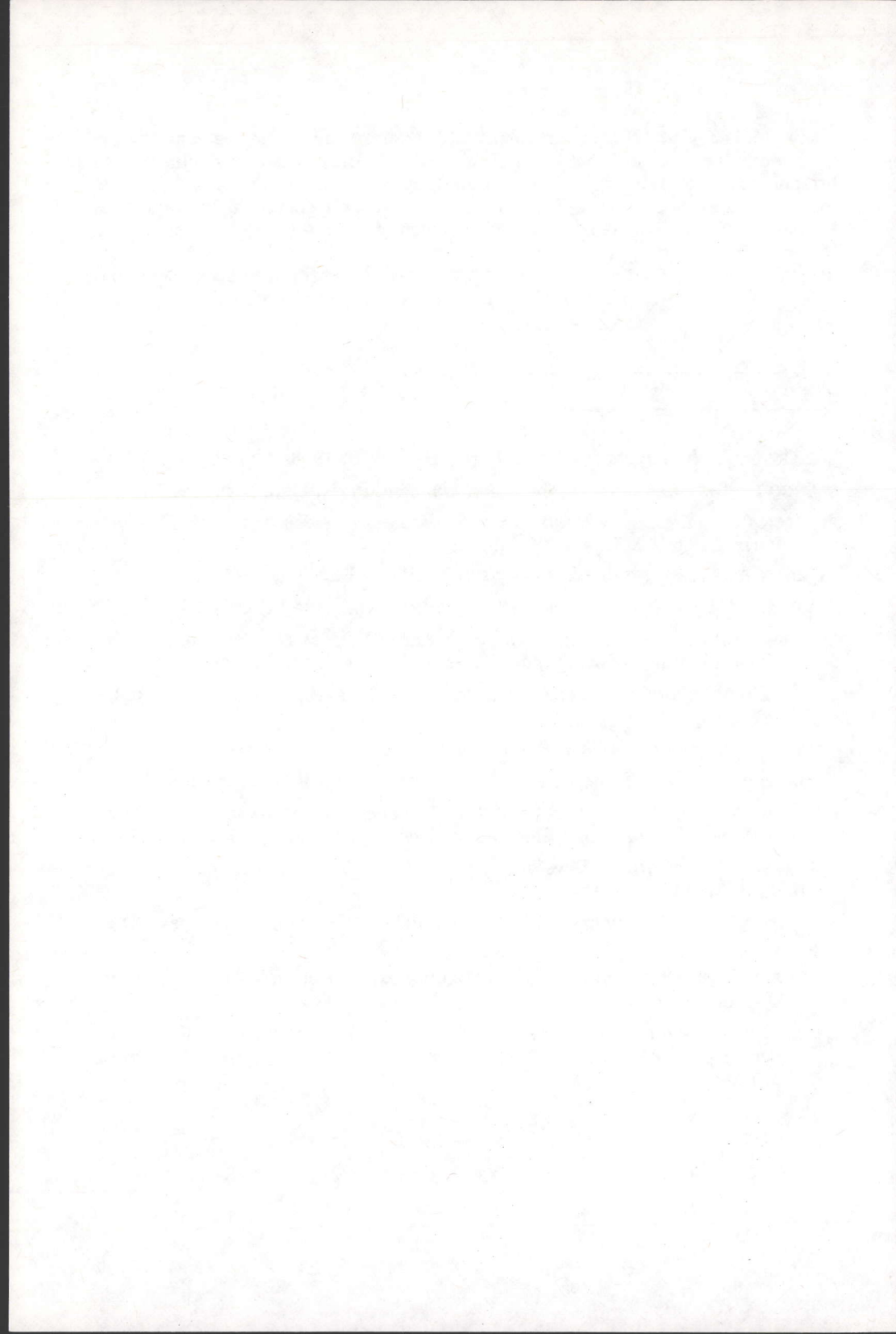
Dans la plupart des régions, le système de propriété à trois échelons des communes populaires (l'équipe de production étant l'unité de base pour la

(2) La liberté de vendre des terres, de consentir des prêts à intérêt et d'engager de la main-d'œuvre salariée ainsi que de fixer les *quota* de production par famille et non plus par unité collective. Ces « trois libertés et un contrat » ont été dénoncés en 1967.

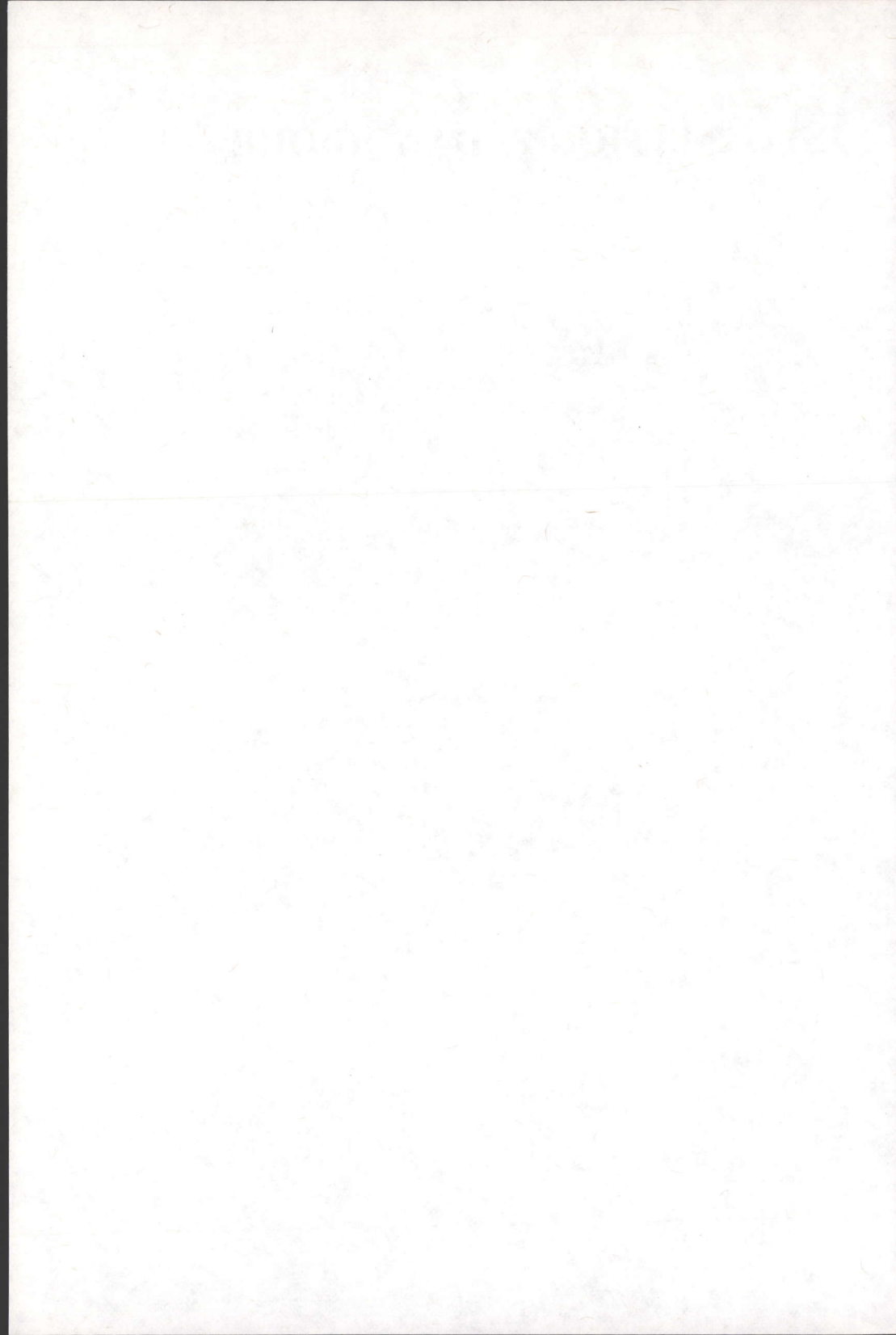
propriété, la comptabilité et la répartition) correspond au développement des forces productives. Lorsque ces conditions auront mûri, ce système évoluera et la brigade de production, voire la commune populaire ; ils deviendront l'unité de base après l'extension et l'approfondissement du mouvement de Tachai, après l'expansion agricole socialiste et le renforcement de l'économie aux niveaux de la commune et de la brigade. Plus tard encore, la propriété collective communale deviendra propriété du peuple tout entier. On passera enfin de la propriété socialiste du peuple entier à la propriété communiste du peuple entier ».

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- BALASZ E., *La bureaucratie céleste*, Paris, Gallimard, 1968.
- BIANCO L., *Les origines de la révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 1967.
- BUCHANAN K., *L'espace chinois. Transformation des origines à Mao Tse-tung*, Paris, Colin, 1975.
- DUMONT R., *Chine. La révolution culturelle*, Paris, Le Seuil, 1976.
- ELVIN M., *The pattern of Chinese Past*, Stanford University Press, 1973.
- ENGELBORGH-BERTELS M., *La Chine rurale. Des villages aux communes populaires*, Institut de Sociologie, Université libre de Bruxelles, 1974.
- ETIENNE G., *La voie chinoise. La longue marche de l'économie*, Paris, P.U.F., 1974.
- GERNET J., *Le monde chinois*, Paris, Colin, 1972.
- GOUROU P., *La terre et l'homme en Extrême-Orient*, Paris, Flammarion, 1972.
- HSUEH MU-chiao, SU HUNG, LING TSE-li, *The socialist transformations of the National Economy of China*, Peking, Foreign Languages Press, 1960.
- PERKINS D., *Agricultural Development in China 1368-1968*, Chicago, Aldine Publishing Co, 1969.
- Socialist upsurge in China's Countryside*, Peking, Foreign Languages Press, 1957.
- TISSIER P., *Les communes populaires chinoises*, collection « 10/18 », Paris, U.G.E., 1976.
- Les communes populaires chinoises*, publié sous la direction de M. Engelborghs-Bertels à l'occasion de l'exposition organisée par le Crédit Communal de Belgique, mars 1978.



INFORMATION PÉDAGOGIQUE



MUSÉO-BUS, MUSÉE-VALISE ET ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

INTRODUCTION

Un muséo-bus de la Communauté française et des musées-valises ont été inaugurés le 5 mai 1980 par Messieurs les Ministres de l'Education nationale et de la Communauté française dans le cadre de l'opération « Musée-hors-les-murs » lancée à la fin de l'année 1978 lors de l'*Année internationale de l'enfant*.

Les allocutions des ministres prononcées à l'occasion de la conférence de presse illustrent bien les buts poursuivis par cette opération.

Allocution de Monsieur Jacques HANSENNE, Ministre de la Communauté française

Mon cher Collègue, Mesdames, Messieurs,

« Si vous n'allez pas au musée, le musée viendra à vous ». Voilà en quelque sorte la devise que l'on pourrait, en ce jour, réserver à la double opération « Musée-hors-les-murs » dont nous inaugurons les instruments. Je laisserai à mon collègue de l'Education nationale, Monsieur Hoyaux, le soin d'en évoquer l'intérêt pédagogique et l'insertion dans le milieu scolaire. Je voudrais, pour ma part, en souligner les mérites pour un très large public, de tous âges, de tous milieux et de tous niveaux de préoccupations culturelles.

La réalisation du muséo-bus de la Communauté française et l'engouement qu'elle a suscité chez des responsables politiques, des fonctionnaires, des enseignants, ou encore dans les milieux scientifiques, indiquent nettement, — et il convient de s'en réjouir, — que la conception même du musée a singulièrement évolué au cours de ces dernières années. Quant au contenu des musées sans doute, mais aussi quant à leur forme, à leur présentation. Jadis « cabinets de curiosités », d'objets rares ou uniques, fruits des passions intellectuelles ou des manies de collectionneurs acharnés et fortunés ou de groupements dits savants, de nombreux musées se veulent aujourd'hui des fenêtres ouvertes sur tous les secteurs de la vie de l'homme et du produit de son génie ou de la vie quotidienne. Dans quelque temps, on inaugurera à Liège le premier musée de la science de notre communauté ; les musées d'art et de traditions populaires, pour leur part, suscitent depuis plusieurs années un intérêt croissant. Zénobe Gramme, le forgeron anonyme ou le laborieux carrier ont rejoint dans nos vitrines et sur nos murs Charles Quint, Patenier et Jacques du Broeucq.

A préoccupations accrues, moyens nouveaux : diversifier les thèmes muséaux, voilà déjà qui est bien ; mais en faciliter l'accès, n'est-ce pas tout autant indispensable ? Chaque type de musée, sans doute, peut toucher un public relativement spécifique. Mais il est des hommes et des femmes qui, pour des motifs d'implantation géographique, d'environnement socio-professionnel, de conditionnement culturel, demeurent, en tout ou en partie, privés de contacts avec les musées et le patrimoine dont ces derniers sont des écrins. Pour ceux-là, par priorité notre muséo-bus sera un pôle d'attraction de haute valeur.

Sans doute le muséo-bus devra-t-il être testé, avant que l'on puisse en établir et en affirmer toute l'efficacité. Les premiers obstacles à franchir sur cette voie seront peut-être, tous comptes faits, plus psychologiques que matériels. Je veux dire qu'il faudrait éviter d'y voir deux choses. D'abord un musée purement imaginaire, où seraient simplement alignés, en une mini-galerie de choses mortes, quelques pièces ou documents, sous forme d'originaux ou plutôt de copies, totalement abstraits de tout contexte. Ensuite un musée au rabais, offrant au regard et à la réflexion d'hommes et de femmes, jeunes et moins jeunes, des objets d'une valeur douteuse, ou peu spécifiques, bref ce dont les conservateurs de collections sédentaires n'éprouveraient aucun regret ou scrupule à se dessaisir quelque temps au profit d'une structure mobile et tant soit peu hétéroclite.

Il dépendra du dynamisme, de l'efficacité et, j'ajouterais, de la conviction des responsables de la programmation et de l'animation du muséo-bus que ces barrières soient levées et que l'instrument dont nous leur confions la mise en valeur soit perçu comme un musée à part entière, d'un type nouveau certes et aux dimensions forcément limitées, mais cohérent et authentique. Le choix des thèmes d'expositions sera donc primordial.

Au-delà des fonctions d'éveil et d'information assignées aussi à des musées traditionnels, je suis intimement persuadé que le muséo-bus de la Communauté française devrait engendrer des activités inédites en la matière. La programmation des circuits revêtira en l'espèce une importance certaine. Là où existent des groupements organisés, associations volontaires et foyers permanents, le véhicule culturel trouvera sa place. Tel document, tel ensemble, tel schéma didactique, pour répondre à la demande d'un public donné, sera présenté en des lieux inhabituels, tout en satisfaisant à des critères de sécurité et de mise en valeur suffisants. Même si l'espace de présentation reste limité et générateur de contraintes, par exemple, quant au volume des documents sélectionnés, son insertion dans des milieux d'ordinaire dépourvus de tels contacts culturels sera d'un haut prix. Pourquoi ne pas, délibérément, s'efforcer d'en greffer le passage sur des structures existantes ou des manifestations significatives : une bibliothèque publique, un centre de documentation, un rassemblement de masse, tel un congrès ou les assises de mouvements en tous genres ?

Le muséo-bus ne remplacera pas nos musées. Il aura pour mission d'attirer vers eux, d'en donner un aperçu et de susciter l'envie de les découvrir. Mais il peut être, s'il remplit pleinement sa mission, un instrument de décentralisation lui-même irremplaçable, par sa souplesse, sa puissance de suggestion, la curiosité que fera naître son irruption aux endroits les plus divers. J'ai en lui une foi totale. Je remercie tous ceux qui ont permis à ce projet original de se concrétiser et j'en invite les responsables à œuvrer pour son succès et sa renommée.

Allocution de Monsieur Jacques HOYAUX, Ministre de l'Education nationale

Mes chers Collègues, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Cette allocution sera extrêmement brève dans le souci de respecter l'esprit même du projet que nous présentons aujourd'hui. Une démonstration imagée fera plus pour vous expliquer les opérations muséo-bus et musée-valises qu'un long discours.

Qu'est-ce qu'un muséo-bus en effet ? Très simplement, une salle d'exposition itinérante, animée par un personnel d'accueil scientifiquement et pédagogiquement compétent pour présenter et commenter l'exposition au public, tant de jeunes que de moins jeunes.

Qu'est-ce qu'un musée-valise ? C'est, à une échelle réduite, également une exposition de pièces de musées, cette fois directement mises à la disposition des classes, où les enfants seront invités à les manipuler.

Le muséo-bus et les musée-valises ne diffèrent des musées que nous connaissons que par leur caractère de proximité immédiate. Une manière de voir les choses consiste à dire que les pièces quittent le musée, l'autre que ces pièces entrent dans la classe, s'intègrent dans le cadre horaire et dans l'environnement familial. Ces deux manières sont complémentaires.

Il convient, en effet, de souligner un double glissement d'intérêt : d'une part l'objet quitte le musée, s'offre sans appareil, sans cet environnement du musée qui reste malgré tout souvent fort impressionnant, propre à susciter dans de nombreux cas l'admiration plus que la compréhension réelle, pour pénétrer concrètement le réel scolaire ; par ailleurs, le musée lui-même se démultiplie, se décentralise, se rapproche de ses utilisateurs actuels et potentiels.

Dans un deuxième temps, nous l'espérons, cette perception nouvelle de l'objet ancien doit susciter des vocations, des enthousiasmes, qui amèneront enfants et adultes plus nombreux au musée.

Cette opération, mise au point grâce à la collaboration fructueuse des producteurs et des utilisateurs, si je puis ainsi m'exprimer, ne pourra véritablement réussir que grâce à l'appui de ces derniers.

Membres du personnel scientifique des musées et historiens d'une part, inspecteurs de l'enseignement et enseignants de l'autre, ont travaillé ensemble pendant plus d'un an. Ils continueront à le faire, aussi bien au niveau du Comité de programmation mis en place, qu'avec le groupe d'animateurs du muséo-bus et au sein des équipes qui réaliseront les nouveaux projets d'expositions à venir.

Cependant, la responsabilité première du plein succès des réalisations, non compte tenu des qualités techniques et scientifiques de celles-ci, appartient désormais aux enseignants, et bien entendu aux responsables des organisations de jeunesse ou d'éducation permanente visées par le programme.

Ces succès reposent sur l'intérêt qu'ils montreront pour cet instrument pédagogique de premier choix, et sur les talents dont ils feront preuve dans son exploitation.

Il leur appartiendra notamment d'initier les enfants au respect des pièces, sans pour autant les en éloigner ; d'utiliser avec discernement et imagination les documents complémentaires mis à leur disposition ; de prévoir les prolongements possibles d'une exploitation pluri-disciplinaire et à travers les *media* disponibles, livres, diapositives, etc. en s'efforçant de conserver tous les éléments d'une approche qui se veut précisément non livresque.

Qu'on me comprenne bien, le muséo-bus et les musée-valises ne remplacent ni les musées, ni les livres. Ils permettent une approche différente tant d'un savoir que de la réalité du passé.

L'*Année internationale de l'enfant* a conditionné le choix des thèmes des expositions qui vous sont aujourd'hui présentées. Tous les thèmes peuvent évidemment être abordés. Nous recommandons au Comité de programmation, dont la tâche consistera à prévoir le programme des expositions plusieurs années à l'avance, de rester avant tout à l'écoute des utilisateurs, que ce soit dans le milieu scolaire ou en dehors.

C'est à cette condition expresse que le dialogue engagé pourra se maintenir, voire s'enrichir, dialogue entre le passé et le présent, entre la culture et l'enseignement, et toujours et avant tout entre l'expérience des adultes et l'impulsion créatrice de l'enfant.

LE MUSÉE-VALISE DANS LA CLASSE D'HISTOIRE

Parcourir la ville et la campagne, explorer des musées pour susciter l'intérêt des élèves et les amener à comprendre et analyser leur environnement. Voilà certes de quoi allécher tout professeur, et tout professeur d'histoire en particulier. Cependant l'enthousiasme de départ est souvent endigué par les contraintes administratives, sans parler de la diminution constante de l'horaire d'histoire !

Si innover sans cesse sur le plan pédagogique risque une fois de plus de se retourner contre nous, — les branches moins dynamiques conservant sans trop de peine leur horaire hebdomadaire dans l'enseignement secondaire, — il faut cependant se féliciter de l'initiative prise par le Ministère de la Communauté française. En effet, dans le cadre de l'*Année internationale de l'enfant* (1979), à l'initiative de la Direction du Patrimoine artistique et avec la collaboration d'un cadre spécial temporaire de douze personnes⁽¹⁾, viennent d'être réalisés :

- un muséo-bus qui propose à toute collectivité et à tout groupe scolaire qui en fera la demande une exposition intitulée *Enfant dans la société, hier et aujourd'hui* ;
- un musée-valise sur *L'enfant égyptien, hier et aujourd'hui* destiné actuellement aux élèves de l'enseignement primaire ;

(1) Il s'agit de la mise au travail de jeunes chômeurs, habitant la Belgique, en fonction de leurs compétences et de leurs qualifications, pour une durée d'un an.

- et enfin un musée-valise relatif à *L'Enfant dans le monde du travail* conçu et réalisé en fonction des élèves du premier degré de l'enseignement secondaire belge (12-14 ans) et du cours d'histoire, encore que l'interdisciplinarité n'en soit pas absente.

C'est ce musée-valise qui est présenté ici plus en détail.

Contenant et contenu du musée-valise « L'enfant dans le monde du travail »

D'après ce qu'on me rapporte, réaliser un musée-valise n'est pas une innovation pédagogique. Il en existe actuellement dans d'autres pays : Suède, France, Pays-Bas notamment. La Belgique en a déjà mis en circulation ; mais les musée-valises belges n'étaient pas suffisamment attrayants et leur utilisation créait des difficultés.

Celui-ci, dans la mesure où il a été mis au point par une équipe de quatre personnes (une historienne d'art, un agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en histoire, une dessinatrice-maquettiste et une dactylographe) dont c'était la raison d'être et supervisé par un professeur d'histoire rencontre en principe plusieurs objectifs de l'enseignement de l'histoire et offre une exploitation pédagogique, — que vous utiliserez ou non, que vous adapterez ou non suivant votre tempérament. Sachez cependant que l'exploitation proposée peut se faire en deux périodes de cours, jumelées de préférence. Plusieurs expériences ont déjà été réalisées. Nous y reviendrons plus loin.

Le musée-valise *L'enfant dans le monde du travail* se compose de deux modules rigides de 80 × 40 × 40 cm qui peuvent être transportés dans une voiture familiale et, à l'intérieur de l'école, par deux équipes de deux élèves.

Ces deux modules contiennent plusieurs tiroirs, en réalité des blocs de mousse protectrice, dans lesquels sont insérés des objets authentiques, — prêtés par différents musées, — des maquettes, des moulages. Ils contiennent également des planches explicatives, des photographies, des séries de diapositives et un mini-théâtre.

Amener le musée à l'école plutôt que de conduire les élèves au musée ne supprime pas la seconde démarche. C'est au contraire, à mon sens, un moyen supplémentaire de sensibiliser les jeunes à l'existence et aux richesses des musées, les motiver à s'y rendre sous la conduite des professeurs, ou mieux, seuls. De plus, le fait de disposer *en classe* d'objets à trois dimensions permet une analyse plus profonde de ceux-ci, une manipulation souvent interdite dans un musée ou dans une exposition.

Les objets présentés dans le musée-valise *L'enfant dans le monde du travail* ont essentiellement été choisis en fonction du problème diachronique *La fabrication*. Le musée-valise peut cependant être utilisé à n'importe quel moment de l'année scolaire, en première ou en deuxième année de l'enseignement secondaire belge. Il peut être utilisé soit en respectant le « mode d'emploi » proposé et détaillé ci-après, soit en décidant de privilégier, toujours en suivant le « mode d'emploi », certaines périodes et/ou sujets, soit encore en élaborant une exploitation personnelle.

L'arrivée du musée-valise à l'école est précédée de l'envoi d'un guide introductif qui signale les films sur les sujets traités disponibles au Service des auxiliaires d'enseignement⁽²⁾, — films qui pourraient servir d'introduction, de complément ou de synthèse aux sujets présentés dans le musée-valise. Ce guide introductif présente également la méthodologie proposée pour exploiter le musée-valise.

Celui-ci comporte des tiroirs-périodes relatifs au paléolithique, au néolithique, au monde gaulois, à l'époque gallo-romaine, au moyen âge, à la période pré-industrielle, à la révolution industrielle du XIX^e siècle en Belgique et au XX^e siècle. Soit huit tiroirs-périodes, ce qui, dans une classe de vingt-quatre élèves, permet de constituer des équipes de trois élèves chacune. Dans le cas de classes moins nombreuses, il est possible de supprimer certaines périodes pour le travail de groupe.

Conception de l'exploitation pédagogique prévue

Nous avons voulu, — le cadre spécial temporaire et moi-même, — faire en sorte que le musée-valise qui pourra, d'après les informations qui nous ont été données, rester au plus quinze jours dans une école, puisse être exploité en deux périodes de cours : soit deux périodes jumelées, soit deux fois une période isolée, deux semaines de suite. Pour faciliter la tâche du professeur qui devra être le coordinateur et l'animateur de la synthèse et qui n'aura pas nécessairement le temps de se livrer à une investigation et à une analyse profonde du contenu du musée-valise et de l'exploitation pédagogique qui l'accompagne, l'exploitation de chaque tiroir-période est prévue de la même manière par le truchement d'un travail de groupe. En effet, chaque équipe recevra un fascicule relatif à l'exploitation d'un tiroir-période⁽³⁾ et, en le suivant pas à pas, pourra réaliser un travail autonome : découvrir des objets, les manipuler, les analyser, monter une exposition à l'intention des autres équipes.

Voyons de quoi se compose un fascicule d'exploitation pédagogique. Chaque fascicule d'exploitation pédagogique comporte d'abord les feuilles communes à tous les groupes : une adolescente présente d'abord le musée-valise et explique comment disposer le mobilier de la classe (*feuilles 1, 2 et 3*) :

(2) Rue de Stassart 43, à 1050 - Bruxelles, voir ci-après p. 126.

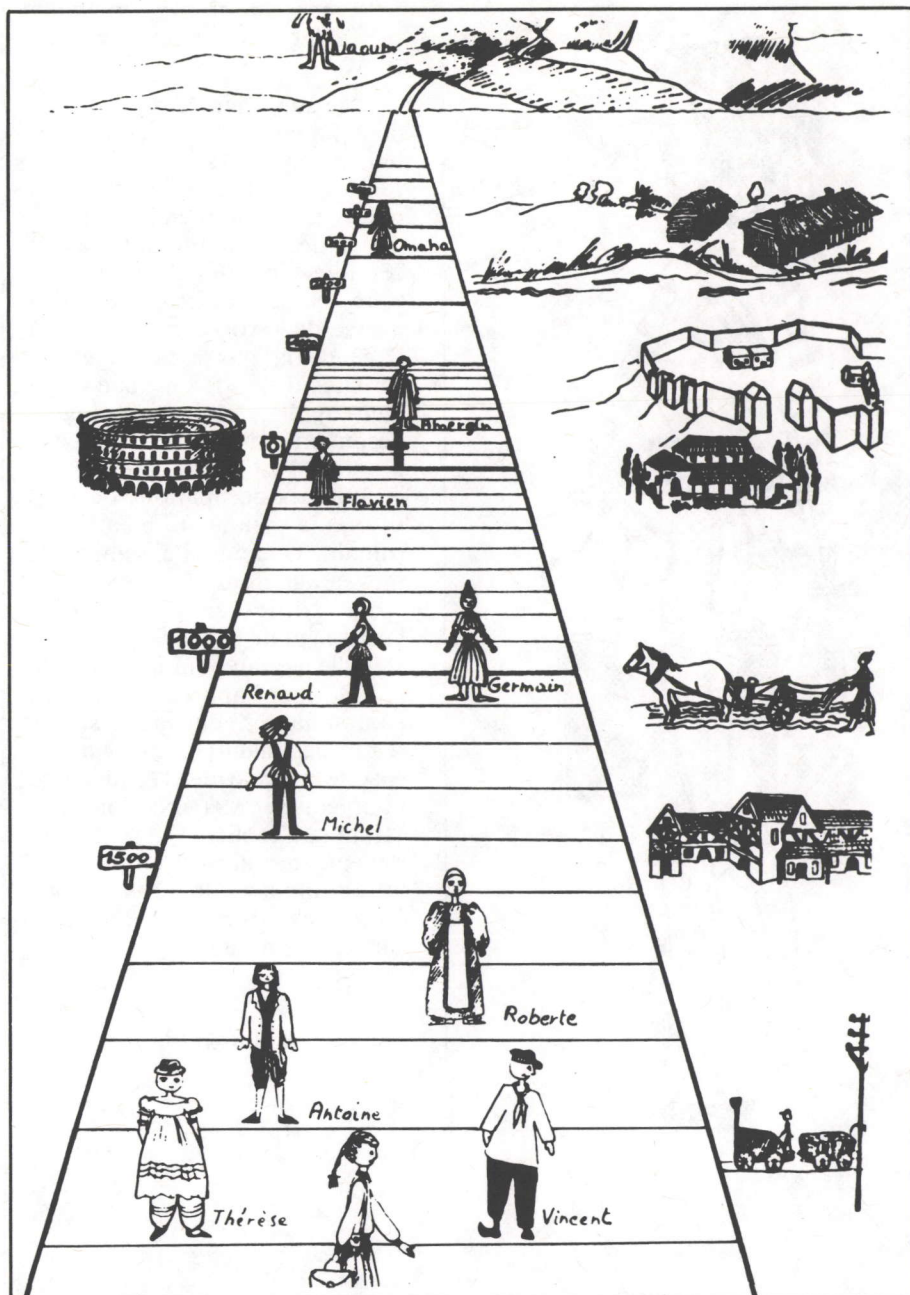
(3) Que le professeur fera reprographier en un ou deux exemplaires par groupe afin que ses élèves puissent les annoter.



Salut ! Je m'appelle SANDRA.

Je suis chargée de te guider dans l'analyse du contenu de ce musée-vélise. Mon but est de remonter avec toi le cours du temps et de comprendre le mode de vie des jeunes de notre âge à certaines époques de notre histoire. Nous étudierons le mode de vie de NAOUM le chasseur à l'âge de la pierre taillée et les activités d'OMAHA à l'âge de la pierre polie. Ce sera ensuite la découverte du métal et la vie d'AMERGIN le Celte. Nous ferons le tour des occupations de FLAVIEN, le jeune noble gallo-romain. Une vue d'ensemble du moyen âge nous sera donné par trois adolescents : RENAUD l'écuyer pour la chevalerie, GERMAIN le paysan pour la vie rurale et MICHEL l'apprenti pour les communautés de métiers. Le temps des manufactures viendra ensuite avec ROBERTE, la jeune bourgeoise et ANTOINE l'ouvrier. THÉRÈSE l'écolière et VINCENT le mineur nous illustreront la révolution industrielle. Nous nous quitterons après une réflexion sur notre époque.

Prêt ? Alors voyons d'abord les personnages dont nous allons illustrer la vie.



Feuille 3

Avant de sortir les objets de la caisse, dispose les bancs de ta classe selon le plan suivant :

époque gallo-romaine

moyen âge : vie rurale et féodalité

moyen âge : vie urbaine et corporations

Celtes/Gaulois
âge des métaux

manufatures
période pré-industrielle

néolithique
paléolithique

révolution industrielle (XIX ^e s.)
époque actuelle

bureau



Ensuite, prends le tiroir « paléolithique ». Pose les objets sur les bancs correspondants et classe-les par ordre (ils ont des numéros). Tu es prêt à commencer ton travail avec les membres de ton groupe. Installez-vous aux tables de travail prévues pour votre groupe.

Comme vous avez pu le constater, la troisième feuille se termine par une invitation à prendre un tiroir-période. Dans l'exemple choisi : celui du paléolithique.

Poursuivons l'investigation. Les feuilles suivantes expliquent comment reconnaître les objets et comment placer les étiquettes. Dans le même cas du tiroir-période « paléolithique », cela donne (*feuilles 4 et 5*) :

Feuille 4 - Feuille 5

COMMENT PLACER LES ÉTIQUETTES ?

Il faut maintenant permettre à tes camarades travaillant dans d'autres groupes de reconnaître les objets que tu exposes. Il est nécessaire, comme dans les vrais musées, de mettre une étiquette devant chaque objet. Toutes les étiquettes dont tu as besoin sont dans le tiroir. A toi de deviner les objets auxquels elles correspondent. Pour t'aider, voici la description des objets que tu as déballés et leurs dimensions. Prépare une règle et un dictionnaire.

LES OBJETS DE NAOUM (TIROIR « PALÉOLITHIQUE »)

Biface (moulage)

C'est une pierre taillée sur les deux faces, en forme d'amande, dont la pointe n'est pas aiguë. L'objet proposé ici est un *moulage* (recherche ce mot au dictionnaire et inscrie-en la définition dans l'encadré ci-dessous) et non un objet authentique. Couleur blanche. 13,1 cm.

Hutte de plein air (maquette)

Tu la trouveras facilement, mais va voir la définition du mot *maquette* au dictionnaire et inscrie-la dans l'encadré.

Nucleus (objet authentique)

C'est un bloc de silex que l'on travaille pour obtenir des éclats de silex plus petits. C'est la pierre la plus lourde du tiroir. Elle présente une surface plane à sa base et elle a la forme d'une pyramide. Cet objet est *authentique* (inscrie la définition de ce mot dans l'encadré). Couleur grisâtre. 12,8 cm.

Moulage :

Maquette :

Authentique :

Rognon de silex

Le silex, roche dure et cassante de couleur grisâtre ou brunâtre, forme des rognons de forme indistincte. Il s'entoure d'une enveloppe de calcaire blanchâtre (le calcaire est le résidu minéral qui se dépose dans une bouilloire).

Couteau (moulage)

C'est une pierre taillée dont le dos large, permet la prise en main et dont le côté tranchant est composé de dents. Ce moulage est peint. Couleur brun noirâtre. 12,1 cm.

Grattoir (objet authentique)

C'est une petite pierre taillée qui servait sans doute au nettoyage des peaux. Regarde et touche le petit côté arrondi : tu sentiras les petites dents obtenues pour ce travail. Une des deux faces est lisse. Couleur brune. 3,9 cm.

Microlithes (objets authentiques)

Ensemble de trois petites pierres taillées dont deux ont la forme de triangles (2,5 cm et 1,8 cm) et une est ronde (1,9 cm).

Nucleus-percuteur (objet authentique)

C'est une pierre compacte que l'on a utilisée pour frapper une autre pierre. Cherche sur son côté pointu les traces de coups. Ce *nucleus*-percuteur contient également des traces de perforations (trous). Couleur grisâtre. 8,8 cm.

Eclat (objet authentique)

C'est un morceau de silex détaché du bloc appelé *nucleus*. Il a la forme d'un disque. Couleur blanc grisâtre. 8,7 cm.

Lame (objet authentique)

C'est aussi un morceau de silex détaché d'un *nucleus* mais celui-ci est fin et long. Une des extrémités est pointue. Couleur gris-bleu. 11 cm.

Lamelles (objets authentiques)

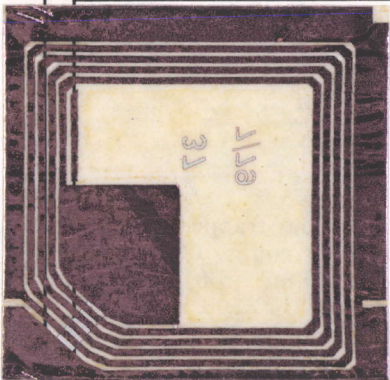
Paire de petites lames dont l'une a la pointe cassée et l'autre est de travers. Couleur grisâtre. 2,4 cm et 2,9 cm.

L'étape suivante consiste à procéder à la localisation spatio-temporelle (feuilles 6 et 7) :

Feuille 6 - Feuille 7



Tu as tout retrouvé ? Bravo ! Tu as vu que tous les objets ne sont pas authentiques. Commence par inscrire le nom des objets dans les colonnes correspondantes (biface, hutte, *nucleus*, rognon, couteau, grattoir, microlithes, *nucleus*-percuteur, éclat, lame, lamelles).

Objet(s) authentique(s)	Maquette(s)	Moulage(s)
		

Sans doute, te poses-tu des questions à propos de l'âge et de la provenance des objets. Voici les renseignements dont je dispose à ce sujet. (*L'origine* d'un objet est le lieu où on l'a trouvé, son *lieu de conservation* est l'endroit où il est conservé, — parfois exposé, — en temps normal et l'*âge* te donne les dates de la période dont l'objet est caractéristique).

Rognon

- âge : ? ;
- origine : Spiennes ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Biface

- âge : entre — 600.000 et — 300.000 ans ;
- origine : Huccorgne (l'Hermitage), vallée de la Méhaigne ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Nucleus

- âge : entre — 35.000 et — 8.000 ans ;
- origine : province de Liège ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Percuteur

- âge : entre — 35.000 et — 8.000 ans ;
- origine : province de Liège ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Lame

- âge : entre — 350.000 et — 40.000 ans ;
- origine : Omal (sablière Kinart) ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Eclat

- âge : entre — 300.000 et — 200.000 ans ;
- origine : Omal (sablière Kinart) ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Couteau

- âge : entre — 110.000 et — 35.000 ans ;
- origine : Strépy (bois d'Epinois) ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Grattoir

- âge : entre — 30.000 et — 12.000 ans ;
- origine : province de Liège ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Lamelles

- âge : entre — 10.000 et — 9.000 ans ;
- origine : province du Hainaut ;
- lieu de conservation : Université de Liège, Archéologie préhistorique.

Microlithes

- âge : entre — 7.000 et — 7.000 ans ;
- origine : province du Hainaut ;
- lieu de conservation : Musée archéologique de Nivelles.

... Et cela nécessite l'utilisation d'une ligne du temps et d'une carte de Belgique (feuilles 8, 9 et 10) :

Feuille 8

Sur la ligne du temps *en page 9*, inscris dans les cases qui leur conviennent les objets suivants : biface, éclat, lame, couteau, grattoir, microlithes.

Ces objets sont très vieux. Un homme actuel arrive parfois à vivre 100 ans.

600.000 ans représentent : ☐ 600 fois ?

☐ 6.000 fois ?

☐ 60.000 fois la vie d'un centenaire ?

Sur la carte de Wallonie *en page 10*, indique par une flèche de couleur rouge les endroits où l'on a trouvé les objets suivants : biface, lame, éclat, couteau.

Que représentent les parties sombres de la carte ?

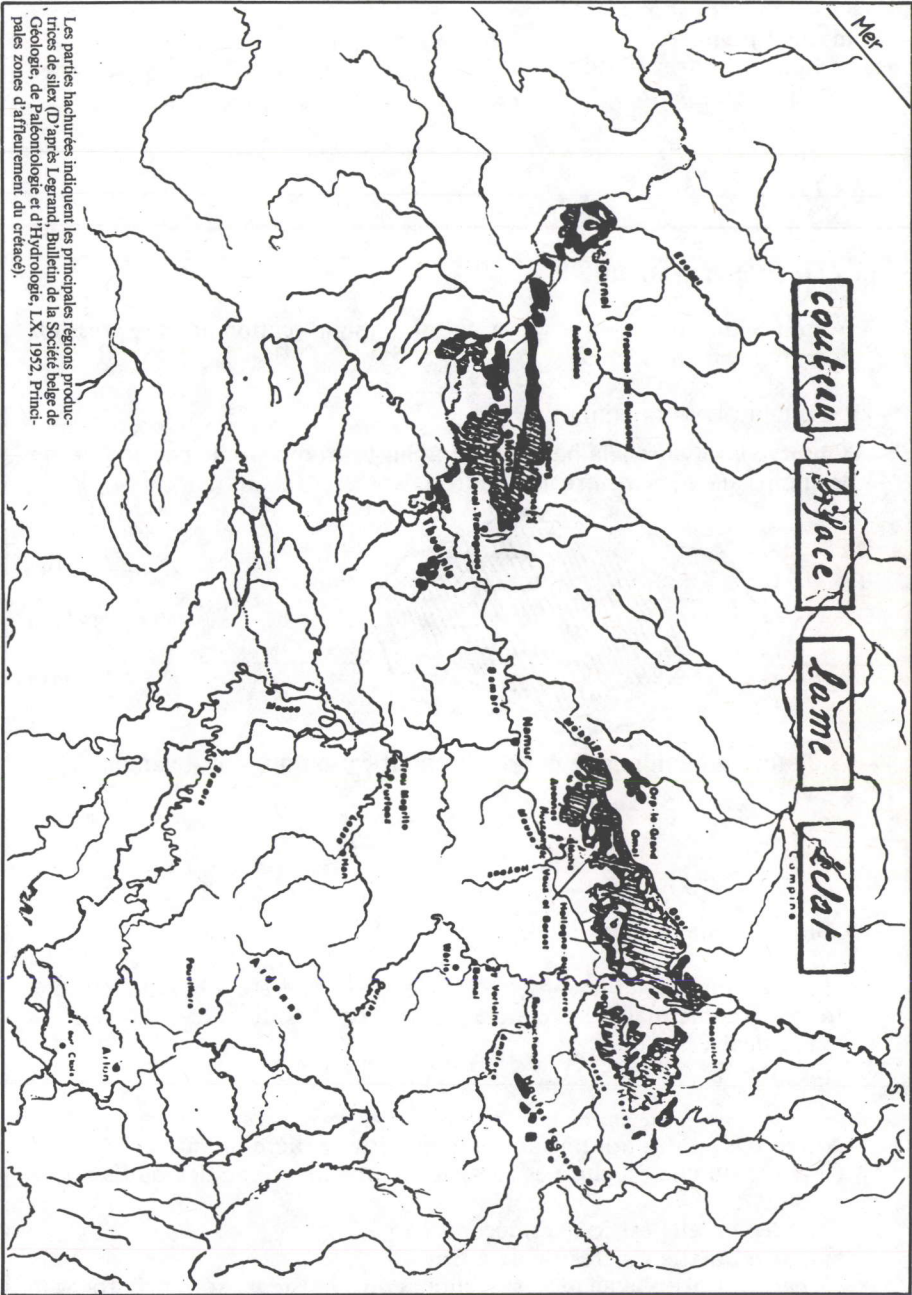
Les objets dont tu as recherché l'origine proviennent-ils de ces parties sombres ?



Nous allons maintenant essayer ensemble de faire « parler » les objets, de les utiliser pour nous renseigner sur la matière première employée par les contemporains de NAOUM, sur la manière dont ils travaillaient le silex et sur leur mode de vie. Tourne la page et réponds aux questionnaires.

Feuille 9

La ligne du temps est représentée sur trois feuilles de format A4 collées bord à bord et remontant à — 3.700.000, date du plus ancien squelette humain découvert. Pour des raisons de commodité, elle comporte une coupure, représentée par des pointillés, entre 3.650.000 et 850.000 et la paléolithique supérieur, de même que le mésolithique et le néolithique sont agrandis dans une ligne du temps parallèle. Nous n'avons pas pu la reproduire ici.



Ensuite commence la manipulation et l'analyse des objets en recourant à l'œil, au toucher et au raisonnement. Dans le cas du tiroir-période « paléolithique », les chapitres sont :

- la matière première,
- la technique de travail du silex,
- le mode de vie (*feuilles 11 à 17*) :

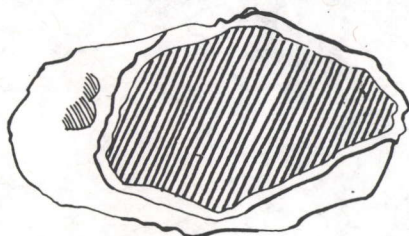
Feuilles 11 à 17

1. LA MATIÈRE PREMIÈRE

- Aide-toi du dictionnaire et note ici la signification de l'expression « matière première » :

PRENDS LE ROGNON DE SILEX

- Observe la cassure à la base du silex. Sur le croquis, relie par une flèche les noms *silex* et *calcaire* aux endroits correspondants :



SILEX

CALCAIRE

- Aide-toi du dictionnaire et note la signification du mot « gangue » :

Colorie la *gangue* sur le croquis ci-dessus.

- Observe l'ensemble des objets. Quelle est la matière qui a surtout été utilisée comme matière première par les hommes du paléolithique :
 - ☐ le calcaire ?
 - ☐ le silex ?
- A ton avis, pourquoi ont-ils employé cette matière première ?
 - ☐ parce qu'elle est dure et cassante et qu'elle donne des outils résistants ;
 - ☐ parce qu'elle est jolie et décorative ;
 - ☐ parce qu'elle est très facile à travailler ;
 - ☐ parce qu'ils n'avaient pas le choix entre plusieurs sortes de roches.

SYNTHÈSE PARTIELLE

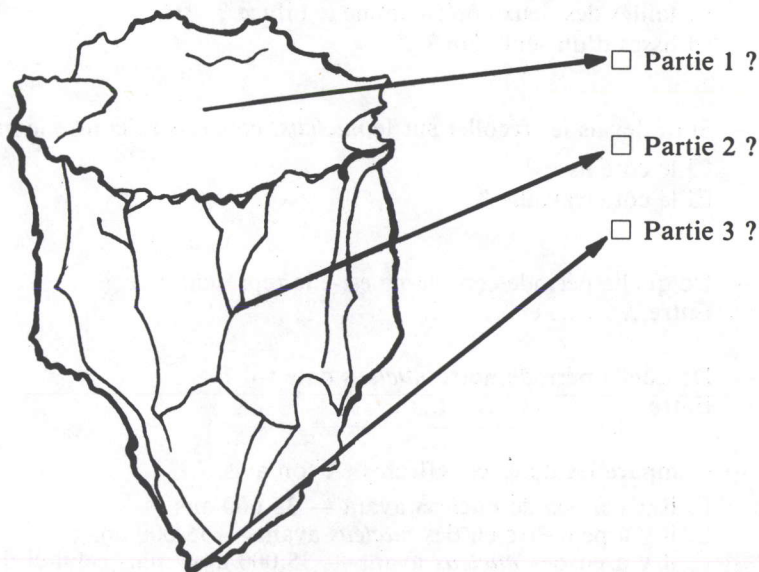
Complète la phrase avec les mots suivants : rognons, matière, silex, gangue.

Le se trouve sous forme de entourés d'une calcaire. Cette roche dure et cassante a été employée comme première par les hommes du paléolithique (— 800.000 à — 10.000) pour façonner leurs armes et leurs outils.

2. LA TECHNIQUE DU TRAVAIL DU SILEX

PRENDS LE *NUCLEUS*

- Les surfaces planes que tu vois sont-elles
 - ☐ accidentelles ?
 - ☐ naturelles ?
 - ☐ voulues et causées par l'homme ?
- A ton avis, ce *nucleus* a-t-il servi à
 - ☐ tuer des animaux ?
 - ☐ fournir des silex plus petits qui, eux, servaient d'outils ?
 - ☐ travailler le bois ?
- Quelle est la partie du *nucleus* qui t'as permis de supposer son emploi ?



PRENDS MAINTENANT LE *NUCLEUS*-PERCUTEUR

Inscris un synonyme du verbe
« percuter » :

Mets une croix à l'endroit où
tu vois des traces de coups sur
l'objet.

A ton avis, le percuteur est-il :

- ☐ l'outil que l'on obtient
après avoir frappé sur un
nucleus ?
- ☐ l'outil avec lequel on frappe
le *nucleus* ?
- ☐ une arme de chasse ?



OBSERVE MAINTENANT LA LAME ET L'ÉCLAT

- Ce sont les objets que l'on obtient à partir d'un *nucleus* après l'avoir travaillé. Ces deux silex sont-ils
 - ☐ lisses des deux côtés ?
 - ☐ taillés des deux côtés comme le biface ?
 - ☐ lisses d'un seul côté ?
- Si tu devais les recoller sur le *nucleus*, collerais-tu contre le *nucleus*
 - ☐ le côté lisse ?
 - ☐ le côté travaillé ?
- De quelle période cette lame est-elle représentative ?
Entre et
- De quelle période notre *nucleus* date-t-il ?
Entre et
- Compare les dates et réfléchis. A ton avis,
 - ☐ il n'y a pas de *nucleus* avant — 35.000 ans ;
 - ☐ il y a peut-être eu des *nucleus* avant — 35.000 ans ;
 - ☐ il y a eu des *nucleus* avant — 35.000 ans, mais celui-ci date de la
période comprise entre — 35.000 et — 8.000 ans.

— Réponds par VRAI ou FAUX

	VRAI	FAUX
1. Un <i>nucleus</i> est un bloc de silex que l'on projette sur le gibier	☐	☐
2. Le percuteur est l'outil avec lequel on frappe sur un <i>nucleus</i>	☐	☐
3. On frappe un <i>nucleus</i> pour obtenir des lames et des éclats.	☐	☐
4. Une lame est un éclat fin et allongé.	☐	☐
5. Un <i>nucleus</i> est un bloc de silex que l'on taille patiemment pour s'en servir comme arme ou comme outil	☐	☐

SYNTHÈSE PARTIELLE

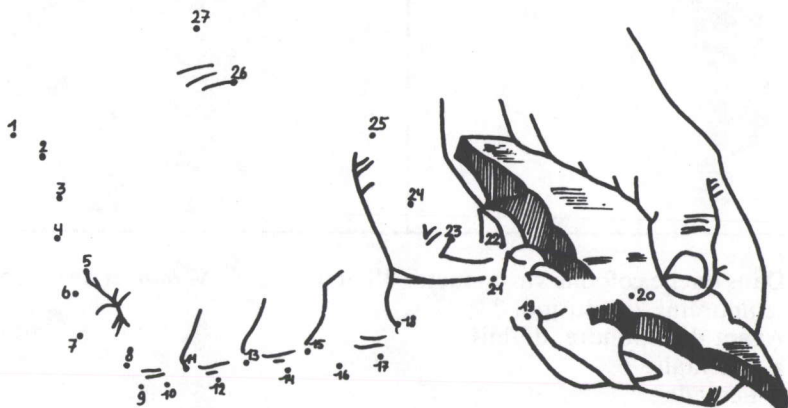
Complète la phrase avec les mots suivants : *nucleus*, lames, percuteur, éclats, moyen.

Le est un bloc de silex dont on détache des ou des de forme allongée, à l'aide d'un Cette technique de travail apparaît au paléolithique

- Pour te rendre compte de l'efficacité de ces outils de pierre, essaie de couper une ficelle avec le tranchant de la lame. Y parviens-tu ?

Tu as maintenant compris la technique de la taille par percussion.

- Mais les hommes du paléolithique connaissaient une technique plus précise pour faire de petites retouches : la taille par pression. L'instrument qu'ils utilisaient alors était-il rond, carré, large ou pointu ?
- Complète le dessin, tu auras la réponse.

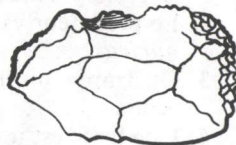


PRENDS LE GRATTOIR

- Tout son pourtour comporte de petites dents (passe le doigt). Seul un endroit en est dépourvu. Indique cet endroit par une flèche.

- Quelle matière trouve-t-on à cet endroit ?

- ☐ du silex ;
- ☐ du silex de mauvaise qualité ;
- ☐ du calcaire ;
- ☐ une autre roche ;



Complète la phrase avec la réponse que tu as choisie :

L'artisan paléolithique taillait admirablement le silex, mais il rencontrait parfois de grandes difficultés dues à la présence de dans le silex.

3. MODE DE VIE

- Voici plusieurs types d'habitation : tente, château, maison, roulotte, *building*, caravane, villa. Classe-les dans les colonnes correspondantes.

Habitations permanentes	Habitations provisoirement installées en un lieu

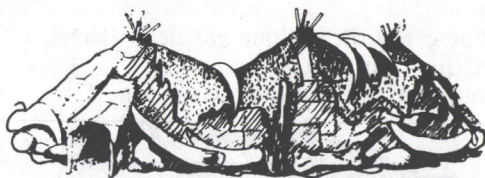
- Dans quelle colonne vas-tu mettre l'habitation de *Naoum* et de ses contemporains ? Pourquoi ?

Avant de répondre, définis :

- sédentaire :
- nomade :

Aide-toi éventuellement du dictionnaire.

- Voici une tente qui pourrait être celle de *Naoum*. Elle a été utilisée entre — 35.000 ans et — 8.000 ans, dans les régions froides de l'Europe par des chasseurs de mammouths.



- Coche les matériaux employés par les parents de *Naoum* pour construire leur habitation :

☐ bois	☐ brique	☐ ciment	☐ os
☐ peaux	☐ pierre	☐ verre	☐ béton

- Deux d'entre eux proviennent d'animaux. Lesquels ?
.....

- Pourquoi les contemporains de *Naoum* utilisaient-ils ce type d'habitation ?

☐ parce qu'ils fuyaient devant les grands troupeaux d'animaux ;
☐ parce qu'ils restaient très longtemps au même endroit ;
☐ parce qu'ils devaient suivre les troupeaux qui leur fournissaient de quoi vivre.

- Imagine la tribu de *Naoum* revenant victorieuse d'une chasse au mammoth. Trouve trois utilisations de la dépouille du mammoth.

*

*

*

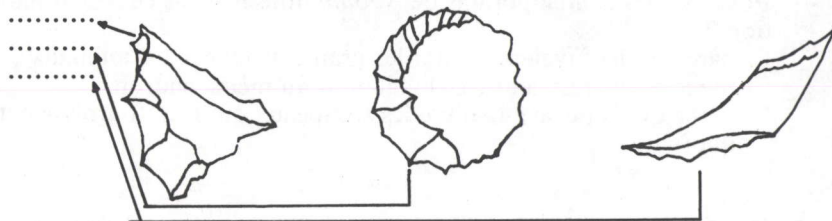
- Parmi les outils du musée-valise, quel est celui qui aurait pu servir à *Naoum* pour nettoyer les peaux ? Pourquoi ?

- Grâce à quel autre outil pouvait-il découper la viande ?
- Sur le dessin de cet outil, indique par deux flèches différentes :
 - le dos large que l'on tient en main ?
 - la partie coupante qui forme un tranchant ?



PRENDS LES MICROLITHES

- Parmi les objets, indique les pointes et le grattoir.



- A quelle arme étaient destinées les pointes :
 - ☐ lance ?
 - ☐ flèche ?
 - ☐ épieu ?

Donc, quelle est l'arme qui a été inventée à la fin du paléolithique ?

- Classe les objets suivants : biface, grattoir, lame, microlithes, en commençant :
 - par le plus vieux : 1
2
3
4
 - par le plus gros : 1
2
3
4

Compare les deux listes et complète la phrase :

Plus on se rapproche de la fin du paléolithique et plus les hommes arrivent à obtenir des objets et donc précis.

SYNTHÈSE PARTIELLE

Complète la phrase avec les mots suivants : chasse, matières, nomade, peaux, troupeaux.

Pendant la période paléolithique, les hommes avaient un mode de vie essentiellement basé sur la Ils suivaient les grands qui leur assuraient la nourriture et leur procuraient certaines premières utiles telles que les, les os, les défenses, etc.

Comme vous avez pu le constater par votre lecture, les réalisateurs du fascicule proposent des questionnaires à choix multiple, des « vrai-faux », de petites recherches au dictionnaire, des dessins à découvrir et des synthèses partielles qui seront des jalons pour la synthèse générale. Ils proposent également des mots croisés pour les groupes plus rapides (*feuille 18*) :

Feuille 18

Voilà ! Nous avons fait le tour des objets du paléolithique. Si tu en as le temps, essaie de résoudre ces mots croisés qui te rappelleront des termes que tu viens de découvrir.

Définitions :

Horizontalement : A = éclat de silex fin et allongé.

B = bloc de silex dont on détache des lames et des éclats.

C = un matériau de construction provenant d'animaux.

D = petits outils de silex.

E = on les nettoie avec des grattoirs.

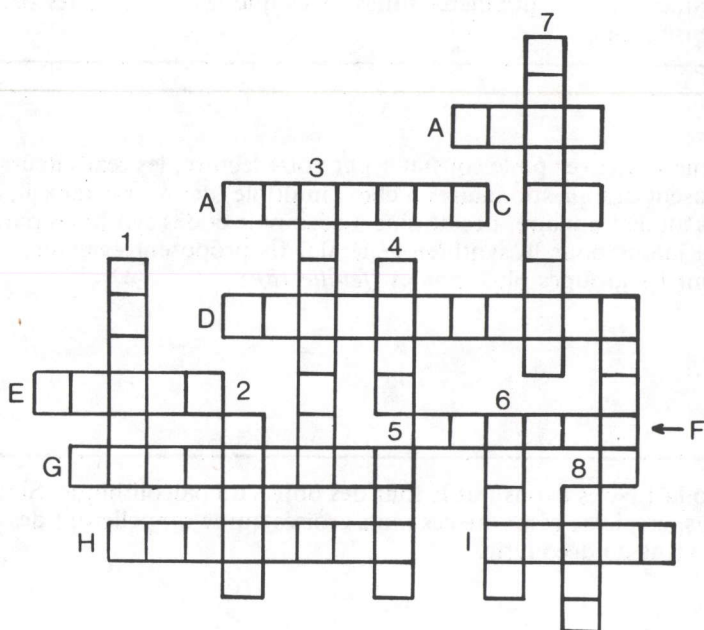
F = outil de silex taillé sur les deux faces.

G = outil avec lequel on frappe un *nucleus*.

H = il sert à gratter les peaux.

I = il provient d'un *nucleus*.

- Verticalement :**
- 1 = Naoum en est un puisqu'il n'est pas sédentaire
 - 2 = l'habitation de Naoum en est une.
 - 3 = matière dont se compose la gangue du rognon.
 - 4 = un matériau de construction de la hutte de Naoum
 - 5 = le silex ne l'était pas en Wallonie
 - 6 = le biface en compte deux
 - 7 = grands mammifères chassés par la tribu de Naoum
 - 8 = le nucleus en est un.



Que fait le professeur pendant ce temps ?

Les exploitations ont été prévues, rappelons-le, pour permettre un travail autonome des groupes d'élèves. Le professeur sera cependant attentif à circuler d'un groupe à l'autre afin d'inciter, si nécessaire, à maintenir le rythme de travail et afin de donner, éventuellement, des explications qui seraient sollicitées par certains groupes⁽⁴⁾. Il pourra s'il le veut distribuer les planches explicatives et/ou les diapositives rangées dans le tiroir inférieur de la valise qui aideront certains groupes à mieux comprendre certaines notions (la technique de taille par exemple).

La contenu des autres tiroirs-périodes

La place nous manque ici pour publier l'ensemble des fascicules. Voici cependant la liste des objets et les chapitres relatifs au contenu de chaque tiroir-période.

Néolithique

- Poterie omalienne (objet authentique), Oleye (Waremmé), — 4.100 à — 3.750, Waremmé, coll. J. Haeck.
- Tête de harpon (moulage), Scandinavie, — 5.000, Bruxelles, Institut royal des sciences naturelles.
- Maison néolithique (maquette).
- Hache taillée (objet authentique), Hainaut, ± — 2.300, Nivelles, Musée archéologique.
- Métier à tisser (maquette).
- Grains de blé (objet authentique), — 4.000 à — 3.750, Verlaine, Waremmé, coll. J. Haeck.
- Pic de mineur (objet authentique), — 3.000, Spiennes, Université de Liège, Archéologie préhistorique.
- Tessons de céramique omalienne (objets authentiques), Waremmé, — 4.100 à — 3.750, Chapon-Seraing et Haneffe, coll. J. Haeck.

1. Evolution dans le travail de la pierre

2. Diversification des activités

a. La poterie

b. Le tissage

3. Mode de vie d'Omaha et de ses contemporains

Age des métaux - Période gauloise

- Pointe de flèche en bronze (objet authentique), lit de la Meuse, ± — 800 à ± — 650, Nivelles, Musée archéologique.
- *Vallus trévire* (maquette).
- Aiguille en bronze (objet authentique), trou de Han, ± — 800 à ± — 650, Han-sur-Lesse, Musée du monde souterrain.
- Hache en bronze (objet authentique), lit de la Lesse, ± — 600 à ± — 650, Han-sur-Lesse, Musée du monde souterrain.

(4) Au niveau du vocabulaire par exemple.

- Pointe de flèche en silex, lit de la Meuse, $\pm$ — 2.000 à $\pm$ — 1.800, Nivelles, Musée archéologique.
- Faucille en bronze (objet authentique), grottes de Han, $\pm$ — 800 à $\pm$ — 650, Han-sur-Lesse, Musée du monde souterrain.
- Epingle en bronze (objet authentique), lit de la Lesse, $\pm$ — 800 à $\pm$ — 650, Han-sur-Lesse, Musée du monde souterrain.
- Minerai de fer, Cockerill (Liège), Han-sur-Lesse, Musée du monde souterrain.
- Clou celtique (objet authentique), Pont de Bonne (Modave), $\pm$ — 450 à $\pm$ — 100, Huy, Musée communal.
- Déchet de coulée (objet authentique), fondrys des Abanets (Nismes), $\pm$ — 650 à $\pm$ — 450, Nismes-Viroin-Val, Maison des baillis.

1. *Apparition du travail des métaux*
2. *Ordre d'apparition des métaux*
3. *Découverte de l'énergie animale - Perfectionnement de l'outillage agricole*
4. *Mode de vie des contemporains d'Amérgin*
 - a. *agriculture*
 - b. *commerce*
 - c. *construction*
 - d. *vêtement*

Epoque gallo-romaine

- Bague d'enfant en bronze (objet authentique), Nismes-sur-Viroin, III^e siècle ap. J.-C., Nismes-Viroin-Val, Maison des baillis.
- Morceau de crépis mural (objet authentique), province de Namur, II/III^e siècles ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.
- Carrés de mosaïque, province de Namur, II/III^e siècles ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.
- Morceau de marbre (objet authentique), province de Namur, II/III^e siècles ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.
- Cruche (objet authentique), Tournai, vers 350 ap. J.-C., Tournai, Musée d'histoire, d'archéologie et de folklore.
- Tour de potier (maquette).
- Grains de collier (objets authentiques), Flavion (Namur), II/III^e siècles ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.
- Monnaie de bronze et d'argent (objets authentiques), lit de la Sambre (près de Namur), 145 ap. J.-C., 222 ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.
- Urne (objet authentique), Flavion (Namur), II/III^e siècles ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.
- Araire (maquette).
- Bouton d'applique (objet authentique), grotte de Han, II/III^e siècles ap. J.-C., Han-sur-Lesse, Musée du monde souterrain.
- Fibule (objet authentique), Flavion (Namur), fin du II^e siècle ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.
- Coupe (objet authentique), Flavion (Namur), fin du II^e siècle ap. J.-C., Namur, Musée archéologique.

- Clou (objet authentique), Modave, II^e siècle ap. J.-C., Huy, Musée communal.
- Pot (objet authentique), Tournai, I^{er} siècle ap. J.-C., Musée d'histoire, d'archéologie et des arts décoratifs.

1. *La conquête de la Belgique*
2. *La Belgique gallo-romaine - le domaine du père de Flavien*
 - a. *La construction*
 - b. *L'agriculture*
 - c. *La métallurgie*
 - d. *La poterie*
 - e. *La verrerie*
 - f. *Le commerce*
 - g. *les différences sociales*

Le moyen âge

- Deux épées miniatures (copies en pâte de bois), province de Namur, XV/XVI^e siècles, Namur, Musée des arts anciens du Namurois.
- Sceau nobiliaire (moulage), Herstal, 1280, Bruxelles, Archives générales du Royaume.
- Fragment de fer à cheval (objet authentique), château de Beaufort (Ben-Ahin), XIII^e siècle, Huy, Musée communal.
- Charrue (maquette).
- Clous et tête de clou de charpente (objets authentiques), château de Beaufort (Ben-Ahin), XIV/XV^e siècles, Huy, Musée communal.
- Sceau corporatif (moulage), Bruges, 1361, Bruxelles, Archives générales du Royaume.
- Billes (objets authentiques), castel de Nismes, 1554-1555, Nismes-Viroin-Val, Maison des baillis.

1. *Vie rurale et féodalité, IX^e - XII^e siècles*
 - a. *Les chevaliers. La vie de Renaud*
 - b. *Les paysans. La vie de Germain*
2. *Vie urbaine et communautés de métiers, XIII^e-XV^e siècles*
 - c. *L'apprentissage. La vie de Michel*

Manufacture et pré-industrialisation

- Tessons de porcelaine (objets authentiques), Tournai, XVIII^e siècle, Tournai, Musée d'histoire, d'archéologie et des arts décoratifs.
- Tête de pipe (objet authentique), Tournai, ap. 1750, Musée d'histoire, d'archéologie et des arts décoratifs.
- Morceau de laitier (objet authentique), province de Luxembourg, XVII^e siècle, Tournai, Musée d'histoire, d'archéologie et des arts décoratifs.
- Tesson de faïence (objet authentique), Tournai, fin du XVIII^e siècle, Tournai, Musée d'histoire, d'archéologie et des arts décoratifs.
- *Maka* (maquette).
- Canette à boire (objet authentique), Tournai, XVII^e siècle, Tournai, Musée d'histoire, d'archéologie et des arts décoratifs.

- Tête de poupée (objet authentique), Tournai, XVII^e siècle, Musée d'histoire, d'archéologie et des arts décoratifs.

1. *Les objets d'Antoine*

- a. *L'industrie métallurgique*

- b. *Les manufactures*

2. *Les objets de Roberte : la vie quotidienne*

La révolution industrielle

- Echantillon de coke (objet authentique), bassin minier de Charleroi, XIX-XX^e siècles, Wasmes, Musée de la mine « Les Wagnaux ».
- Echantillon de houille anthraciteuse (objet authentique), bassin minier de Liège, Wasmes, Musée de la mine « Les Wagnaux ».
- Galerie de mine (maquette).
- Echantillon de granit (objet authentique), Sprimont, s.d., Sprimont, Musée de la pierre.
- Echantillon de dentelle (objet authentique), Binche, ap. 1850, Ath, Musée du Cercle archéologique.
- Patron en carton (objet authentique), Ath, seconde moitié du XIX^e siècle, Ath, Musée du Cercle archéologique.
- Epingles (objets authentiques), Ath, XIX^e siècle, Ath, Musée du Cercle archéologique.
- Fuseaux (objets authentiques), Bruxelles, première moitié du XIX^e siècle, Ath, Musée du Cercle archéologique.
- Claquoir (objet authentique), Hainaut, moitié du XIX^e siècle, Tournai, Musée du folklore « La Maison tournaïsiennne ».
- Echantillon de lin, Ath, première moitié du XIX^e siècle, Ath, Musée du Cercle archéologique.
- Livre de piété (objet authentique), Verviers, 1900, Verviers, coll. privée.

1. *Les objets de Vincent*

- a. *La mine*

- b. *La métallurgie*

2. *Les objets de Thérèse*

- a. *L'école*

- b. *La dentelle*

XX^e siècle

- Affiche « Instruction obligatoire » (photographie).
- Contrat-type d'apprentissage.
- Couverture du *Pourquoi Pas*, 21 octobre 1979.
- Couverture du *Monde de l'Education*, septembre 1979.
- Extrait de presse, dans *Le Monde de l'Education*, septembre 1979.
- Extraits de presse dans le *Pourquoi Pas*, 21 octobre 1979.
- Extraits de presse dans *Parents*, août 1979.
- Photographie : une briqueterie en Colombie, dans *Parents*, août 1979 + extraits de presse dans *Le Monde de l'Education*, septembre 1979.
- Photographie : mineurs du Bengale, dans *Parents*, août 1979.
- Photographie : tisseuses de Marrakesch, dans *Stern*, 11 août 1979.

- Photographie : enfants de New York, dans *Le Monde de l'Education*, septembre 1979.
- Extraits de presse, dans *Pourquoi Pas ?*, 28 octobre 1979.

1. *L'instruction obligatoire en Belgique*
2. *L'apprentissage*
3. *L'exploitation des enfants du tiers monde*
4. *L'exploitation des enfants dans le monde industrialisé*

Le cas particulier du XX^e siècle

Contrairement aux autres tiroirs-périodes, celui du XX^e siècle ne comporte pas d'objets à trois dimensions. Son exploitation n'entraîne pas à une lecture des objets par le toucher.

Les élèves qui devraient analyser ces documents, — qui n'étaient pas encore disponibles lors des exploitations qui ont eu lieu à l'école moyenne d'Alleur, seraient vraisemblablement un peu déçus et se sentiraient un peu lésés par rapport à un condisciple. Une exploitation a néanmoins été prévue. J'en vois personnellement deux utilisations possibles :

- dans une classe nombreuse, rendre possible la constitution de groupes de trois élèves,
- faire, en guise d'introduction, avec tout le groupe-classe une exploitation collective de ce tiroir-période, en y intégrant le vécu des élèves, pour les amener ensuite à s'informer sur les autres périodes de l'histoire.

Le musée-valise « L'enfant dans le monde du travail » est-il exhaustif ? Permet-il d'étudier à lui seul le problème « La fabrication » ?

Non, bien sûr. Des documents écrits, des peintures, des gravures, des films pourront être exploités avant et/ou après avoir découvert et analysé le contenu du musée-valise.

Au professeur de déterminer, en fonction de ses élèves, de ses objectifs et du moment où il pourra utiliser le musée-valise, comment l'insérer au mieux dans son cours.

La durée du travail de groupe — la synthèse — les aménagements de l'horaire hebdomadaire

Le travail de groupe est prévu pour une période et demie de cours, voire un peu plus. Ensuite, chaque groupe d'élèves présentera sa partie d'exposition à la classe. De cette manière se dégagera une synthèse générale en fonction des objectifs de départ tant cognitifs (savoir et savoir-faire) qu'affectifs (savoir-être) et psychomoteurs (expression, manipulation). Comme les objets et les maquettes sont souvent de petite dimension (pour pouvoir entrer dans la valise), la synthèse peut être soutenue par la projection de diapositives et par l'observation des agrandissements photographiques fournis. Enfin, pendant les dernières minutes,

les groupes visitent librement l'exposition. Après cette visite, chaque groupe range les objets du tiroir-période dans leur alvéole de protection et le tiroir dans le musée-valise (en étant attentif à le remettre à sa place).

Dans le cas de deux périodes jumelées d'histoire (ce qui n'est le cas pour le moment que si une période d'« activités culturelles » est jumelée à la période d'histoire), le temps est suffisant et il permet de commencer la synthèse dans de bonnes conditions. Dans le cas d'une seule période hebdomadaire, il faut veiller à ce que les élèves fassent un trait rouge sur leur fascicule pour indiquer l'endroit où ils sont arrivés et à relever les fascicules afin que le travail d'analyse puisse se poursuivre dans de bonnes conditions la semaine suivante. Les élèves seront responsables du rangement des objets dans les tiroirs-périodes, de leur remise en place dans le musée-valise et de leur déballage dès le début de la période suivante. Mais, pourquoi ne pas négocier des aménagements de l'horaire avec des collègues pendant le temps où la valise restera dans un établissement déterminé ? Des accords pourraient être pris avec des collègues de français, — qui pourraient utiliser le mini-théâtre, — de géographie, d'arts plastiques, — qui pourraient faire réaliser d'autres maquettes, — de sciences, etc.

La synthèse générale est à coup sûr une phase importante et délicate de l'exploitation du musée-valisé. Elle peut être alimentée par les différentes synthèses partielles et se présenter par exemple sous la forme d'un tableau à double entrée. Elle pourrait s'inspirer du modèle suivant :

	Objets fabriqués	Matériaux utilisés pour la fabrication	Méthodes de fabrication	Utilité des objets	Classes sociales
Paléolithique					
Néolithique					
Age des métaux - Période gauloise					
Période gallo-romaine					
Moyen âge					
Manufactures et pré-indus- trialisation					
Révolution industrielle					
XX ^e siècle					

Ce tableau de synthèse relatif au sujet étudié, soit la fabrication, sera utilement complété par :

- une ligne du temps générale, à faire construire par les élèves, — éventuellement après le départ du musée-valise ; elle pourra s'inspirer des différentes lignes du temps partielles figurant dans les fascicules d'exploitation pédagogique qui auront été photocopiés ;

- une carte de Belgique annotée en fonction du sujet traité ;
- un tableau faisant apparaître les différents types de documents historiques rencontrés.

Ces différents éléments de la synthèse prendront place dans le classeur des élèves. Les cours ultérieurs pourront prendre appui sur les informations ainsi rassemblées.

Les expériences réalisées à l'école moyenne de l'Etat à Alleur dans les classes de Ginette Goffin-Florenville en avril-mai 1980.

Le musée-valise *L'enfant dans le monde du travail* a été expérimenté à plusieurs reprises à l'école moyenne de l'Etat à Alleur⁽⁵⁾ dans des classes de première et deuxième années de l'enseignement secondaire en avril-mai 1980. Les constatations faites par Ginette Goffin-Florenville et moi-même ont permis au cadre spécial temporaire d'améliorer la présentation et le contenu des exploitations pédagogiques proposées.

Classe de deuxième année (13-14 ans) de l'enseignement secondaire

Les élèves se sont montrés très intéressés, ont travaillé rapidement et avec entrain. Il a cependant fallu les aider pour certaines localisations géographiques, les cartes de départ étant parfois trop touffues. Elles ont été modifiées en tenant compte des difficultés rencontrées par les élèves. Ils ont apprécié le fait de pouvoir manipuler des objets et ont exercé leur sens du toucher.

Le musée-valise a permis, à ce moment de l'année et du premier degré de l'enseignement secondaire⁽⁶⁾, de réaliser une synthèse générale des acquisitions de deux années scolaires, tant sur le plan des connaissances que sur celui des savoir-faire. En effet, le musée-valise déborde largement du problème *La fabrication* ; il traite aussi de *La nourriture* et des *Relations avec autrui* ; il envisage l'analyse de documents de nature différente.

Et, contrairement à ce qui se passe souvent, cette synthèse était concrète, matérielle, puisqu'elle s'appuyait sur des objets à trois dimensions : objets authentiques, copies, maquettes, moulages.

Le musée-valise a été expérimenté dans deux classes différentes. Ces classes ont tous les quinze jours deux heures jumelées d'histoire. Dans chacune des classes, il a été possible d'arriver au terme de l'exploitation prévue, y compris la visite par la classe de l'exposition montée par des groupes différents d'élèves.

Classes de première (12-13 ans) de l'enseignement secondaire

Le musée-valise a été utilisé l'après-midi, deux mardis de suite, dans une classe et le matin, deux mercredis de suite dans l'autre classe. Sur le plan de l'enthousiasme, et surtout sur celui de l'efficacité, les résultats sont différents.

(5) Commune de Belgique, province de Liège.

(6) Pour la conception de l'enseignement de l'histoire dans l'enseignement secondaire belge, voir Maggy HODEIGE, *La conception de l'enseignement de l'histoire en Belgique*, dans *Cahiers de Clio, Sciences de l'homme et de son environnement*, n° 55, pp. 11-14, Bruxelles-Liège, Centre de la pédagogie de l'histoire, 1978.

Dans le premier cas, il a fallu être vigilant pour que chaque groupe travaille et continue à travailler : nous étions en septième heure ! Pourtant les élèves étaient intéressés : ils ont expliqué le contenu du musée-valise à des condisciples d'autres classes. Dans le second cas, les élèves ne voulaient pas quitter la classe, au terme de la première heure de cours : ils voulaient achever l'exploitation entamée. Il a fallu leur promettre qu'elle serait poursuivie la semaine suivante !

Dans ces deux classes de première, il y a parfois eu des problèmes de lecture et, surtout, de compréhension de certains termes. Dans les feuilles actuellement en circulation, nous avons par exemple remplacé « agrémenter » par « embellir ». Une des classes a pu bénéficier des cartes géographiques simplifiées sur la base des difficultés rencontrées par les élèves de seconde et les remplir aisément.

Dans l'ensemble, le musée-valise est une excellente initiation à la critique historique (ou un approfondissement, ou une révision de cette dernière).

Il est intéressant autant par sa méthode d'analyse, qui inclut également des savoir-faire psychomoteurs (manipulations diverses) que par les connaissances qu'il permet de découvrir et de revoir. Des élèves en temps ordinaire peu motivés, passifs au cours d'histoire se sont révélés être des meneurs dans différents groupes de travail.

Il serait cependant utile de disposer d'un temps plus long pour exploiter toutes les ressources du musée-valise. S'il est possible de le faire en deux périodes de cours, il serait plus aisé et plus profitable pour tous de le faire en quatre périodes ! De cette manière il ne faudrait pas faire se presser des groupes plus lents et la synthèse générale, comme la visite de l'exposition, pourraient se faire dans de meilleures conditions.

Et les réactions des élèves ?

Le travail soutenu de la majorité d'entre eux, y compris des élèves habituellement passifs, prouve leur motivation, leur intérêt. De plus, ils ont parlé du musée-valise à des amis et à des professeurs d'autres branches. Une discussion libre dans une des classes de seconde a permis de faire apparaître qu'ils ont apprécié :

- le travail autonome,
- la manipulation d'objets authentiques, de copies et de moulages,
- la manipulation et le fonctionnement des maquettes,
- l'idée de monter une exposition et de la faire visiter.

Certains élèves de seconde qui n'avaient pas eu l'occasion d'étudier les sujets traités dans le musée-valise en première année ont apprécié d'avoir appris quelque chose.

Tous ont cependant mis en garde contre une pédagogie répétitive, lui préférant une pédagogie variant au maximum les méthodes d'enseignement... A bon entendeur, salut !

Maggy HODEIGE,
15 mai 1980

Où se procurer les musée-valises ?

Pour 1980 et 1981, deux sujets :

« L'enfant égyptien - hier et aujourd'hui »

« L'enfant dans le monde du travail ».

Qui peut obtenir un musée-valise en prêt ?

Tout établissement scolaire qui en fait la demande.

Comment ?

A partir du 1^{er} septembre en prenant contact avec le Ministère de la Culture française (Mme de Bièvre), rue de Cortenbergh 158, à 1040 Bruxelles.

MANIÈRES DE TABLE ET ALIMENTATION DES PEUPLES ARCHAÏQUES

PREMIER DEGRÉ DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE TYPE I (11-12 à 13-14 ANS)

La présente exploitation pédagogique a été réalisée dans le cadre d'un cours d'histoire par correspondance de l'Etat (dossier « La Nourriture »). Elle rejoint certains des objectifs proposés à savoir la recherche de documents peu connus susceptibles d'être utilisés en milieu scolaire et l'emploi des méthodes d'analyse s'y rapportant. A ce titre, cet exercice pourrait intéresser les professeurs soucieux de repenser tant le contenu que la méthodologie de leur enseignement.

Les documents retenus s'adressent aux élèves de première année du degré d'observation dans le cadre du problème « La Nourriture », — les sociétés de type archaïque (avant l'apparition de l'agriculture).

Documents

1) « Mais ce qu'il y a de remarquable, c'est que les hommes font toujours la cuisine, et qu'ils accommodent tout ce qu'ils prennent, soit à la chasse, soit à la pêche : les femmes ne s'en mêlent jamais qu'en l'absence du mari.

Nous remarquâmes cela sitôt que nous fûmes arrivés : le Lapon fit cuire quelques sichts frais qu'il avait pris ce jour-là. Ce poisson est un peu plus gros qu'un hareng, mais incomparablement meilleur ; et je n'ai jamais mangé de poisson plus délicieux. D'abord qu'il fut cuit, on dressa la table, faite de quelques écorces de bouleau cousues ensemble, qu'ils étendent à terre. Toute la famille se mit autour, les jambes croisées à la manière des Turcs, et chacun prit sa part dans le chaudron, qu'il mettait ou dans son bonnet, ou dans un coin de son habit. Ils mangent fort avidement, et ne gardent rien pour le lendemain. Leur boisson est dans une grande écuelle de bois à côté d'eux, si c'est en été ; et en hiver dans un chaudron sur le feu. Chacun en puise à son gré dans une grande cuiller de bois, on boit à même, suivant sa soif.

Le repas fini, ils se frappent dans la main en signe d'amitié.

Les mets les plus ordinaires des pauvres sont des poissons, et ils jettent quelque écorce de pin broyé dans l'eau qui a servi à les faire cuire en forme de bouillie.

Les riches mangent la chair des rennes qu'ils ont tués, à la Saint-Michel, lorsqu'ils sont gras. Ils ne laissent rien perdre de cet animal ; ils gardent même le sang dans sa vessie ; et lorsqu'il a pris un corps et s'est endurci, ils en coupent, et en

mettent dans l'eau qui reste après qu'ils ont fait cuire le poisson. La moelle des os de renne passe chez eux pour un manger très exquis ; la langue ne l'est pas moins ; et le membre d'un renne mâle est ce qu'ils trouvent de plus délicieux. Mais quoique la viande de renne soit fort estimée parmi eux, la chair d'ours l'est incomparablement davantage : ils en font des présents à leurs maîtresses, qu'ils accompagnent de celle de castor.

Ils ont un ragoût pendant l'été dont j'ai tâté, et qui me pensa faire crever. Ils prennent de certains petits fruits noirs qui croissent dans les bois, de la grosseur d'une groseille, qu'ils appellent *crokberg*, qui veut dire groseille de corbeau : ils mettent cela avec des œufs de poisson crus, et écrasent le tout ensemble, au grand mal au cœur de tous ceux qui les voient, et qui ne sont pas accoutumés à ces sortes de ragoûts, qui passent pourtant chez eux pour des confitures très délicates.

Le repas fini, les plus riches prennent pour dessert un petit morceau de tabac, qu'ils tirent de derrière leur oreille ; c'est là le lieu où ils le font sécher, et ils n'ont point d'autre boîte pour le conserver. Ils le mâchent d'abord ; et lorsqu'ils en ont tiré tout le suc, ils le remettent derrière l'oreille, où il prend un nouveau goût ; ils le remâchent encore une fois, et le replacent de même encore ; et lorsqu'il a perdu toute sa force, ils le fument. Il est étonnant de voir que ces gens se passent aisément de pain, et qu'ils aient tant de passion pour une petite herbe qui croît si loin d'eux ».

REGNARD, *Voyage en Laponie* [1681-1682], pp. 149-150, coll. « Le Monde en 10/18 », Paris, Union générale d'éditions, 1963.

2) Photographie en couleurs d'un intérieur de hutte lapone, tirée de *La Scandinavie*, p. 108, coll. « Monde et Voyages », Paris, Larousse, 1972.

Objectifs poursuivis⁽¹⁾

1) Sur le plan du « savoir » (connaissances)

- Caractériser les manières de table d'une population de type archaïque.
- S'interroger sur les divers types d'aliments :
 - en relation avec les conditions de fortune de chacun,
 - en relation avec les saisons de l'année.
- Vérifier dans quelle mesure les us et coutumes d'une population se sont perpétués ou non depuis trois siècles, et donc prendre conscience de la notion d'évolution historique, avec ses permanences et ses mutations.

Et ceci, grâce a) au témoignage oculaire d'un Français qui voyagea à travers l'Europe d'avril 1681 au début de 1682, dont deux mois et quatre jours en Laponie,

b) à un document photographique actuel représentant un intérieur de hutte lapone.

(1) Cfr programme *Etude du milieu naturel, humain et technique*, Formation commune, pp. 60-69, Bruxelles, Ministère de l'Education nationale, 1978.

2) Sur le plan du « savoir-faire » (acquisition d'une méthode de travail)

- Identifier un document historique.
- Identifier un auteur.
- Apprécier la crédibilité de son témoignage.
- Localiser dans le temps.
- Localiser dans l'espace.
- Appliquer aux documents historiques les techniques de l'analyse et de l'interprétation.
- Dégager les idées essentielles d'un document.
- Rechercher une information dans un ouvrage de référence (dictionnaire, biographie).

3) Sur le plan du « savoir-être » (attitudes et comportements)

- Face à la matière, l'élève montrera son intérêt pour divers aspects de la vie quotidienne d'une société passée et présente, différente de la sienne.
- Le questionnaire ci-dessous est destiné à un travail individuel. Ce qui n'empêche évidemment pas les échanges d'informations entre élèves (à propos du vocabulaire par exemple). Le professeur agira comme animateur, apportera son aide si elle est souhaitée et veillera dans cette forme de travail à exclure tout climat de contrainte au profit d'une plus grande confiance mutuelle.

4) Sur le plan de la psychomotricité

- Dans ses activités de recherche, l'élève maniera avec rapidité et précision les ouvrages de référence.
- En s'exprimant de la façon la plus claire possible, il fera part à ses compagnons du résultat de son travail.

Aménagement du texte en fonction des objets précités

« [Aussitôt] que [le poisson] fut cuit, on dressa la table, faite de quelques écorces de bouleau cousues ensemble, qu'ils [les Lapons] étendent à terre. Toute la famille se mit autour, les jambes croisées à la manière des Turcs, et chacun prit sa part dans le chaudron, qu'il mettait ou dans son bonnet, ou dans un coin de son habit. Ils mangent fort avidement, et ne gardent rien pour le lendemain. Leur boisson est dans une grande écuelle de bois à côté d'eux, si c'est en été ; et en hiver dans un chaudron sur le feu. Chacun en puise à son gré dans une grande cuiller de bois, on boit à même, suivant sa soif.

Le repas fini, ils se frappent dans la main en signe d'amitié.

Les mets les plus ordinaires des pauvres sont des poissons, et ils jettent quelque écorce de pin broyée dans l'eau qui a servi à les faire cuire en forme de bouillie.

Les riches mangent la chair des rennes [...]. Ils ne laissent rien perdre de cet animal [...]. Mais quoique la viande de renne soit fort estimée parmi eux, la chair d'ours l'est [...] davantage : ils en font des présents à leurs maîtresses, qu'ils accompagnent de celle de castor.

Ils ont un ragoût pendant l'été [...]. Ils prennent de certains petits fruits noirs qui croissent dans les bois, de la grosseur d'une groseille [...] : ils mettent cela avec des œufs de poisson crus, et écrasent le tout ensemble, au grand mal au cœur de tous ceux qui les voient, et qui ne sont pas accoutumés à ces sortes de ragoûts, qui passent pourtant chez eux pour des confitures très délicates.

Le repas fini, les plus riches prennent pour dessert un petit morceau de tabac, qu'ils tirent de derrière leur oreille [...]. Ils le mâchent d'abord ; [...] et lorsqu'il a perdu toute sa force, ils le fument ».

REGNARD [Jean-François], *Voyage en Laponie* [1681-1682], pp. 149-150.

Questionnaire

Opérations mentales⁽²⁾

1. Recherchez, à l'aide du dictionnaire, la signification des termes et expressions incompris. 3.1
2. En utilisant les ouvrages de référence usuels (et notamment le dictionnaire des biographies), recherchez des renseignements sur l'auteur du texte. 3.1
3. a. Datez les documents

Document A	
Document B	

 4.1
- b. Remplacez-les sur la ligne du temps. 3.1
4. a. De quelle population est-il question ici ? 4.1
- b. Localisez-la sur le planisphère muet. 3.1
5. Soulignez dans le texte les expressions relatives aux manières de table des Lapons (vaisselle, mobilier, attitudes). 4.1
6. Qu'en concluez-vous quant à ces manières de table ?

vaisselle	
mobilier	
attitudes	

2.2

7. Soulignez dans le texte les divers aliments rencontrés. 4.1

(2) Cfr l'article publié dans un précédent numéro : M. AJENBERG-KARNY, M. HODEIGE, I. ROCHETTE-RUSSE et R. VAN SANTBERGEN, *L'évaluation dans l'enseignement secondaire rénové*, t. 38, pp. 75-105, Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1974.

8. Classez-les dans les tableaux ci-dessous :

origine animale	origine végétale

4.2

9. Caractériser l'alimentation des Lapons au point de vue :

- de la variété,
- de la provenance.

2.2

10. Tous les Lapons consomment-ils les mêmes nourritures ?
Justifiez votre réponse.

2.2

11. La nourriture varie-t-elle en fonction des saisons de l'année ?
Justifiez votre réponse.

2.2

12. Que pensez-vous de la qualité de la comparaison faite par
Regnard sur la façon de s'asseoir ? Justifiez votre réponse⁽³⁾.

6.2

13. A quel titre l'auteur écrit-il ici ?

Historien	
Journaliste	
Voyageur	
Romancier	
Auteur dramatique	

6.1

14. Qu'en concluez-vous quant à la qualité de son témoignage ?

6.2

15. Examinez attentivement le document b (photographie) :

- Quels éléments mentionnés par Regnard y retrouvez-vous ?
- Quels éléments neufs y constatez-vous ?

4.2

4.2

16. Dans quelle mesure les manières de vivre des Lapons ont-elles
évolué depuis la fin du XVII^e siècle ?

6.1

René CORNET,
C.E.P.E.S. - Jodoigne

(3) Cette question renvoie à la biographie de l'auteur (question 2) : avant son voyage en Laponie, Regnard a voyagé jusqu'à Constantinople et fut capturé par les Barbaresques en Alger.

CHRONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

CHRONIQUE CINÉMA TOGOLVAISE

LE GRAND TOURNANT

RÉALISATEUR : HENRI DE TURENNE

N° DE COMMANDE : 4080

N° DE LA FICHE : 71

DURÉE : 79 MINUTES

NOIR ET BLANC

Note liminaire

Chaque année, le Service des auxiliaires de l'enseignement acquiert de nouveaux films, préalablement sélectionnés par la commission consultative d'histoire à laquelle j'ai l'honneur de participer. Cet enrichissement des collections s'est accompagné d'une restructuration du service qui en rend l'utilisation plus aisée. Cependant l'emploi du film comme instrument pédagogique est encore loin d'être généralisé et de nombreuses bobines « dorment » dans les rayons de la cinémathèque.

Je ne chercherai pas ici à analyser les raisons de ce phénomène. Je pense toutefois qu'une des difficultés réside dans le fait que les professeurs sont mal informés du contenu exact des films. Certes, nous disposons d'un catalogue dont les fiches nous dispensent bon nombre d'indications utiles, mais les analyses sont souvent trop sommaires pour aider le professeur à opérer un choix en fonction des objectifs pédagogiques qu'il poursuit en projetant tel ou tel film. Cette constatation n'implique pas de reproche de ma part à l'égard du catalogue. Un ouvrage de ce genre doit garder avant tout un caractère pratique et, dans ce but, les fiches sont établies assez rapidement après une seule vision des films par leurs auteurs. Il n'est pas toujours aisé de résumer un livre après une seule lecture, *a fortiori* d'analyser un document cinématographique dont la structure est beaucoup plus complexe.

Dans un premier temps, il me semblerait intéressant d'unir toutes les bonnes volontés pour développer dans la *Chronique cinématographique* des *Cahiers de Clio* une tribune où les utilisateurs de films feraient part de leurs expériences et de leurs observations.

Qu'il me soit permis de l'ouvrir en présentant ici un film auquel j'ai eu l'occasion de recourir à plusieurs reprises.

Analyse

Sujet

L'entre-deux-guerres, centré sur la France en 1936.

Images

Montage de bandes d'actualités, de photographies, d'extraits de presse, d'affiches électorales et d'un passage de *l'Espoir* (André Malraux). Pas d'éléments didactiques.

Son

Trois éléments sont à mettre en évidence :

- un commentaire très dense dû à la plume de Jean-François Revel dit avec émotion par Serge Reggiani. Il est impossible de faire prendre des notes par les élèves durant la projection ;
- des extraits de discours officiels, de conférences, de livres, de journaux. Certains malheureusement sont également dits par Serge Reggiani et peuvent prêter à confusion avec le commentaire ;
- le fond musical essentiellement composé de variations sur le thème de *l'Internationale*. Entraînant, il contribue à maintenir l'intérêt et l'émotion des élèves.

Lecture du film

Rapide, mais explicite. Le son correspond bien à l'image. Des lacunes cependant : certains personnages de l'avant-plan ne sont pas identifiés. La lecture est parfois fastidieuse par le nombre de scènes semblables : cortèges, manifestations, discours.

Contenu

Introduction

Le film commence par des images de la crise que l'Amérique a importée en France et en Europe. C'était l'époque où les cortèges de travailleurs se formaient dans les campagnes et marchaient vers Paris. Les villes connaissaient à nouveau ces grands rassemblements qu'on n'avait plus vus depuis les guerres de religion. Des émeutes éclataient, le monde ouvrier connaissait à nouveau des martyrs. Pendant que les prolétaires se mettent à rêver au *Grand Soir*, la bourgeoisie, elle, continue à rêver à ses bonnes soirées.

La situation politique avant 1936

La France de la III^e République est une démocratie parlementaire. Les gouvernements de centre-droite se succèdent comme dans un ballet. République de notables et gens âgés : « Pourquoi les ministres ont-ils plus de soixante-dix ans ? Parce que ceux de quatre-vingt-dix ans sont morts ! » Incapables de gérer la crise, ils se contentent de fêter perpétuellement une victoire, — celle de 1918, — usée jusqu'à la corde et, en fait de mesures, d'instaurer des passages pour piétons.

A gauche, comme à droite, plus personne ne croit à cette république-là. La droite a les yeux tournés vers l'Allemagne. Là, face au communisme, les Allemands se sont trouvés un chef, le *Führer*, une mystique, le national-socialisme. Ici le film évoque en quelques minutes le régime nazi, puis le régime fasciste de Mussolini qu'Hitler a imité en l'améliorant. Le fascisme se développe en France. Les cocardes et les cannes font leur apparition. *Croix-de-Feu*, *Action française* se trouvent un chef en la personne du colonel De Laroque. La gauche, elle, est divisée depuis le Congrès de Tours de 1920.

Entretiens, la corruption a gagné les milieux politiques. Au début de 1934, éclate le scandale Stavisky. Cet escroc a joui de la protection de l'entourage du président du Conseil. Juste au moment où on allait l'arrêter à Chamonix, on le trouve suicidé, — d'une balle dans le dos tirée à bout portant.

C'en est trop. Le 6 février 1934, l'extrême-droite tente un coup d'Etat. Les fascistes descendent les Champs-Élysées pour prendre le parlement d'assaut. De Laroque cependant n'osera pas prendre le pouvoir, il se contente de faire tomber le gouvernement.

Face au danger, la gauche va faire front. Au cours du printemps 1934, à la hauteur du faubourg Saint-Antoine, deux défilés, l'un socialiste, l'autre communiste se rencontrent. Il y a un moment d'hésitation. Va-t-on se battre comme on le fait depuis 15 ans devant les forces de l'ordre ? Non, de chaque côté, des cris s'élèvent et se multiplient : union de la gauche prolétarienne. Ce jour-là, dans la rue, naît le *Front populaire*.

Le film nous présente alors les personnalités les plus marquantes : Léon Blum, Maurice Thorez, René Salengro, Jacques Duclos.

On nous explique aussi, pourquoi les ennemis d'hier se sont réconciliés. L'auteur retient principalement la thèse d'une évolution au sein du parti communiste. Jusqu'à cette époque, c'est encore un petit parti, pur et dur. Pour lui, une seule patrie, l'*Internationale*, un seul guide, l'U.R.S.S. Mais en U.R.S.S., où l'image nous entraîne cette fois, Staline ne croit plus à la révolution mondiale, il craint le danger nazi et cherche à se rapprocher des démocraties occidentales. Fait significatif, pour la première fois un homme politique français, en l'occurrence Laval, est reçu en visite officielle à Moscou. Staline donne à Thorez le feu vert pour l'alliance avec les socialistes. L'*Internationale* peut se réconcilier avec sa sœur aînée *La Marseillaise*. Ce thème développé dans les discours officiels gagne à la gauche les voix sensibles au sentiment national.

Ici se termine la première bobine.

1937 : la victoire du *Front populaire*

Le film nous montre la préparation des élections en nous présentant les affiches électorales. Le choix est clair pour l'électeur de 1936. Le front populaire, c'est Moscou, Staline, le bourreau au couteau entre les dents ; « la France aux Français » clame la droite. La France n'appartient pas aux Français, réplique la gauche, elle appartient aux deux cents familles : les Schneider, les Wendel, etc.

Le *Front populaire* l'emporte ! C'est la victoire ! La droite avait prévu la guerre civile, la France n'est qu'une immense kermesse, « le monde va devenir

très beau » écrit Prévert. Mais la majorité de la gauche est faible, Blum entend respecter la légalité et notamment attendre le délai requis pour la formation du nouveau gouvernement. La France ne veut pas attendre. Partout, au mois de mai, des grèves éclatent spontanément. Malgré les appels à l'ordre, notamment des communistes, les ouvriers occupent les entreprises, séquestrent le patron. Enfin, ils le voient, grandeur nature, ils lui exposent, les yeux dans les yeux, leurs griefs : les bas salaires, la discipline, le chômage et surtout les atteintes à leur dignité.

Entretiens, Blum a enfin formé le nouveau gouvernement : socialistes et radicaux de gauche. Les communistes n'ont pas voulu y participer, — prétexte avancé : ne pas effaroucher l'électeur. Innovation : trois femmes dans ce gouvernement et un ministère des loisirs. A part cela, un gouvernement comme les autres. Trop au goût de certains. Les grèves se poursuivent. Le patronat prend peur, prend contact avec le gouvernement et négocie en quelques jours les accords Matignon : hausse immédiate des salaires, reconnaissance de la liberté syndicale et surtout l'instauration des congés payés : huit jours annuels.

Après la fête des grèves, c'est la fête des premières vacances. Images émouvantes des départs à vélos, de la découverte de la mer, du retour « au pays ».

1936-1938 : l'échec du *Front populaire*

Mais à la rentrée, les difficultés commencent. Les grèves et les hausses rapides des salaires ont entravé la reprise économique. Le franc est dévalué. L'opposition s'agite et l'antisémitisme se développe. Blum est victime d'un attentat.

A ces graves obstacles économiques, s'ajoutent les problèmes de la politique extérieure. Ici, la caméra nous entraîne en Espagne où sévit la guerre civile. On nous présente le *Fronte Popular*, la *Pasionaria*, Franco et la *Phalange*, les *Brigades internationales*. Les républicains demandent l'aide financière du gouvernement français. Blum veut aider les Espagnols, mais il est mis en minorité à l'Assemblée nationale, où l'opposition l'accuse d'entraîner les Français dans la guerre. Blum confie à l'ambassadeur d'Espagne son intention de démissionner. Ce dernier l'en dissuadera. En octobre, la France et l'Angleterre proposent à la S.D.N. une politique de stricte neutralité pour ne pas effaroucher les dictatures. Blum justifie la politique du gouvernement devant ses électeurs et obtient un certain succès. Mais Hitler et Mussolini aident le gouvernement de Franco qui remportera la victoire finale. Tandis que les premiers réfugiés espagnols franchissent la frontière française, la droite poursuit son travail de sape, acculant le ministre Salengro au suicide à la suite d'une odieuse campagne de presse. La gauche, elle, ne croit plus au *Front populaire*. Peu après, Blum quitte le gouvernement. Le petit ballet de la III^e République peut enfin recommencer.

Le film se termine sur une brève analyse de la portée du *Front populaire*. Une expérience avortée sans doute, mais, en trente jours, le visage de la France s'est modifié à jamais. Dans l'histoire sociale, ce fut le *Grand Tournant*.

Suggestions d'utilisation

Pour ma part, je procède toujours très brièvement à la présentation d'un film. Les élèves sont toujours motivés par ce type de document. Ils se réjouissent vivement de voir apparaître l'image sur l'écran, mais, par contre, ils sont peu réceptifs au discours préalable. J'attire donc simplement leur attention sur les difficultés éventuelles de la lecture du film et je leur donne quelques consignes comme : « relevez les noms des personnes » ou « divisez-vous en trois groupes. Chaque groupe accordera une attention plus particulière soit aux problèmes politiques, soit aux problèmes économiques, soit aux problèmes sociaux ».

Par contre, j'interromps la projection dès qu'un élève en manifeste le désir pour demander une explication. Je l'interromps d'office au moment de l'explication du revirement du parti communiste en 1934 afin de m'assurer de la compréhension des élèves. Les collègues qui ont la chance de posséder un appareil de projection récent pourraient en plus avoir la possibilité d'effectuer des retours en arrière.

Après la projection, les élèves élaborent la synthèse en « travail de groupe » ou en « groupe-classe » à l'aide d'un questionnaire que je ne publierai pas ici parce que je ne l'estime pas au point. Il y a là matière à élaboration d'un véritable schéma d'exploitation pour lequel j'aimerais trouver la collaboration des collègues que la diffusion de ce film intéresse.

Première possibilité d'exploitation

Le film peut être présenté aux élèves en synthèse de l'entre-deux-guerres. Dans ce cas, les élèves seront attentifs à restituer dans leur contexte général les éléments d'information acquis par l'analyse individuelle ou collective de témoignages, par des recherches livresques, notamment à partir du volume X de la collection « Formation historique » publiée à Liège chez Sciences et Lettres⁽¹⁾.

Deuxième possibilité d'exploitation

Après avoir étudié la crise économique de 1929, le fascisme et le nazisme, le *Grand Tournant* peut être un moyen d'introduire une conséquence importante de la crise : la montée du socialisme. Personnellement, cette année scolaire-ci, j'ai suivi le plan suivant :

1. Le second conflit mondial
2. Etude de ses causes :
 - a) le rôle de la crise de 1929
 - b) la montée des dictatures fascistes
 - c) la faillite des démocraties occidentales
 - d) la montée du socialisme

Troisième possibilité d'exploitation

Enfin, il peut être un moyen d'aborder la vie sociale et plus particulièrement la condition ouvrière de l'entre-deux-guerres. Dans ce cas, seule la seconde partie du film sera présentée aux élèves.

* * *

(1) Centre de la pédagogie de l'histoire, coll. « Formation historique », Liège, Sciences et Lettres.

Les trois possibilités ont été expérimentées avec succès dans les trois années terminales de l'enseignement secondaire général et technique.

Il convient de prendre quelques précautions critiques. En effet, les réalisateurs du film ne cachent pas leur sympathie à l'égard des grévistes du *Front populaire* et de Léon Blum dont ils donnent une image très attachante. Ils me semblent cependant manquer d'objectivité dans l'analyse des faits. Il convient aussi d'attirer l'attention des élèves sur le fait que la droite ou les communistes auraient présenté les choses de façon très différente.

Pour obtenir un film au Service des auxiliaires d'enseignement, 43, rue de Stassart, à 1050 - Bruxelles, tél. 02/511.59.80 ou 511.59.89, il faut :

- vous assurer que votre école a un numéro d'inscription auprès de cet organisme. Dans la négative, en demander un ;
- consulter le catalogue des films disponibles ;
- noter sur le formulaire *ad hoc* le numéro de référence et le titre du film ;
- envoyer le formulaire à l'adresse indiquée ci-dessus. Il est également possible de téléphoner, de préférence le lundi matin.

Les films sont expédiés le lundi après-midi qui suit la réception de votre commande. En principe, la durée du prêt est d'une semaine à partir de la réception du film.

Nicole JOZIC-HIERNAUX,
Février 1980

NORTHERN LIGHTS

RÉALISATEURS : JOHN HANSON et ROB NILSSON
SCÉNARISTES : JOHN HANSON et ROB NILSSON
U.S.A., CINE MANIFEST PRODUCTIONS

Ce film retrace l'histoire d'un groupe de fermiers du Nord-Dakota, pour la plupart d'origine norvégienne, dans les années 1915-1916. Leur vie est dure : ils sont pressurés par les banques, avec leurs prêts à des taux usuraires, par la fixation arbitraire des prix du blé et des tarifs de chemin de fer. Pour résister, quelques-uns d'entre eux vont créer un mouvement d'inspiration socialiste, la *Nonpartisan League (N.P.L.)*, une sorte de syndicat regroupant les métayers, c'est-à-dire les fermiers non propriétaires de leur ferme et de leurs terres.

Par leur travail de persuasion, ils réussissent, en un an, à regrouper 40.000 adhérents et gagnent les élections primaires de 1916, submergeant le parti

républicain. Cette victoire leur permet de prendre des mesures en faveur de la population : ils créent une banque, une société de stockage du blé et d'autres organismes gérés par l'Etat du Nord-Dakota. Ils ont également donné le droit de vote aux femmes et obtenu des tarifs réduits sur les chemins de fer pour le transport des produits agricoles.

Les succès du *N.P.L.* suscitèrent des réactions analogues dans les Etats voisins, bien que moins profondes.

C'est dans ce contexte peu connu, — même de beaucoup d'Américains, — que se situe l'action du film et l'histoire personnelle de Ray Sorenson et de sa fiancée Inga Olness. Ce paysan courageux commence par vouloir se battre seul. Mais après la mort de son père et la perte d'une grande partie de sa récolte (par le blizzard), Ray sombre dans le désespoir. Peu de temps après, il adhère à la *N.P.L.* et en devient un militant actif.

Entretemps, la ferme d'Inga est saisie par les créanciers et Inga part chez son oncle. Ray, tout pris par l'action, voit rarement Inga et laisse à son frère John la plus grande partie des travaux de la ferme. Bientôt, à cause de son action politique, beaucoup de marchands refusent d'acheter sa production. Sa ferme est saisie par le banquier-prêteur. Dès ce moment, Ray luttera pour ne pas sombrer, et il sait que cette lutte n'est plus isolée.

Genèse du film

En 1974, Hanson visite le Nord-Dakota, où il avait été élevé dans la ferme de son grand-père. Parcourant les petites routes, il est frappé par le nombre de vieilles petites fermes abandonnées. Il commence à poser des questions aux paysans sur l'évolution de la petite exploitation familiale vers la grande exploitation actuelle, et sur le départ de nombreux fermiers vers les grands centres urbains.

C'est ainsi qu'il entend parler de la *Nonpartisan League*, qui avait été le principal mouvement paysan dans l'histoire de la région. Au cours des douze ans qu'il avait passés à l'école dans le Nord-Dakota, il n'avait jamais entendu parler de cette Ligue !

Rob Nilsson avait lui aussi des racines dans le Nord-Dakota. Son grand-père avait été le premier cinéaste de cette région et avait réalisé, avant la première guerre mondiale, des documentaires sur la vie des fermiers. Cependant, lui non plus n'avait jamais mentionné l'existence de la Ligue.

Hanson et Nilsson commencent alors à enquêter, bien décidés à redonner vie à cette épopée paysanne oubliée.

Northern Lights a été construit à partir du témoignage de Henry H. Martinsen, un syndicaliste de 96 ans, militant socialiste et organisateur de la *Nonpartisan League*. C'est son récit qui sert de trame au film.

Extrait d'une interview de John Hanson

Ces propos ont été recueillis par Rony Pede à Cannes, en mai 1979 et publiés dans *Film en Televisie*, n° 272, 1980.

« D'où vient votre intérêt pour le passé, ou plutôt, pour les véritables racines de votre histoire ? Des séries historiques américaines comme *Roots* montrent qu'il existe de l'intérêt autour de ce thème... ».

John Hanson : « Les révoltes étudiantes des années '60 ont imité le modèle européen. En fait, il était assez curieux de constater que chacun attendait tout de l'Europe, alors que ses modèles ne cadraient pas du tout dans la société américaine. C'est pourquoi, je pense, beaucoup de gens se sont penchés sur leur propre passé, pour y trouver une solution à nos problèmes actuels.

Notre passé, comme on le voit d'ailleurs clairement dans *Northern Lights*, n'est pas exempt d'influences européennes. Beaucoup de pionniers étaient en effet originaires d'Europe. Mais nous avons évolué différemment, tant sur le plan social que politique.

On retrouve ce même intérêt pour le passé dans le cinéma. *Union Maids* et *Harlan Country U.S.A.* ont inauguré cette tendance. Ce n'est pas un hasard non plus si la plupart de ces films illustrent la même époque car, dans les années 1919-20, l'Amérique a connu de nombreux courants révolutionnaires et sociaux victorieux, oubliés par la suite.

Les révolutionnaires des années '60 voulaient changer l'Amérique du jour au lendemain. Nous, et beaucoup avec nous, sommes plutôt attirés par une recherche sérieuse sur les modèles anciens, authentiquement américains. Confrontés à la réalité actuelle, ils permettront peut-être à l'Amérique de changer de façon plus radicale.

L'étude du passé a d'ailleurs un intérêt culturel énorme : on peut s'en servir pour comprendre le présent. »

Josette DEBACKER

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARY

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE DE L'HISTOIRE DE LA PROVINCE DE NAMUR⁽¹⁾

A. Inventaires, bibliographies, guides et catalogues

- BOVESSE J., *Un centre de recherches historiques, le dépôt des Archives de l'Etat pour la province de Namur*, dans *A.S.A.N.*⁽²⁾, t. 49, pp. 85-161, Namur.
- BOVESSE J., LADRIER F., *A travers l'histoire du Namurois. Catalogue analytique et explicatif de l'exposition de documents, VIII^e-XX^e siècles*, Bruxelles, 1971.
- BOVESSE J., *Le musée des Archives de l'Etat à Namur*, dans *Namur, ses richesses et sa beauté*, Namur, 1976.
- BROUETTE E., *Topobibliographie de la province de Namur*, Namur, 1947.
- DEJARDIN A., *Cartes de la province de Namur, plans et vues de la ville*, dans *A.S.A.N.*, t. 15, Namur, 1883.
- DOYEN F.-D., *Bibliographie namuroise*, t. 1 : 1473-1799 ; t. 2 : 1800-1830 ; t. 3 : 1831-1860 et suppléments 1504-1803, Namur, 1887-1902.
- *Le notaire dans la vie namuroise*, Catalogue de l'exposition organisée à l'occasion des journées notariales, Namur, 9-19 octobre 1975, Bruxelles, 1975.

B. Généralités

- *L'agglomération namuroise, étude sociologique*, Rapport n° 46, Namur, Centre de recherches socio-religieuses, Bureau de Namur, 1959.
- BOVESSE J., *Namur et son histoire*, dans *Namur, ses richesses et sa beauté*, pp. 17-27, Namur, 1976.
- BORGNET J., *Histoire du comté de Namur*, Bruxelles, 1847.
- BORGNET J., *Promenades dans Namur*, Profondeville, 1964 (reproduction photomécanique de l'édition de 1859).
- BORGNET J., BORMANS S., *Histoire de la commune de Namur aux XIV^e et XV^e siècles*, dans *Cartulaire de la commune de Namur*, t. 1, Namur, 1876.

(1) Cette bibliographie remplace celle publiée précédemment : Jeanine LOTHE, *Bibliographie sommaire de l'histoire de la province de Namur*, dans *Cahiers de Cléo, Carrefour des historiens et des enseignants*, n° 3, pp. 83-85, Bruxelles, Esseo, 1965.

(2) *A.S.A.N.* : *Annales de la Société archéologique de Namur*.

- BORMANS S., *Les fiefs du comté de Namur*, 2 vol., Namur, 1875.
- BOVESSE J., *La Maison de Namur et les villes liégeoises au début du XIV^e siècle*, dans *Mélanges F. Rousseau*, pp. 121-143.
- COURTOY F., *Notes sur l'histoire du département de Sambre et Meuse*, dans *A.S.A.N.*, t. 32, Namur, 1913.
- DELIEU R., *Namur et sa province*, Bruxelles, 1975.
- DULIERE A., *Visages namurois (1693-1970)*, Namur, 1974.
- *Etudes d'histoire et d'archéologie namuroises dédiées à Fernand Courtoy*, 2 vol., Namur, 1952.
- FIVET F., *Le pays de Namur et la Révolution de 1830 ; récit des événements*, Namur, 1930.
- GÉRARD A., *Le vieux Namur*, Namur, 1901.
- GÉRARD R., *La province de Namur, Petite encyclopédie : cantons d'Eghezée et d'Andenne*, 2 vol., Namur, 1931 ; *canton de Dinant*, Namur, 1932 ; *cantons de Beauraing et de Gedinne*, 2 vol., Namur, 1932 ; *Le canton et le comté de Rochefort*, Dinant, 1951 ; *canton de Ciney*, Dinant, 1953 ; *Couvin et Philippeville*, Dinant, 1958.
- GOCHET Fr.A.M., *La province de Namur pittoresque. Géographie et Histoire*, Liège, 1902.
- *La Province de Namur*, 2 vol., Namur, 1930-1931.
- *La province hier et aujourd'hui. Namur*. Bruxelles, 1976.
- ROLAND J., *Le Comté et la province de Namur*, Namur, 1954.
- ROUSSEAU F., *A travers l'histoire de Namur, du Namurois et de la Wallonie*, Recueil d'articles de F. Rousseau publié à l'occasion de son nonantième anniversaire, Bruxelles, Crédit Communal de Belgique, 1977.
- ROUSSEAU F., *La Meuse et le pays mosan en Belgique. Leur importance historique avant le XIII^e siècle*, Liège, 1977 (réimpression de l'édition de 1920).
- ROUSSEAU F., *Namur, ville mosane*, 2^e édition, Bruxelles, 1958.

C. Géographie historique

- DOUXCHAMPS-LEFÈVRE C., DUFOUR L., *Documents inédits concernant les événements météorologiques dans le Namurois au XVII^e siècle*, Bruxelles, 1976.
- GENICOT L., *Atlas historique du Namurois - Cartes du bas moyen âge*. Notices : *Le Namurois politique, économique et social au bas moyen âge*, dans *A.S.A.N.*, t. 52, 1964.
- ROLAND C.G., *Les pagi de Lomme et de Condroz et leurs subdivisions. Etude de géographie historique*, dans *A.S.A.N.*, t. 34, 1920.
- VAN DER ESSEN L., GANSHOF F.L., MAURY J., NOTHOMB P., BONENFANT P., *Atlas de géographie historique de la Belgique*, Bruxelles-Paris, 1919.
- VANDER MAELEN Ph., *Dictionnaire géographique de la province de Namur*, Bruxelles, 1832.

D. Préhistoire, archéologie, histoire de l'art

- ANGELROTH H., *Considérations relatives à la préhistoire dans la province de Namur*, dans *Bulletin de la Société royale belge d'anthropologie et de préhistoire*, t. 58, Bruxelles, 1947.
- ANGELROTH H., *Les plus anciens habitants de la province de Namur*, dans le *Guetteur wallon*, t. 5, pp. 35-38 et pp. 123-125, Namur, 1928-1929.
- BASTIN N., *L'architecture civile à Namur, XVI^e-XX^e siècle*, Gembloux, 1977.
- KNAEPEN-LESCRENIER A.M., *Répertoire bibliographique des trouvailles archéologiques de la province de Namur*, Bruxelles, 1970.
- *Le patrimoine monumental de la Belgique. 5. Province de Namur, arrondissement de Namur, 1-2*, Liège, 1975.
- Voir les nombreux articles de A. BEQUET, F. COURTOY et A. DASNOY dans les *A.S.A.N.*, *passim*.

E. Histoire économique et sociale

- COURTOY F., *La bienfaisance publique à Namur et dans sa banlieue en 1772*, dans *A.S.A.N.*, t. 24, Namur, 1910.
- DEL MARMOL E., *Notes sur les industries namuroises aux XVI^e et XVII^e siècles*, dans *A.S.A.N.*, t. 12, pp. 245, Namur, 1872-1873.
- DEPREZ M., *Le monde ouvrier dans la sidérurgie namuroise au début du XIX^e siècle*, dans *Etudes d'histoire et d'archéologie namuroises dédiées à F. COURTOY*, t. 2, pp. 937-947, Namur, 1952.
- DOUXCHAMPS A., *La verrerie Zoude et les cristalleries namuroises (1753-1879)*, coll. « Anciens pays et Assemblées d'Etat », t. 76, Courtrai, 1979.
- GENICOT L., *L'économie rurale namuroise au bas moyen âge (1188-1420)*, t. 1, *La seigneurie foncière*, Recueil des travaux d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain, 3^e série, fasc. XVII, Louvain, 1943 ; Publication extraordinaire de la Société archéologique de Namur, Namur, 1943 ; t. 2, *Les hommes. La noblesse*, *op. cit.*, Louvain, 1960 ; *op. cit.*, Namur, 1960.
- GENICOT L., *L'industrie dans le comté de Namur à la fin du moyen âge 1350-1430*, dans *Namurcum*, t. 21, pp. 49-57, Namur, 1946.
- GENICOT L., BOUCHAT-DUPONT M.S., DEVAUX B., *La crise agricole du bas moyen âge dans le Namurois*, n° 9, Louvain-Gand, Centre belge d'histoire rurale, 1970.
- GENICOT L., *Sur le nombre des pauvres dans les campagnes médiévales. L'exemple du Namurois*, dans *Revue historique*, n° 257, pp. 273-288, 1971.
- GENICOT L., *La structure économique d'une principauté médiévale. Le comté de Namur du XII^e au XIV^e siècle*, dans *Etudes historiques à la mémoire de Noël Didier*, pp. 163-171, Paris, Faculté de droit et des sciences économiques de Grenoble, 1960.
- GILLARD A., *L'industrie du fer dans les localités du comté de Namur et de l'Entre-Sambre-et-Meuse de 1345 à 1600*, Bruxelles, Crédit Communal, *Pro Civitate*, 1971.

- GOETSTOUWER J.B., *Les métiers de Namur sous l'Ancien régime. Contribution à l'histoire sociale*, Louvain-Paris, 1909.
- LADRIER F., RUWET J., HELIN G., VAN BUYTEN L., *Marché des céréales à Ruremonde, Luxembourg, Namur et Diest aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Recueil et travaux d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain, 4^e série, fasc. 33, Louvain, 1966.
- LOTHE J., *Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIX^e siècle, 1^{re} partie 1794-1848, 2^e partie 1849-1886*, cahiers 45 et 57, Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1967-1969.
- LOTHE J., *Paupérisme et bienfaisance à Namur au XIX^e siècle. 1815-1914*, Bruxelles, Crédit Communal, Pro Civitate, 1978.
- MICHEL R., *Les forges d'Yvoir*, dans *La Vie Wallonne*, t. 45, nouvelle série, n° 333, pp. 5-52, 1971.
- RECHT P., *Quelques aperçus sur les classes sociales du Namurois à la fin du XVIII^e siècle*, dans *A.S.A.N.*, t. 42, Namur, 1927.
- ROBERT V., S.J., *Histoire du mouvement ouvrier dans le Namurois*, Bruxelles, 1957.
- ROUSSEAU F., *Dans le vieux Namur. Autour de Saint-Jacques. Contribution à l'histoire de la charité à Namur*, Namur, 1967.
- RUWET J., *Pour un indice de la production céréalière à l'époque moderne : la région de Namur*, dans GOY J., LEROY-LADURIE E., *Les fluctuations du produit de la dîme*, pp. 67-82, Paris-La Haye, 1972.

F. Histoire religieuse

- AIGRET N.J., *Histoire de l'église et du chapitre de Saint-Aubain à Namur*, Namur, 1881.
- BAIX F., *Carte du diocèse de Namur, divisé en 36 doyennés et 732 paroisses*, Namur, 1932.
- BAIX F., JOSET, *Le diocèse de Namur, 1830-1930*, Bruxelles, s.d. (1930).
- BROUETTE E., *Histoire du protestantisme dans le comté de Namur*, dans *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme belge*, 3^e série, 8^e livraison, pp. 422-440, Bruxelles, 1949.
- DE FROIDCOURT G., *La franc-maçonnerie à Namur avant 1830*, Namur, 1939.
- DUPONT-BOUCHAT M.S., *La répression de l'hérésie dans le Namurois au XVI^e siècle*, dans *A.S.A.N.*, t. 56, pp. 179-230, 1971-1972.
- JACQUES F., *Atlas d'histoire ecclésiastique du Namurois*, dans *A.F.H.A.B.*⁽³⁾, Congrès de Namur, pp. 312-318, 1935.
- JACQUES F., *Le diocèse de Namur en mars 1561. Etude de géographie historique*, Bruxelles, C.R.H.⁽⁴⁾, 1978 (+ cartes in-8°).

(3) *Annales de la Fédération historique et archéologique de Belgique*.

(4) Commission royale d'histoire, série in-8°.

- MEYHOFFER J., *Les hérésies et la Réformation protestante à Namur*, dans le *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme belge*, Bruxelles, 1912.
- WILMET Ch., *Fragments d'une histoire ecclésiastique du comté et du diocèse de Namur*, dans A.S.A.N., t. 7, pp. 144-163, Namur, 1861-1862 ; t. 8, pp. 383-424, Namur, 1863-1864 ; t. 9, pp. 283-290, Namur, 1865-1866 ; t. 10, pp. 73-96 et 353-366, Namur, 1868-1869 ; t. 11, pp. 317-353 et 485-507, Namur, 1870-1871 ; t. 12, pp. 317-353 et 485-507, Namur, 1870-1871 ; t. 13, pp. 25-32 et 77-84, Namur, 1872-1873.

G. Enseignement - Vie culturelle

- FOULON L., *L'enseignement primaire et les bibliothèques publiques dans la province de Namur*, La Louvière, 1928.
- PISVIN Th., *La vie intellectuelle à Namur sous le régime autrichien*, Recueils de travaux d'histoire et de philosophie de l'Université de Louvain, 4^e série, fasc. 26, Louvain, 1963.
- VAN DER HAEGEN F., *Notices sur les écoles de Namur, 1483-1767*, dans *Le Messager des sciences historiques*, t. 21, pp. 453-468, Gand, 1835.

H. Histoire du droit et des institutions

- BROUWERS D.D., *L'administration et les finances du comté de Namur du XIII^e au XV^e siècle* 1. *Cens et rentes*, 2 vol. en 3 parties, Namur, 1910-1921 ; 2. *Chartes et règlements*, 2 vol., Namur, 1913-1914 ; 3. *Les aides dans le comté de Namur au XV^e siècle*, Namur, 1929.
- de MOREAU d'ANDROY, *L'organisation judiciaire du comté de Namur*, dans A.S.A.N., t. 54, pp. 167-229 et pp. 335-386, Namur, 1967.
- DOUXCHAMPS-LEFÈVRE C., *Le Conseil de Namur au début des temps modernes*, dans A.S.A.N., t. 53, pp. 117-167, Namur, 1965.
- DOUXCHAMPS-LEFÈVRE C., *Les Etats de Namur sous le régime autrichien*, dans *Anciens Pays et Assemblées d'Etats*, t. 70, pp. 389-409, 1977.
- Voir les nombreux articles de X. LELIÈVRE dans A.S.A.N., *passim*.

I. Folklore, traditions, histoire des mentalités

- BECKMAN J., *Une épidémie de sorcellerie à Noville-les-Bois au début du XVII^e siècle*, dans A.S.A.N., t. 44, pp. 425-469, Namur, 1968.
- BECKMAN J., *Pathologie, thérapeutique et prophylaxie des maladies attribuées aux sortilèges, La médecine populaire en Wallonie*, Actes du colloque du 26 octobre 1974, pp. 57-74.
- GODENNE J., *La Société Moncrabeau*, Namur, 1912.
- PIROTTE J., *Les Images de dévotion, témoins de la mentalité d'une époque (1840-1965). Méthodologie d'une enquête dans le Namurois*, dans *La Revue d'histoire de la spiritualité*, t. 50, pp. 479-505, Paris, 1974.
- ROUSSEAU F., *Propos d'un archiviste sur l'histoire de la littérature dialectale à Namur*, Namur, 1964-1966.

J. Histoire locale

- BORGNET J., BORMANS S., *Histoire de la commune de Namur aux XIV^e et XV^e siècles*, Namur, 1876.
- DELIEU R., *Namur à cœur ouvert*, Gembloux, 1979.
- D'HEROCK Y., *Entre Meuse et Lesse, 1860-1930*, Dinant, 1977.
- FICHEFET J., *Histoire de la commune de Saint-Martin*, Bruxelles, Crédit Communal, 1973.
- FICHEFET J., *Histoire de Jemeppe-sur-Sambre et Froidmont*, Namur, 1937.
- FICHEFET J., *Nouvelle histoire de Tamines*, Gembloux, 1963.
- GAIER-LHOEST J., *L'évolution topographique de la ville de Dinant au moyen âge*, Bruxelles, Pro Civitate, 1965.
- NAMECHE L., *La ville et le comté de Gembloux. L'histoire et les institutions*, Gembloux, 1922.
- TOUSSAINT J., *Le bassin de l'Orneau. Contribution à une étude géographique, historique et archéologique*, Gembloux, 1975.
- On trouvera de nombreux articles d'histoire locale, souvent pleins d'intérêt, dans les revues suivantes : *Au pays des Rièzes et Sarts*, depuis 1959, trimestriel ; *Annales de la Société archéologique de Namur*, depuis 1849, annuel ; *Centre culturel cinacien*, depuis 1965, bimestriel ; *Centre culturel et historique de Rochefort*, depuis 1959, irrégulier ; *Le Guetteur Wallon*, depuis 1924, trimestriel ; *Namurcum*, 1924-1970, trimestriel ; *Pays de Dave et de Longeau*, depuis 1969, trimestriel ; *Pays de Namur*, depuis 1968, bimestriel.

K. Histoire de la presse

- ISTACE-DEPREZ G., *Le Courrier de la Sambre et la Révolution de 1830*, dans *Mélanges F. Courtoy*, t. 2, pp. 949-955, Namur, 1952.
- SCHMITZ J., *La presse catholique dans l'arrondissement de Namur*, Anvers, 1936.
- WARNOTTE M.-L., « *L'Ami de l'Ordre* », *quotidien catholique namurois de 1839 à 1914*, C.I.H.C., n° 51, Louvain-Paris, Nauwelaerts.
- WARNOTTE M., *Etude sur la presse à Namur*, cahier 44, Centre universitaire d'histoire contemporaine, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1963.

Jeanine LOTHE-de ROMRÉE de VICHENET,
Avril 1980

NOTES ET GLANURES

GUERRES MONDIALES

PROST Antoine, *Les anciens combattants 1914-1940*, coll. « Archives » dirigée par Pierre NORA et Jacques REVEL, Paris, Editions Gallimard-Julliard, 1977.

Très bon ouvrage, exemplaire de cette collection qui s'efforce de mettre le public en contact avec des textes peu ou pas connus, qui ne sortent pas des recueils de documents traditionnels. Si par sa conception l'ouvrage d'Antoine Prost permet donc au professeur de renouveler son cours, le sujet intéresse surtout nos collègues français. Néanmoins, les derniers chapitres, montrant et expliquant notamment l'appui des associations d'anciens combattants au gouvernement de Vichy, sont d'intérêt général.

L'étude sociologique, voire même rhétorique, morale et lexicologique du mouvement ancien combattant, pourrait être retenue dans le cadre plus général d'une étude montrant l'impact d'un groupe social bien déterminé dans l'ensemble de la vie d'une nation : un sujet pour les cours de sciences sociales, peut-être ?

J.P.F.

MASSIP R. et DESCOLA L., *Il y a 40 ans Munich*, Paris, Plon, 1978.

Le quarantième anniversaire de la signature des *Accords de Munich* inspire des réflexions et des publications diverses. Mais il est évident que nous ne saurons pas encore la « vérité » sur ce traité. Ici les auteurs résument la capitulation et son importance, d'une façon méthodique. En annexe, ils interrogent quelques *leaders* actuels. A l'époque, certains ont marqué leur indignation en qualifiant Daladier de « traître », d'autres lui ont rendu hommage. Toujours est-il qu'à son retour de Munich, Daladier a été salué avec enthousiasme par la foule inconsciente, cette majorité silencieuse, qui croyait vraiment à la paix. La presse se montre soulagée, seul peut-être le parti communiste dénonce « la trahison de la démocratie ». Mais, et c'est vrai, les auteurs le démontrent, Munich doit remonter plus loin que 1938. En 1934, Pétain s'opposait déjà à de Gaulle qui demandait des blindés, et l'engrenage remonte même à Versailles et à Locarno.

On suit aussi l'Angleterre où l'on sait que Churchill était encore plus isolé que les anti-Munichois français. Ce qui ressort de l'ouvrage, c'est que la France palabre, et cela ne fait pas le poids devant Hitler mais entraînera le monde dans une guerre atroce.

J.D.

La France et les Français en 1938-1939, sous la direction de R. RÉMOND et J. BOURDIN, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1978.

Le présent ouvrage rassemble des communications présentées au colloque organisé par la Fondation nationale des sciences politiques de Paris, communications ayant trait à l'état des forces politiques et sociales, comme aux expressions de l'opinion.

Il s'agit en fait d'une étude très fouillée de cette période qui précéda « l'orage »... Au lendemain du *Front populaire*, Munich ôte à beaucoup leurs dernières illusions : la guerre est là, ce n'est plus qu'une question de temps. Partout, on la sent proche : les manifestations officielles se font plus importantes, une visite des souverains britanniques à Paris est organisée avec un faste exceptionnel pour attester la vigueur de l'alliance, le cinéma multiplie les films de tendance militariste illustrant la défense de la France et de son empire...

Quant aux forces politiques, elles sont, face au péril, bien divisées ; chacune d'elles fait l'objet d'une étude ramassée mais toujours passionnante. Enfin, trois communications envisagent aussi l'état d'esprit du patronat, de la C.G.T. et du syndicat des instituteurs. L'ouvrage est d'une évidente utilité pour tous ceux qui veulent comprendre la tragédie de 1940... et les années de Vichy.

J. Del.

HOESS R., *Le commandant d'Auschwitz parle*, « Petite collection Maspero », Paris, Maspero, 1979.

Reprenant tout simplement « l'avertissement » du comité international d'Auschwitz, nous dirons que cette autobiographie rédigée sur le conseil de ses avocats, conçue dans un but de justification personnelle, avec le souci d'atténuer sa responsabilité, projette une lueur accablante sur la genèse et le comportement de R. Hoess dans la solution finale. C'est l'un des actes d'accusation les plus écrasants contre le régime nazi.

R. Hoess a été pendu à Auschwitz en 1947. A lire et à faire lire, mais par des élèves de classes terminales.

J.D.

DENUIT D., *L'été ambigu de 1940. Carnets d'un journaliste*, Bruxelles, Musin, 1978.

Journaliste au *Soir*, Désiré Denuit nous livre ici ses carnets personnels, des informations, des résumés de conversations avec des hommes politiques, qu'il n'a pas toujours pu insérer dans ses articles. Ces pages sont consacrées à la période qui a précédé immédiatement l'invasion de la Belgique en 1940. Été troublant, été ambigu, déconcertant. Ceux qui n'ont pas connu cette période y puiseront des détails, ceux qui l'ont vécue la retrouveront et pourront comparer leurs souvenirs. Des chapitres, tels que la guerre en Europe, les jours d'angoisse, l'exode, etc., des annexes peut-être encore plus intéressantes : sur Léopold III, H. de Man, l'euphorie allemande de 1940, le gouvernement belge à Londres, Spaak, etc. Mais rappelons le : Désiré Denuit est un journaliste et non un historien.

J.D.

GUILLAUME Augustin (général), *Homme de guerre*, Paris, France-Empire, 1977.

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, il s'agit de la carrière d'un homme de guerre, carrière vue surtout du point de vue des opérations militaires : campagnes de pacification dans la région de l'Atlas, au Maroc, campagnes d'Italie avec des troupes marocaines formées par lui, débarquement en France...

Les quelques points politiques qui pourraient intéresser d'une manière plus générale l'historien non spécialisé (exemple : position des militaires français lors du débarquement des troupes américaines en Afrique du Nord, divergences de vues avec de Gaulle...) ne font l'objet que de quelques lignes.

En résumé, un ouvrage très spécialisé peu utilisable pour les professeurs d'histoire respectant les programmes ministériels.

J.-P. F.

SADOUL G., *Journal de guerre*, Paris, Les éditeurs français réunis, 1977.

Sadoul, grand historien du 7^e art, homme discret, militant communiste résistant de la première heure, avait tenu pendant les premiers mois de la guerre un journal qui nous révèle

le quotidien et le drame de la « drôle de guerre ». En lisant ses souvenirs, on s'aperçoit du moral de plus en plus bas de l'armée française, et Sadoul croit, comme beaucoup, que ce travail de sape était voulu par les Allemands. L'armée qui aurait pu les combattre en 1939, ne le pourra plus en 1940. Personne ne croit plus à une victoire, ou plutôt tout le monde en a « marre » et on veut rentrer chez soi.

Nous y rencontrons les amis de Sadoul : Aragon, les Moussinac, ses camarades de régiment, les habitants des campagnes où les Français s'installent, le pillage de 1940 fait par les Français eux-mêmes, l'ignorance politique de la masse, la force de la droite dans sa propagande de tous les jours et la démobilisation de ceux qui auraient pu être utiles.

G. Sadoul affirme être un ouvrier agricole ; le 18 juillet 1940, il peut rentrer chez lui ! La suite il ne la raconte pas ; ici, la suite sera la résistance et la guerre.

J.D.

NIZAN P., *Chronique de septembre*, Paris, Galilard, 1978.

Ici le ton change, l'ouvrage est publié en mars 1939. Nizan, chef du service étranger de *Le Soir*, dirigé par Aragon, suit de près tous les actes de cette période. Et il ne faut pas oublier que si Nizan, quelques mois plus tard, quittera le parti communiste, il restera marxiste. Il faut savoir aussi que la *Chronique de septembre* fut saisie par les nazis et détruite.

Nizan ici se veut journaliste et fait le récit des événements que l'Europe venait de vivre, et ceci également à travers la diplomatie. Peut-être parce que cet ouvrage est contemporain des faits qu'il décrit, est-il un témoignage historique important, avec les réserves que cela impose également.

J. D.

UGEUX W., *Histoires de résistants. Documents*, Gembloux, Duculot, 1979.

Directeur général du Service secret, W. Ugeux raconte des histoires, mais des histoires sérieuses puisqu'il s'agit d'histoires d'hommes qui ont souvent sacrifié leur vie pour la liberté. Responsable du réseau *Zéro*, il fut chargé de coordonner les divers mouvements de résistance en 1943.

A travers ses souvenirs il nous laisse vivre un moment à côté de grands et petits, tous animés du même idéal : la liberté de leur pays, et leur liberté.

Comme il le dit, ce n'est pas un livre d'histoire, ni un recueil d'anecdotes ; ce sont des souvenirs, teintés de tendresse et de gravité. Il nous raconte donc certains hommes et certains actes ; depuis le train n° 20 jusqu'à Breendonck en passant par Pat et les siens, le Messerschmitt. Livre impossible à résumer ou à analyser mais qu'il faut lire et faire lire aux élèves, grands et petits.

J.D.

GILLIES D., *La tache de sang*, Paris, Michel, 1978.

Romancier flamand de langue française, D. Gillies écrit le roman de sa génération, et la tache de sang en est le troisième volet. Souvenirs de famille, de jeunesse, l'aristocratie et les jésuites, la guerre de 1940. Voilà ce que raconte ce livre qui n'est pas un livre d'histoire mais qui peut servir de toile de fond à l'histoire des mentalités et l'histoire des classes sociales.

J.D.

COULONGES H., *L'adieu à la femme sauvage*, Paris, Stock, 1979.

A travers l'histoire d'une petite fille de douze ans l'auteur nous raconte le bombardement de Dresde par les alliés et les horreurs de ce bombardement, l'incompréhension de cette petite fille qui a vécu la guerre à l'abri dans cette ville demeurée à l'écart du conflit, le drame psychologique vécu par la mère, et la confrontation lente avec les méfaits du nazisme qui pour elle ne justifient pas tout à fait ce qu'elle a enduré. Roman très ambigu, à lire avec précautions.

J.D.

SOCIÉTÉS

BARRAL Pierre, *Les sociétés rurales du XX^e siècle*, coll. « U », Paris, Colin, 1978.

Présentation synthétique de la vie des terriens dans la société industrielle du XX^e siècle, cette tentative d'histoire comparée est basée sur une documentation importante et centrée sur la

condition sociale et la mentalité politique des agriculteurs plus que sur l'évolution des techniques agricoles.

Dans la permanence du débat politique sur l'agriculture se dégagent quelques réflexions d'ensemble : opposition dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et même dans les régions les moins développées du continent européen entre les techniques traditionnelles et les conditions nouvelles, telle l'orientation vers les marchés extérieurs. D'autre part, la puissance foncière de naguère est relayée par une prépondérance du capital : grands propriétaires, *farmers* des pays neufs, groupes financiers des plantations tropicales. Enfin, d'une façon générale, les agriculteurs se plaignent de la réduction du poids relatif des terriens dans la nation et de n'avoir pas rattrapé le handicap du niveau économique et social.

Nous trouvons ici une étude originale et complète, un bilan des années 1900 à travers les grandes secousses : progrès technique et économique, crises de pénurie ou de surabondance, guerres et révolutions.

M.R.V.

LABORIT Henri, *L'Homme et la ville*, coll. « Champ », Paris, Flammarion, 1971.

L'auteur a, comme Edgard Morin, le souci d'intégrer les recherches biologiques et sociales.

Ici, il analyse la relation homme-ville. La ville étant fondée par un groupe humain est donc une production de la vie mais sa structure socio-économique s'explique par l'étude des rapports de force à l'intérieur du groupe qui l'a modelée et qui en est l'utilisateur.

L'auteur explique le processus classique qui mène à la formation de la ville : spécialisation, disparition de l'autonomie et apparition de liens de dépendance. De ce fait, une hiérarchie économique et sociale s'établit pour qui le maintien de la structure urbaine est une nécessité. Sans elle, son pouvoir disparaîtrait. Cependant, l'abus de ce pouvoir, par la dégradation de l'environnement et le non respect du cadre biologique peut mener à la disparition de l'espèce humaine. Il faut en prendre conscience et c'est le but, notamment, des mouvements écologiques. Pour changer la dangereuse évolution en cours, il faut que la structure socio-économique à l'origine de la ville se modifie.

L'ouvrage est d'une lecture assez ardue car il use d'une terminologie scientifique parfois rebutante. Il est intéressant car il met en question tout le devenir de notre civilisation, de notre survie même.

M.S.

DUBY Georges, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, coll. « Bibliothèque des histoires », Paris, Gallimard, 1978.

Faire le compte rendu d'un ouvrage aussi riche, aussi foisonnant d'idées nouvelles n'est pas chose facile.

En matière de moyen âge, une longue tradition qui remonte aux « Lumières » du XVIII^e siècle, veut que cette période n'ait été qu'un long entracte barbare entre l'Empire romain et la Renaissance. Je ne suis pas certain que nous nous soyons entièrement libérés de ces préjugés, *a fortiori* quand il s'agit de reconnaître à cette époque l'existence d'une idéologie politique à part entière.

Tout, dans l'ouvrage de Duby, part d'une notion archi-connue : la division de la société en trois ordres (les gens de prière, les cultivateurs et les gens de guerre) telle qu'elle fut lancée pour la première fois dans les années vingt du XI^e siècle par Adalbéron, évêque de Laon, et par Gérard, évêque de Cambrai.

Durant un millénaire, cette figure trifonctionnelle apparaîtra comme l'image même de la société parfaite.

Au départ, la théorie des trois ordres est l'expression d'une pensée profondément réactionnaire. En effet, pour Adalbéron, les *oratores* et les *bellatores* se limitent aux évêques, d'une part, et au roi et à la grande noblesse carolingienne de l'autre. Ni les moines, ni les chevaliers dont la puissance se lève en cette aube du XI^e siècle n'entrent dans sa définition : « ils forment la domesticité de ceux que le Christ a chargés de prier et de combattre ». La théorisation sociale apparaît ici comme une manière de conjurer la décadence de l'ancien système.

Face au modèle d'Adalbéron, trois systèmes concurrents apparaissent : le modèle hérétique, le modèle de la paix de Dieu, le modèle monastique.

Le premier, le plus inquiétant, car il remet en cause de façon radicale la société, c'est l'hérésie qui éclate dans les années 1020-1030. Elle charrie des thèmes dont on retrouve, ça et là, l'émergence jusqu'au XVI^e siècle : refus de la médiation cléricale dans les rapports avec Dieu, refus des pratiques « magiques », culte des saints et des reliques, mépris pour le corporel. L'hérésie apparaît comme une tentative d'étendre le monarchisme à tout le peuple chrétien, d'accélérer la fin du monde par le refus de la procréation. Par ce biais, elle nie les bases fondamentales de la société : domination de l'homme sur la femme, inégalité des hommes, en proclamant l'imminence des derniers jours.

La seconde des propositions adverses, l'appel à instaurer la paix de Dieu s'ajuste, elle, étroitement « au concret des rapports sociaux ». De là, son succès et la rapidité de son expansion. Elle se propose de pallier la disparition de la paix du roi. La vision sociale est ici aussi clairement assise dans la ternarité. Mais fait essentiel, la notion de *bellatores* fond en une seule classe ceux qui portent l'épée. La fonction militaire se charge en même temps d'une connotation négative. Le clergé devient le protecteur des pauvres, face à une chevalerie corrompue par sa fonction et que l'on s'efforce de cléricaiser en lui prêchant la pénitence.

Troisième modèle, l'ordre monastique des Clunisiens. Moins éloignés que quiconque du céleste, les moines se considèrent comme les « parfaits », les seuls guides vraiment purs du peuple chrétien. Le monastère est une préfiguration de l'ordre céleste. Rejetant le clergé séculier dans le monde, Cluny qui revendique et obtient l'exemption du contrôle diocésain, apparaît donc à un évêque comme Adalbéron comme un fauteur de troubles. Elever le monachisme en une voie royale vers le salut, ouverte à tout laïc bien né (puisque le moine n'est pas ordonné prêtre) est pour lui une subversion de l'ordre établi, une confusion des deux offices principaux : prière et combat.

Face à cette efflorescence théorique du XI^e siècle, il faut bien sûr garder en mémoire l'imminence du jugement dernier. C'est l'approche du millénaire de la Passion (1033 et non l'an Mil !) qui justifie les tentatives hérétique ou clunisienne d'instaurer un modèle de comportement le plus proche possible de l'ordre céleste.

Bien au contraire, la théorie des trois ordres affirme la permanence du monde : certes, le jour viendra, mais c'est dans l'ordre, dans le respect des hiérarchies et des institutions que les hommes doivent attendre la délivrance. Le triomphe du monachisme oblitère pour un temps cette vision du monde. Avec son reflux, la société féodale se reconnaîtra dans un modèle qui justifie et exalte la fonction de chaque classe. Il libère le noble de l'obsession de la pénitence, légitime l'oppression féodale puisque Dieu a voulu que les pauvres soient pauvres et que leur labeur sur terre les privilégie dans l'au-delà.

Idéologie réactionnaire lors de sa formulation, la trifonctionnalité sociale s'adapte donc parfaitement au féodalisme triomphant.

J.-P. De.

HERLIHY David et KLAPSCH-ZUBER Christiane, *Les Toscans et leurs familles. Une étude du catasto florentin de 1427*, publication de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris, 1978.

Sept cents pages d'un texte dense forment un volume élégamment relié dont le contenu soulève l'enthousiasme à un double titre. Celui de la méthode, largement tributaire des procédures scientifiques qui trop souvent apparaissent étrangères aux préoccupations et attentions de l'historien aux yeux du profane. Celui des résultats par lesquels l'histoire quantitative, nouvelle venue au théâtre de Clio, révèle ses potentialités ici associées aux données de l'anthropologie culturelle.

Oeuvre de collaboration soutenue des deux côtés de l'Atlantique par le C.N.R.S. et l'EPHE, d'une part, l'*American Council of Learned Societies*, le *Graduate Research Committee of Wisconsin University*, la *National Science Foundation* et le *Center for Advanced Study in the Behavioral Sciences* de Stanford (California), d'autre part, cet ouvrage s'appuie sur une gigantesque documentation constituée par le cadastre relevé en 1427 sur ordre de la municipalité de Florence et presque intégralement conservé. Ce document fournit une description exhaustive des Florentins et de leur patrimoine, depuis les plus humbles jusqu'aux plus puissants avec leur maisonnée. Il nous éclaire sur « le nom de leurs enfants, la mauvaïeté des rustres et l'oppression des propriétaires, les réputations marchandes et les misères de la guerre, de l'âge ou des mauvaises récoltes ». Environ 60.000 feux sont ainsi cernés, plus de 260.000 personnes, avec leurs biens meubles et immeubles méticuleusement estimés. Face à un moyen âge riche de ses coutumes et de ses privilèges assis sur de vieilles solidarités, cette initiative témoigne d'une conscience nouvelle de la commune et des responsabilités de chaque chef de famille à son égard par delà les attaches et les allégeances désormais dépassées en un moment où les forces productives atteignent un palier : l'actualité du phénomène ne peut échapper à nos modernes contribuables.

Par delà l'aspect fiscal, nous touchons ici à la substance sociale même d'une société en un temps considéré comme révolu et à jamais perdu, aux problèmes politiques que posent les circonstances.

Minutieuse, l'interprétation des données s'exprime dans une analyse serrée illustrée de tableaux statistiques, de cartes dont certaines dressées par ordinateur, de graphiques, de

diagrammes souvent comparatifs, distinguant ville et campagne.

La période se rapportant à la couche de population inventoriée est fertile en événements catastrophiques : épidémies, famines, guerres, ce qui donne l'occasion d'observations fort intéressantes sur les aspects démographiques, les tics sociaux et politiques : le caractère lignagé des familles nanties ou rurales, l'éclatement familial dû à la pauvreté, l'écart au mariage entre femme et homme égal ou supérieur à 10 ans, le poids de l'autorité du père de famille, la concentration des biens sur la ville et le confinement économique des campagnes réduites à la fonction agraire, et une foule d'autres constatations relatives aux images de la famille, aux comportements sociaux, aux mouvements migratoires.

Des annexes, des index, une bibliographie copieuse complètent cette somme dont sort plus vivante que jamais cette Florence du XV^e siècle illustré par ses monuments, ses héros et maintenant son peuple tout entier.

R.V.S.

GOODY Jack, THIRSK Joan, THOMPSON E.P. e.a., *Family and Inheritance. Rural society in Western Europe (1200-1800)*, Londres, New-York-Melbourne, Cambridge U.P., 1978.

En reprenant dans un seul volume le texte d'articles destinés à la conférence annuelle de la *Past and present society*, les éditeurs nous procurent une information récente sur l'état des recherches en matière de famille et d'héritage dans la société occidentale spécialement en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne.

Parmi les considérations sur les divers systèmes d'héritage : primogéniture, partage égal, partage inégal, régime mixte, ou sur les divers types de famille : souche, nucléaire, associée, avec les conséquences qui en découlent sur les caractères économiques et sociaux des populations, nous retiendrons la coïncidence de la propriété divisible avec la famille nucléaire et de la propriété indivisible avec la famille souche.

L'article de synthèse de V.G. Kiernan, professeur à l'Université d'Edinburgh, sur la propriété privée en histoire, pose le problème de la liaison de la propriété au mouvement de l'histoire dont elle semble bien avoir profondément marqué les modalités. Tantôt, et ceci à toute époque et en tout lieu, elle est considérée comme la chose la plus immonde, tantôt, comme dans la *Déclaration d'indépendance* des U.S.A., elle est identifiée avec la recherche du bonheur.

L'étude sémantique du vocabulaire relatif à la propriété dans les diverses langues éclaire sur l'importance de celle-ci dans les diverses cultures ou groupes de cultures. Dans la plupart des cas, la notion est floue et n'implique généralement qu'une possession d'usage, ainsi que semblent le confirmer les constatations des ethnologues. A ce sens, né du travail, s'oppose un autre sens, né de la force, c'est-à-dire du pouvoir. La conjugaison des divers sens rend compte de la dialectique des influences inclinant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Aux yeux des simples, la richesse n'a de valeur que dans sa circulation, par les relations qu'elle permet d'établir comme il apparaît encore dans le cérémonial du marchandage. Ainsi s'expliquent les mécanismes du don et du contre-don, les rapports de patron à client, les hécatombes pour le prestige ou *potlach*, les liturgies grecques, les magistratures romaines première forme, le mécénat. La redistribution des biens, leur destruction volontaire parfois, est garantie contre l'abus de pouvoir. La domination, la subjugation, naissent de la *cupidité*, c'est-à-dire d'une distorsion de l'*Eros-Cupidon*.

L'âge du fer naît de l'égoïsme du chacun pour soi, imposé par un monde dont les ressources se réduisent face à la croissance démographique illustrant le passage de l'économie de prédation à l'économie de production, de la société de ramasseurs-chasseurs, de pasteurs à la limite, à la société agraire.

Cette étude est intéressante par le recours que fait l'auteur, comme historien, à toutes les ressources de l'information historique, y compris la linguistique, la mythologie, l'anthropologie culturelle, la psychohistoire, l'ethnohistoire, etc. dont les apports permettent de nuancer et de préciser à la fois dans une étude comparative la vision d'une évolution du passé dont le poids apparaît de plus en plus nettement sur le présent.

Puissent les professeurs tirer parti de ce message pour revoir leurs méthodes et convaincre de l'importance de leur rôle dans l'éducation.

R.V.S.

MEYER Elisabeth et Eric, *Sri Lanka et ses populations (Ceylan)*, coll. « Pays et populations », Bruxelles, Complexe (8 b, rue du Chatelain, 1050 Bruxelles), 1979.

Après la Thaïlande, l'Afghanistan, l'Ethiopie, Israël, l'Espagne, le Népal, l'île Maurice, cette maison d'édition originale nous livre une nouvelle analyse d'un pays dont les auteurs détaillent à l'usage du grand public les composantes

historiques, géographiques, démographiques, économiques, sociales, politiques, culturelles et autres dans le souci d'une approche sympathique de peuples et de régions généralement mal connus voire ignorés même des érudits occidentaux.

Au moment où l'on commence à peine à prendre conscience dans nos milieux dirigeants du caractère planétaire de nos orientations d'avenir, cette initiative ne peut être qu'encouragée.

A propos de l'île de Ceylan, nous découvrons à côté des autochtones Vedda, les Cinghalais, les Tamouls, avec leurs variantes dues à l'origine de leurs migrations et à l'endroit de leurs implantations, les minorités résiduelles issues de la colonisation, les Malais ou Javanais implantés par les hollandais, les créoles et les métis d'origine portugaise (*Tuppahi*) ou néerlandaise (*Burghers*), les chrétiens et les maures, sans oublier par delà les castes, les multiples manifestations du bouddhisme ou de l'hindouisme.

Les problèmes politiques récents sont posés à la lueur des diverses influences exercées. On ne peut que souscrire au ton mesuré et à la facilité de lecture assistée par un petit lexique, des données statistiques, un index, une bibliographie sommaire, des cartes, une illustration éclectique. Professeurs et grands élèves trouveront là de bons postes d'observation.

R.V.S.

ROUAUD Alain, *Les Yemen*, coll. « Pays et populations », Bruxelles, Complexe, 1979.

Dans la même orientation ce volume touchant un des lieux du monde les plus anciennement cités et les moins connus, puisqu'il s'agit de cette terre de Saba dont parle la *Bible* et d'où la tradition fait procéder les rois mages porteurs de la myrrhe et de l'encens. Monde mystérieux chanté par Henri de Monfreid, peuplé d'hommes fiers attachés à leurs traditions et à l'honneur, aujourd'hui déchirés par les luttes des grandes puissances, comme ils furent jadis l'enjeu du Portugal, de l'Angleterre, de la Turquie, voire de la France dans leurs tribulations impériales. Patrie du café exporté par le modeste port de Mokka, elle lui substitue aujourd'hui le *qat*, plante excitante dont l'emploi cause de graves problèmes sociaux dans un pays dont l'économie reste marginale en raison même des déterminismes géographiques et naturels.

R.V.S.

VIE QUOTIDIENNE

FAURE P., *La vie quotidienne des colons grecs de la mer Noire à l'Atlantique au siècle de Pythagore, VI^e siècle avant J.-C.*, coll. « La vie quotidienne », Paris, Hachette, 1978.

Quel beau livre ! C'est tout un monde qui revit dans ses moindres détails sous la plume de l'auteur : les raisons de l'émigration, les moyens de transport, les différentes destinations du Pont-Euxin à l'océan Atlantique, en passant par la Libye, la Grande-Grèce, la Sicile. Chacune de ces régions se spécialise dans la production d'une denrée précieuse : blé de la mer Noire, parfum de Chypre, mines d'or, d'argent et d'étain d'Espagne. Tout est décrit, expliqué avec un grand luxe de précisions ; chaque communauté revit à travers ses institutions, son mode de vie, ses traditions, de Marseille à Byzance... Ce gros livre est une mine de renseignements pour les professeurs chargés de l'histoire antique. Les nombreuses cartes leur seront aussi fort utiles.

J. Del.

MOULIN Léo, *La vie quotidienne des religieux au moyen âge (X^e-XV^e siècles)*, Paris, Hachette, 1978.

Pousser l'humilité jusqu'à prétendre que la vie quotidienne des moines médiévaux tiendrait en une seule page, c'est aller un peu loin. Animé d'une incontestable sympathie pour le sujet, ce livre en plus de trois cent cinquante pages ne fait qu'effleurer la matière. Il souligne au départ qu'il serait nécessaire au-delà des traits communs méthodiquement relevés ici de décrire toutes les particularités des multiples ordres, tant masculins que féminins que mixtes (?!), qui sans sortir de l'orthodoxie, peuplèrent l'Europe et au-delà en ces temps-là, en nombre bien moins important qu'on pourrait l'imaginer : 142.000 franciscains au temps de leur apogée, 12.000 dominicains, 5.000 trinitaires, 300 mercédesiens, le reste à l'avenant, avec des conventualités ne dépassant pas en moyenne deux ou trois douzaines d'hommes ou de femmes, mais qui poussent parfois, mais exceptionnellement jusqu'à 400 voire 700.

De la vie monastique, minutieusement réglée sous la houlette en principe démocratique du supérieur, dont les moments, les activités, les gestes sont ici détaillés, l'auteur souligne le paradoxe économique en ces termes : « Au total, l'économie monastique est paradoxale. Elle se construit dans un esprit de pauvreté, qui donne

le primat à la dépense, sous forme d'entretien des moines au jour le jour, d'aumône aux pauvres et de constructions non rentables ; elle devient riche et puissante. Elle ne vise pas à épargner ; elle est le plus puissant facteur de thésaurisation au moyen âge. Elle exalte la prière et la contemplation, elle finit par se spécialiser dans l'organisation, la rationalisation, et la supervision des travaux les plus divers. Elle a commencé par ne pas payer ceux qui travaillaient, les moines ; elle deviendra le patron d'une foule de salariés. Elle a voulu se développer dans la solitude ; elle sera à l'origine d'innombrables centres de peuplement, villes et villages. Elle a prôné la stabilité ; mais elle n'échappera pas à la nécessité d'y manquer, ne fût-ce que pour commercialiser les surplus de ses productions et accueillir les pèlerins ».

C'est que, même si l'origine est spirituelle, l'activité monastique n'échappe pas aux attrait matériels. Comme pour les puritains, en d'autres temps, l'application au travail, la rigueur de la règle, l'audace dans l'initiative, l'ampleur des réseaux de relations, les séductions de la sécurité jusqu'en l'au-delà y compris, drainent les avoirs, les fructifient, portant ainsi une contribution éminente au développement économique et social. Sans lui en accorder tous les mérites, disons que la vie monastique a fortement influencé la vie agricole dans ses progrès, la vie artisanale dans sa diversité, la vie populaire dans ses attentions pour les aspects aujourd'hui assumés par la sécurité sociale. L'équilibre entre vie de l'esprit et vie du corps nécessite d'épargner à celui-ci de trop gros efforts, d'où l'élan de la technologie, de lui refaire les forces, d'où les attentions gastronomiques que l'auteur de *L'Europe à table* ne pouvait laisser échapper et qui donnent de la saveur à ce livre hors des sentiers battus, bien plus préoccupé des heures fastes et des œuvres terrestres, que des moments difficiles et des mortifications édifiantes. Le plaisir de la lecture fait passer au second rang certaines approximations à tout prendre mineures car l'essentiel n'est-il pas d'aider à faire comprendre comment un levain peut agir dans la pâte avec ses heurs, ses malheurs puisqu'il s'agit d'hommes. « Ah ! voilà la vie, voilà la vie... ».

R.V.S.

TULARD J., *La vie quotidienne des Français sous Napoléon*, coll. « La vie quotidienne », Paris, Hachette, 1978.

L'éditeur de la célèbre collection « La vie quotidienne » a le mérite de faire réécrire entièrement certains titres, dès lors que ceux-ci paraissent dépassés par les progrès de la recherche.

L'ouvrage du professeur Tulard est à tous égards une réussite. Il s'agit réellement, — pour pasticher un titre célèbre, — de *Napoléon et 44 millions de Français...*

L'auteur n'oublie pas que cette France est avant tout rurale : plusieurs chapitres lui sont consacrés : travaux des champs, village, nourriture, habitation, ... On voit quelle mine de renseignements cela constitue pour nos professeurs, d'autant plus que les extraits de textes sont nombreux. Le problème de la conscription, de la vie bourgeoise et de la vie ouvrière sont l'objet d'une étude attentive, comme les « Français hors de France », c'est-à-dire les fonctionnaires envoyés dans l'Empire pour y chapeauter l'administration. D'une lecture agréable, cet ouvrage devrait à plus d'un titre figurer dans nos bibliothèques de classe.

J. Del.

ORIEUX Jean, *Souvenirs de campagnes*, Paris, Flammarion, 1978.

Le Limousin évoque les services de porcelaine. Quoi d'autre ? Une province où les coutumes et les croyances se sont prolongées plus longtemps et plus fidèlement qu'ailleurs. C'est du moins ce que l'auteur essaie de faire saisir au lecteur en mêlant ses souvenirs personnels à l'histoire du milieu du XX^e siècle : la « drôle de guerre », le déferlement des réfugiés alsaciens, l'exode, la résistance...

Une lecture facile et attachante.

M. H.

SCHELL Orville, *Les Chinois, La vie de tous les jours en République populaire de Chine*, Paris, Belfond, 1978.

Orville Schell, professeur au Centre d'études chinoises de l'Université de Californie, est un jeune Américain qui connaît le chinois et qui a eu l'occasion de faire un long voyage en Chine, non pas comme simple touriste tributaire des seuls traducteurs, mais comme un homme pouvant entrer en contact avec les Chinois, vérifier ou compléter les propos des interprètes. Il en résulte un récit attrayant faisant pénétrer le lecteur dans l'intimité de la vie quotidienne du peuple chinois : ouvriers, paysans, soldats de l'Armée populaire, lycéens plantant des arbres dans les parcs, étudiants transportant des briques dans des charrettes à bœuf, prisonniers modèles en cours de rééducation ou simples ménagères préparant le riz.

L'auteur a eu l'occasion de travailler dans une usine d'abord, dans une commune populaire

ensuite. Son témoignage intéressera tout professeur d'histoire et tout étudiant soucieux de comprendre une civilisation différente de la nôtre, en raison notamment des qualités d'objectivité du récit.

M. H.

MINTZ Sidney W., *Taso. La vie d'un travailleur de la canne*, coll. « Bibliothèque d'anthropologie », Paris, Maspero, 1979.

Ecrit en 1957 sur la base de données récoltées en 1953 et en 1956, publié en anglais en 1960 et mis pour la première fois à la disposition du public de langue française par la librairie Maspero en 1979 dans la collection « Bibliothèque d'anthropologie », cet ouvrage intéressera l'historien et le professeur d'histoire à plus d'un titre. En effet, il est à la fois témoignage, — celui d'un travailleur de la canne, et plus particulièrement d'un *palero* (celui qui manie la pelle), — et ouvrage scientifique dans les parties rédigées par l'auteur, anthropologue qui s'efforce, à la manière de l'historien, de situer les *interviews* de Taso, et parfois de sa femme, dans un contexte politique, économique et social mais qui s'en distingue par le mode de vie adopté : pendant les périodes d'*interviews*, il s'est intégré à la communauté du *barrio Jauca*, c'est-à-dire du quartier dans lequel vivait Taso et sa famille. Il convient encore de faire remarquer qu'en écrivant ce livre, résultat d'une expérience, l'auteur a voulu démontrer que l'anthropologie n'est pas une science limitée à l'étude des sociétés primitives (ou du moins dites primitives).

Taso est donc un ouvrier agricole portoricain né aux environs de 1908 et qui, en 1953 d'abord, en 1956 ensuite, a été interrogé par Sidney Mintz et lui a fait le récit de sa vie. A travers celui-ci, le lecteur découvre l'histoire récente d'une île des Antilles passée du système de l'*hacienda* à celui de la grande plantation industrielle aux mains de sociétés américaines, passée aussi du système colonial espagnol à la domination américaine (1898-1899) et à ses conséquences.

Si Porto Rico n'a pas connu de révolution comme Cuba, c'est essentiellement, d'après l'analyse de l'auteur, parce que le *Partido popular democratico*, arrivé au pouvoir dans les années '40, a violemment combattu les compagnies sucrières dont il limita les pouvoirs et a amélioré notablement tant la situation économique que la situation sociale de l'ouvrier moyen.

Une lecture utile à la compréhension du monde antillais contemporain tant par son contenu que par sa méthode d'analyse. A faire découvrir ou à transposer dans les classes terminales de l'enseignement secondaire.

M. H.

INSTRUCTIONS POUR LES COLLABORATEURS
DES CAHIERS DE CLIO
CONSEILS POUR LA REDACTION DES MANUSCRITS

1. TOUS LES MANUSCRITS SERONT DACTYLOGRAPHIES.
2. Les textes à imprimer en **italiques** seront soulignés d'un **trait continu**, tant pour les minuscules que pour les capitales. Les textes à imprimer en gras seront soulignés d'un **trait ondulé**.
3. Les textes **CAPITALES** courantes seront soulignés de **deux traits** continus, les **CAPITALES GRASSES** seront soulignés **trois fois**. Ces caractères seront obligatoirement utilisés pour les titres et sous-titres.
4. Toute mention manuscrite sera considérée comme exclue de la composition à condition qu'elle soit enfermée dans un ovale fermé.
5. Les références bibliographiques et les notes seront rédigées selon les modèles suivants :
MORAZE Charles, *Les bourgeois conquérants*, p. 101, coll. « Destin du Monde ». Paris, A. Collin, 1957.
CHAUNU Pierre, *La population de l'Amérique indienne (nouvelles recherches)* dans *Revue historique*, t. 232, p. 111, Paris, P.U.F., 1964.
Le nom de l'auteur sera écrit en petites capitales, le titre de la publication en italique, le reste (y compris le prénom) en romain bas de casse; les éléments de la référence seront séparés par des **virgules**, en un texte suivi, sans interruption ni changement de ligne pour une même note, ils formeront un même alinéa.
6. Toute instruction complémentaire sera prise dans l'ouvrage suivant :
HALKIN Léon-E., *La technique de l'Edition, Conseil aux auteurs pour la préparation de leur copie et la correction des épreuves*, 6^e éd. revue et augmentée, Bruxelles, Le Livre d'enseignement, 14, rue des Comédiens, 1960.
7. Toute citation de texte sera transcrite en **italique**. Les textes documentaires accompagnant les articles pédagogiques seront munis d'une notice d'identification.
8. Pour les comptes rendus d'ouvrages : pas plus d'une colonne des *Cahiers de Clio*, Notes et glanures (environ 40 lignes dactylographiées). Mentionner avec grand soin :
 - a) ce qui est utile à l'enseignement;
 - b) ce qui est original et permet une révision des vues traditionnelles sur un problème;
 - c) les ressources didactiques : cartes, statistiques, textes, iconographies, etc.

LA REDACTION.

Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Editeur responsable : Maggy HODEIGE
rue Saint-Gilles, 343 - boîte 054
4000 LIEGE

TABLE DES MATIERES

TRIBUNE LIBRE

Léon-E. HALKIN, <i>Le journaliste, historien du présent ?</i>	5
Gabriel THOVERON, <i>Histoire et media</i>	16

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Jacques STIENNON, <i>Distinguer pour unir. Les chemins entrecroisés de l'histoire de l'art et de l'archéologie</i>	25
Eddy STOLS, <i>L'archéologie industrielle, une source pour l'histoire du mode de vie dans une société industrielle</i> , Première partie	38
Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE, <i>Les sources orales de l'histoire</i>	54
Marthe ENGELBORGHES-BERTELS, <i>Les communes populaires chinoises. Leurs racines historiques, leur évolution, les problèmes de leur avenir</i>	63

INFORMATION PEDAGOGIQUE

<i>Muséo-bus, musée-valise et enseignement de l'histoire</i>	
— Allocution de Monsieur Michel HANSENNE, Ministre de la Communauté française, 5 mai 1980	81
— Allocution de Monsieur Jacques HOYAUX, Ministre de l'Education nationale, 5 mai 1980	83
— Maggy HODEIGE, <i>Le musée-valise dans la classe d'histoire</i> , Premier degré de l'enseignement secondaire belge, 12-14 ans	84
René CORNET, <i>Manières de table et alimentation des peuples archaïques</i> , Premier degré de l'enseignement secondaire de type I (12-14 ans)	114

CHRONIQUE CINEMATOGRAPHIQUE

<i>Le grand tournant</i> (Henri de Turenne). Présentation et exploitation pédagogique de Nicole JOZIC-HIERNAUX, Classes supérieures de l'enseignement secondaire	121
<i>Northern lights</i> (John Hanson et Rob Nilsson). Présentation par Josette DEBACKER	126

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

Jeanine LOTHE-de ROMREE de VICHENET, <i>Bibliographie sommaire de l'histoire de la province de Namur</i>	131
NOTES ET GLANURES	137